

RAPPORT DE RECHERCHE

Juillet 2020

# Définir une Transition Juste au profit des travailleurs du secteur énergétique en Afrique Subsaharienne

Le savoir est trop important pour être uniquement détenu par les patrons

## AUTEUR : MARIE DANIEL

Matricule: 1986/002993/08  
 Forme Organisationnelle: Organisme à but non  
 lucratif basé sur l'adhésion  
 NPO: 050-326-NPO  
 TEL: +27 (0)21 486 1100  
 FAX: +27 (0)21 447 9244

EMAIL: marie@lrs.org.za  
 WEBSITE: www.lrs.org.za

Boite postale: 376, Woodstock,  
 7915, Afrique du Sud

PHYSICAL: 7 Community House,  
 41 Salt River Road, Salt River, Afrique du Sud

La recherche a été initiée et soutenue par

INDUTRIALL-SUB-SAHARAN AFRICA et le FES TRADE UNION COMPETENCE CENTRE (FES TUCC)



# Table des matières

<b>SIGLES</b>	07
<b>INTRODUCTION</b>	08
L'APPROCHE RECHERCHE	09
<b>COMMENT DEFINIR UNE TRANSITION JUSTE EN FAVEUR DES SYNDICATS DU SECTEUR DE L'ENERGIE EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE?</b>	10
DE L'APPROCHE REFORMISTE A L'APPROCHE TRANSFORMATIVE	11
EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE, PARTIR D'UNE APPROCHE TRANSFORMATIVE VERS UNE TRANSITION JUSTE EST NECESSAIRE	11
UNE TRANSITION ENERGETIQUE JUSTE CREEE EGALEMENT L'OPPORTUNITE D'ABOUTIR A UNE TRANSITION TECHNOLOGIQUE	13
ET D'EGALITE DE GENRE	13
DEFINIR UNE TRANSITION JUSTE EN FAVEUR DES SYNDICATS DU SECTEUR ENERGETIQUE EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE	13
<b>EN QUOI UNE TRANSITION ENERGETIQUE JUSTE DEVRAIT T-ELLE NOUS INTERESSER?</b>	14
TRANSITION JUSTE. ARGUMENT 1: L'AFRIQUE SUB-SAHARIENNE A LE MOINS CONTRIBUE AU PROCESSUS DU CHANGEMENT	14
CLIMATIQUE MAIS RESTE AUTANT LE PLUS AFFECTE	14
TRANSITION JUSTE. ARGUMENT 2: IL EXISTE UNE CRISE ENERGETIQUE EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE	15
TRANSITION JUSTE. ARGUMENT 3: LES SYSTEMES D'ENERGIES EXISTANTS NE RESORBENT PAS LE PROBLEME DE LA CRISE ENERGETIQUE	16
Une adéquation entre l'offre et la demande et un manque total d'accès dans les zones hors réseau	16
Une dépendance excessive à l'énergie hydroélectrique pourrait être désastreuse compte tenu de	17
l'impact du changement climatique sur les cours d'eau	17
La disponibilité de l'énergie fossile n'a guère contribué à combler le déficit d'accès à l'énergie	17
TRANSITION JUSTE. ARGUMENT 4: LES PAUVRES PAYENT LE LOURD TRIBUT	18
TRANSITION JUSTE. ARGUMENT 5: LE DEFICIT D'ENERGIE EST EN TRAIN D'HANDICAPER DES MILLIONS DE PERSONNES	18
Les sources d'énergie sales comme le pétrole, le gaz et le charbon sont responsables des millions de décès	18
Les méthodes traditionnelles de cuisson à la Biomasse deviennent l'une des principales causes de décès	19
en Afrique Subsaharienne	19
TRANSITION JUSTE. ARGUMENT 6: LE DEFICIT ENERGETIQUE IMPACTE NEGATIVEMENT LES PRESTATIONS DE SERVICE	20
TRANSITION JUSTE. ARGUMENT 7: LA PAUVRETE ENERGETIQUE EST UNE INJUSTICE LIEE AU GENRE	21
TRANSITION JUSTE. ARGUMENT 8: IL EXISTE UN CAS ECONOMIQUE CONVAINQUANT POUR UNE TRANSITION ENERGETIQUE JUSTE	23
Il y a une abondance de sources d'énergie renouvelables dans la région	24
Les énergies renouvelables deviennent moins chères	24
Les énergies renouvelables peuvent contribuer à la sécurité énergétique	24
L'Afrique subsaharienne possède l'unique occasion de transformer son déficit énergétique vers des	24
systèmes d'énergie renouvelables modernes et diversifiés	24
L'intégration des systèmes électriques hors réseau, mini réseau et à grande échelle des services publics	25
est justifié pour combler le déficit énergétique	25
TRANSITION JUSTE. ARGUMENT 9: LES ENERGIENES RENOUVELABLES DONNENT L'OPPORTUNITE DE CREER LES EMPLOIS	26
PROPRES AVEC UNE MEILLEURE PROTECTION	26
La baisse de la demande mondiale et de la technologie contribue à une baisse considérable des	26
emplois dans les industries des combustibles fossiles	26
Il existe un argument solide selon lequel les énergies renouvelables peuvent créer encore beaucoup	26
d'emplois propres plus que dans les combustibles fossiles	26
L'Afrique subsaharienne doit surtout expérimenter une hausse d'emplois à travers la transition	26
énergétique	26
TRANSITION JUSTE. ARGUMENT 10: SANS UNE TRANSITION JUSTE, UNE VERSION CAPITALISTE D'ATTENUATION DU CHANGEMENT	27
CLIMATIQUE CONTINUERA A EXPLOITER LES TRAVAILLEURS SANS TOUTE FOIS ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE DURABILITÉ	27
<b>COMMENT MENONS-NOUS NOTRE CAMPAGNE DE PLAIDOYER POUR ASSURER L'ACCES A D'AUTRES PARTIES PRENANTES?</b>	28
PLAIDOYER 1: SI L'APPROCHE EST CORRECTE, UNE TRANSITION JUSTE PEUT CONTRIBUER A LA CROISSANCE ECONOMIQUE	29
NECESSAIRE A LA REDUCTION DE LA PAUVRETE, LA CREATION D'EMPLOIS, L'AMELIORATION DES PRESTATIONS DES SERVICES	29
ET LA FOURNITURE D'ENERGIE	29
PLAIDOYER 2: FAIRE DE LA TRANSITION JUSTE UN PROBLEME D'ACTUALITE EN S'APPUYANT SUR LES EXEMPLES EXISTANTS	29
PLAIDOYER 3: UNE CAMPAGNE PLUS LARGE POUR INCLURE LES COMMUNAUTES ET LES FEMMES AURA PLUS DE SOUTIEN QUE	29

# Table des matières

DE SE FOCALISER SUR LES TRAVILLEURS	29
<b>SLE DIALOGUE SOCIAL EST LA PIERRE ANGULAIRE DE TOUTE TRANSITION JUSTE A L'ECHELLE MONDIALE</b>	<b>30</b>
Que promouvons, initions et demandons nous?	31
<b>POSSIBLE INFLUENCE OU AVEC QUI POUVONS- NOUS CONSTRUIRE DES RELATIONS SOLIDES?</b>	<b>32</b>
A. LES GOUVERNEMENTS	32
B. DES ORGANISMES REGIONALES ET CONTINENTALES OPERANT DANS LE SECTEUR DE L'ENERGIE	32
C. LE SECTEUR PRIVE	34
D. LES BAILLEURS DE FONDS INTERNATIONAUX	34
E. LES RESEAUX DE SOLIDARITE	35
COMMENT POUVONS-NOUS IDENTIFIER ET DRESSER UNE CARTOPHAPHE DES DIFFERENTES PARTIES PRENANTES?	36
<b>L'EMPLOI DECENT EN FAVEUR DES TRAVAILLEURS ET LES COMMUNAUTES AFFECTEES RESTE UNE PREOCCUPATION MAJEURE POUR UNE TRANSITION JUSTE – QUE POUVONS NOUS DONC FAIRE POUR Y PARVENIR?</b>	<b>40</b>
LES DONNEES SERONT NECESSAIRES POUR SAVOIR PAR OU VIENDRA CETTE JUSTE TRANSITION	41
Que promouvons, initions et demandons nous?	42
LES TYPES D'EMPLOIS QUI SERONT CREES SERONT IMPORTANTS	42
Que promouvons, initions et demandons nous?	45
UNE TRANSITION ENERGETIQUE DEVRAIT ETRE DIFFERENTE SUR LE PLAN GEOGRAPHIQUE	45
Que promouvons, initions et demandons nous?	47
L'EMPLOI DANS LES INDUSTRIES MANUFACTURIERES ET TECHNOLOGIQUES DOIT ETRE CREE SUR LE PLAN LOCAL	47
Que promouvons, initions et demandons nous?	49
LES CHAINES DE VALEURS DES ENERGIES RENOUVELABLES NE DOIVENT PAS EXPLOITER LES RESSOURCES ET LES TRAVAILLEURS DU CONTINENT AFRICAIN	50
Que promouvons, initions et demandons nous?	51
LES PROGRAMMES D'AMELIORATION DES COMPETENCES DOIVENT ETRE BIEN CONCUS POUR REpondre AUX NOUVELLES DEMANDES	51
Que promouvons, initions et demandons nous?	52
PROMOUVOIR L'EGALITE ENTRE LES SEXES ET ABANDONNER LES NORMES EN MATIERE DE GENRE	52
Que promouvons, initions et demandons nous?	53
LES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL DOIVENT S'ASSURER DE NE LAISSER PERSONNE POUR COMPTE	53
Que promouvons, initions et demandons nous?	56
LES COMMUNAUTES AFFECTEES DOIVENT ETRE INCLUSES DANS LES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT DU MARCHÉ	57
Que promouvons, initions et demandons nous?	58
TOUTES LES DEMANDES DOIVENT ETRE INCLUSES DANS LES POLITIQUES INDUSTRIELLES DURABLES INTEGRES	58
Que promouvons, initions et demandons nous?	60
<b>LA PROPRIETE SOCIALE ET DEMOCRATIQUE DANS UNE TRANSITION JUSTE: EXPLORATION DES PARTENARIATS PUBLIC-COMMUNAUTE/TRAVAILLEURS</b>	<b>61</b>
COMMUNAUTE DECENTRALISEE ET SYSTEME ENERGETIQUE PROPRE AUX TRAVAILLEURS, DEFIS A RELEVER DANS UNE TRANSITION JUSTE	64
CCOOPERATIVES, PROPRIETES COMMUNAUTAIRES: PROPRIETES DEMOCRATISEES OU FORMES DE PROPRIETE PRIVE DISTRIBUE?	70
<b>LA VOIE A SUIVRE: RECHERCHE SUPPLEMENTAIRE, INDICATEURS DE DEVELOPPEMENT ET FORMATION SYNDICALE</b>	<b>72</b>
DOMAINES DE RECHERCHE SUPPLEMENTAIRES	72
IMPLICATION DES SYNDICATS DANS LES PROJETS COMMUNAUTAIRES, LES COOPERATIVES DES TRAVAILLEURS	72
LE FINANCEMENT D'UNE TRANSITION JUSTE	72
DEVELOPPER LES INDICATEURS D'UNE TRANSITION JUSTE	73
RECHERCHE SYNDICALE, FORMATION ET RENFORCEMENT DES CONNAISSANCES	74
<b>CONCLURE AVEC UNE DEFINITION DE LA TRANSITION ENERGETIQUE JUSTE EN FAVEUR DES SYNDICATS EN AFRIQUE SUBSAHARIENE</b>	<b>76</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>77</b>
DOMAINES DE RECHERCHE SUPPLEMENTAIRES	77

# Liste des Figures

<b>Figure 1:</b> A quel niveau la technologie (machine qui remplace l'homme) a eu un impact sur les emplois dans le secteur énergétique de votre pays?	13
<b>Figure 2:</b> Nombre de personnes sans accès à l'électricité en 2012 dans différentes regions et pays d'Afrique	15
<b>Figure 3:</b> Pourcentage de la population ayant accès à l'électricité en 2012	16
<b>Figure 4:</b> Impact de la pollution de la biomasse traditionnelle sur la santé	19
<b>Figure 5:</b> Nombre de personnes qui meurent de suite de différentes maladies	20
<b>Figure 6:</b> Classement des écoles primaires sans accès à l'électricité (2012)	21
<b>Figure 7:</b> PIB des pays d'Afrique Subsaharienne comparé à celui de l'Allemagne (2013)	23
<b>Figure 8:</b> En terme de fourniture d'énergie équivalente à chacun dans son pays, quels sont selon vous les principaux défis à relever?	25
<b>Figure 9:</b> Comment décrivez –vous la politique d'énergie existante dans votre pays?	30
<b>Figure 10:</b> Pools énergétiques régionaux présents en Afrique Subsaharienne	33
<b>Figure 11:</b> En plus d'IndustriALL, êtes vous actuellement membres d'autres réseaux de partage d'informations qui peut être considéré comme une source d'information pour vous pour une transition juste?	35
<b>Figure 12:</b> Cartographie des acteurs d'Influence-Interêt-Engagement	38
<b>Figure 13:</b> Cartographie des acteurs d'Influence-Interêt-Engagement avec zone d'intervention	39
<b>Figure 14:</b> Nombre d'emplois créés pour consommer une énergie de 100 TWh/a	42
<b>Figure 15:</b> Secteurs les plus affectés par la transition de la durabilité du secteur énergétique ( nombre d'emplois)	44
<b>Figure 16:</b> S'il existe un passage des combustibles fossils aux énergies renouvelables dans votre pays, quel modèle de propriété pensez vous être la plus appropriée?	62
<b>Figure 17:</b> Quelle est la situation courante concernant les IPP dans le secteur des Energies Renouvelables dans votre pays?	63
<b>Figure 18:</b> Les technologies renouvelables élargissent les options d'accès à l'électricité	64
<b>Figure 19:</b> Dans lequel des domaines suivants votre syndicat a t-il besoin d'aide et de formation?	74

# Liste d'études de cas

<b>ETUDE DE CAS 1:</b> Disparition du secteur agricole dans le Sahel: Mali	15
<b>ETUDE DE CAS 2:</b> Le vol du carburant dans le Delta du Niger s'élève à plusieurs milliards de dollar par an	17
<b>ETUDE DE CAS 3:</b> Le coût du déficit énergétique passe par des alternatives d'autoproduction sur le site	17
<b>ETUDE DE CAS 4:</b> Nigeria: Les marées noires entraînent une augmentation de la mortalité néonatale dans le Delta du Niger	19
<b>ETUDE DE CAS 5:</b> La différence qu'une organisation composée de membres a apporté à la vie des travailleurs informels du sel en Inde grâce à la fourniture des pompes solaires	22
<b>ETUDE DE CAS 6:</b> Un exemple indien de la façon dont le passage aux énergies renouvelables n'est pas motivé par l'environnement mais qu'il existe une bataille pour l'accès au commerce et l'investissement dans le secteur	27
<b>ETUDE DE CAS 7:</b> Les syndicats au Canada ont convaincu le Gouvernement de mettre sur pied une équipe de travail pour une transition juste	31
<b>ETUDE DE CAS 8:</b> Brésil – Demandes des travailleurs et de la Société Civile pour un contrôle public et la fin de la pauvreté énergétique grâce à des engagements sur la plateforme énergétique	31
<b>ETUDE DE CAS 9:</b> Le dialogue public-privé sur les énergies renouvelables en Côte d'Ivoire ne fait pas mention des syndicats, des travailleurs et des communautés	34
<b>ETUDE DE CAS 10:</b> Partenariats forts entre les organisations du travail et les mouvements sociaux au Nigeria	35
<b>ETUDE DE CAS 11:</b> Les emplois dans l'EnergGreen Energie Verte en Ouganda, techniciens solaires, accesseurs d'énergie, etc.	43
<b>ETUDE DE CAS 12:</b> Partage du coût de l'approvisionnement d'énergie à travers les états riches et pauvres en Inde	46
<b>ETUDE DE CAS 13:</b> Le secteur émergent des biocarburants du jatropha au Mali ainsi que les défis et les priorités pour une économie verte	48
<b>ETUDE DE CAS 14:</b> Extraction de Cobalt en République Démocratique du Congo et déchets électroniques au Ghana: Comment une transition faible en carbone peut conduire à une violation des droits de l'Homme, des inégalités entre les sexes et une dégradation de l'environnement	50
<b>ETUDE DE CAS 15:</b> Elimination progressive du pétrole et du gaz en Nouvelle – Zélande: les syndicats et la Société Civile procèdent à une analyse des opportunités dans la région la plus touchée	51
<b>ETUDE DE CAS 16:</b> Le succès des instruments mis en oeuvre pour une retraite anticipée en Pologne	54
<b>ETUDE DE CAS 17:</b> Poignée de main en or de la Pologne n'a pas abouti à un recrutement nouveau pour tous	55
<b>ETUDE DE CAS 18:</b> Bien que les allocations sociales en Pologne aient été considérées comme très fructueuses, leur nature conditionnelle en a fait un échec	55
<b>ETUDE DE CAS 19:</b> Les instruments d'ajustement du marché visant à protéger les communautés affectées la transition du charbon en Pologne	57
<b>ETUDE DE CAS 20:</b> les approches Gouvernement / Société Civile pour la création des villages écologiques au Sénégal	61
<b>ETUDE DE CAS 21:</b> Système électrique hybride hors réseau des villages enclavés en Ethiopie	64
<b>ETUDE DE CAS 22:</b> L'impact positif d'un micro réseau électrique lié à la communauté dans le Kenya profond (Village Mpeketoni)	65
<b>ETUDE DE CAS 23:</b> Une plate-forme d'énergie Diesel gérée par les femmes a atteint des centaines de villages au Mali : Défis et réalisations	65
<b>ETUDE DE CAS 24:</b> Mini hydroélectricité hors réseau dans le District de Ludewa, Tanzania en Tanzanie géré par une société d'Etat à base communautaire LUMAMA	67
<b>ETUDE DE CAS 25:</b> Parc éolien de Hvide Sande au Danemark: un projet énergétique appartenant à une coopérative communautaire à but non lucratif	69
<b>ETUDE DE CAS 26:</b> Coopérative dirigée par des membres de CRELUZ dans l'État de Rio Grande do Sol au Brésil	71
<b>ETUDE DE CAS 27:</b> Elimination du pétrole et du gaz en Nouvelle Zélande: les syndicats placent une transition juste à l'ordre du jour politique en renforçant les capacités des membres et des dirigeants syndicaux	74

# Sigles

<b>4IR</b>	Quatrième Révolution Industrielle
<b>CAID</b>	Centre Alternative d'Information et de Développement
<b>PPA</b>	Panel du Progrès Africain
<b>IAER</b>	Initiative Africain de L'Energie Renouvelable
<b>UA</b>	Union Africaine
<b>COSSA</b>	Congrès des syndicats Sud- Africains
<b>ESC</b>	Energie Solaire Concentrée
<b>RDC</b>	République Démocratique du Congo
<b>PEAE</b>	Pool Energétique d'Afrique de L'Est
<b>UMT</b>	Université Mondiale du Travail
<b>GSI</b>	Initiative Mondiale sur les Subventions
<b>GTPCWU</b>	Syndicat Général des Transporteurs, des travailleurs du secteur pétrolier et des industries chimiques
<b>FMS</b>	Fédération Mondiale des Syndicats
<b>AIS</b>	Agence Internationale de l'Energie
<b>IIDD</b>	Institut Internationale du Développement Durable
<b>OIT</b>	Organisation Internationale du Travail
<b>PIE</b>	Producteur indépendant de l'Energie
<b>PIR</b>	Plan Intégré de Ressources
<b>FITSE</b>	Fédération Internationale des Travailleurs du Secteur de L'Education
<b>SRT</b>	Service de Recherche du Travail
<b>FM</b>	Firmes multinationales
<b>PSM</b>	Paquet Social Minier
<b>NEPAD</b>	Nouveau Partenariat pour le Développement en Afrique
<b>SNTSEN</b>	Syndicat National des travailleurs du Secteur de l'Electricité du Nigeria
<b>SNTSMAS</b>	Syndicat National des Travailleurs du Secteur de la Métallurgie d'Afrique du Sud
<b>SNTSPG</b>	Syndicat National des Travailleurs du Secteur Pétrolier et Gazier
<b>PDIA</b>	Programme de Développement des Infrastructures en Afrique
<b>SP</b>	Système Photovoltaïque
<b>CER</b>	Communautés Economiques Régionales
<b>AREAS</b>	Association des régulateurs d'Energie d'Afrique du Sud
<b>CEAA</b>	Communauté de Développement des Etats D'Afrique Australe
<b>RSAE</b>	Réseau Sud –Africain de l'Energie
<b>PSAE</b>	Pool Sud –Africain de l'Energie
<b>OMD</b>	Objectifs du Millénaire pour le Développement
<b>PME</b>	Petite et Moyenne Entreprises
<b>ASS</b>	Afrique Sub-Saharienne
<b>REASS</b>	Réseau d'Energie d'Afrique Sub- Saharienne
<b>TdR</b>	Termes de Référence
<b>SDE</b>	Syndicat de la démocratie Energétique
<b>NU</b>	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
<b>PNUE</b>	UN Environment Programme
<b>IRNUDS</b>	Institut de Recherche des Nations Unies pour le Développement Social
<b>PEAO</b>	Pool Energétique d'Afrique de l'Ouest



## Introduction

**La notion de transition juste est de plus en plus utilisée dans le secteur de l'énergie à travers le continent. IndustriALL décrit l'objectif d'une transition juste comme suit:**

**“Offrir un avenir plein d'espoir et optimiste à tous les travailleurs, surtout à ceux-là qui sont actifs dans les industries susceptibles d'être touchées par les efforts visant à limiter les gaz à effet de serre ou par l'introduction de nouvelles technologies” (IndustriALL, 2019A: 2).**

Une transition juste est une réponse à la nécessité d'un passage global des combustibles fossiles aux énergies renouvelables. S'il n'est pas géré, ce changement pourrait entraîner des pertes d'emplois et un accès limité à l'énergie en faveur des communautés. D'un autre côté, on pense que si une telle initiative est bien gérée, elle pourrait contribuer au travail décent pour tous, à l'inclusion sociale, à l'éradication de la pauvreté et à corriger les torts du capitalisme néolibéral existant. Il est cependant important que le coût et les bénéfices d'une transition énergétique soient également partagés entre tous. Dans le contexte de l'Afrique subsaharienne (ASS), de nombreux pays ont déjà mis en place un mix énergétique sobre en carbone. Cela est en partie dû aux niveaux élevés d'énergie hydroélectrique dans la région et au manque général d'énergie. Du point de vue énergétique, une transition juste en ASS ne sera donc pas seulement une transition des énergies fossiles, mais aussi la diversification du mix énergétique renouvelable existant. Le changement climatique qui est en train de modifier la disponibilité des ressources renouvelables telles que l'eau et une dépendance excessive à une seule source d'énergie pourrait être désastreux pour un pays. Si le mix énergétique entre les pays varierait par la suite, l'énergie en tant que besoin fondamental et bien public ne doit pas l'être. L'extraction, la production, le transport et la distribution d'énergie doivent être régis par des lois des politiques publiques dans l'intérêt public.

Une transition juste est un terme très large et il est donc souvent difficile de savoir quel rôle devrait exactement jouer les syndicats dans ce processus. Une transition juste en ASS sera également différente d'une transition juste dans le Maghreb. Le Réseau énergétique de l'Afrique subsaharienne (REASS) crée une plate-forme idéale à travers laquelle de telles dynamiques et problèmes dépendant du contexte peuvent être explorés. Le REASS est un réseau énergétique qui facilite le partage d'informations entre les sous-régions et le soutien à la solidarité entre les syndicats. L'objectif est de formuler une perspective du travail pour impliquer les décideurs politiques aux niveaux régional, sous régional et national sur les questions relatives à

une transition juste et à la réalisation du mix énergétique nécessaire. Le REASS est une extension du South African Energy Network (SAEN) et comprend 18 syndicats de l'énergie dans 16 pays d'Afrique subsaharienne. Les syndicats d'Afrique australe et occidentale sont rassemblés en tant qu'affiliés de la Fédération syndicale mondiale (FSM) IndustriALL. C'est dans ce contexte qu'IndustriALL de l'Afrique Sub Saharienne, dans le cadre du REASS, a désigné le Service de recherche sur le travail (SRT) pour aider les affiliés à définir et contextualiser une transition juste en Afrique subsaharienne.

Pour atteindre cet objectif, la première partie du rapport constitue le premier pas vers la définition d'une transition juste pour les syndicats de l'énergie en ASS. Les définitions de la transition juste peuvent varier d'une approche réformatrice, dans lequel les emplois sont protégés mais le statu quo plus large reste le même, à une approche transformatrice dans lequel les causes profondes des inégalités sont remises en question. Il est à noter que dans le contexte de l'Afrique subsaharienne, avec ses niveaux élevés de pauvreté monétaire et énergétique, une approche transformatrice de la transition énergétique est le seul moyen d'assurer une transition juste. En outre, une approche transformatrice crée la possibilité d'une transition juste entre les sexes et la technologie.

La deuxième section fournit aux syndicats dix arguments primordiaux qu'ils peuvent utiliser pour justifier une transition juste en ASS. Beaucoup diront que la région a le moins contribué aux émissions mondiales de carbone et qu'elle dispose d'une abondance de combustibles fossiles. Il n'y a donc pas de justification pour une transition vers des énergies pauvres en carbone. Dans un premier temps, cela apparaît comme un argument fort, mais les arguments que nous avançons prouvent qu'il y a un argument plus important en faveur d'une transition énergétique juste. Les arguments que nous avançons vont au-delà des crises climatiques urgentes auxquelles nous sommes confrontés. L'Afrique subsaharienne a un contexte unique caractérisé par des niveaux de pauvreté sans précédent et des personnes vivant sans accès à l'énergie. Si elle est abordée

correctement, une transition juste offre la possibilité de relever ces défis tout en créant des emplois dans les énergies propres. Ces arguments ont été délibérément développés avec une vision optimiste pour être utilisés comme éléments de base dans toute campagne de plaidoyer. La section suivante prend ensuite ces arguments comme éléments de base du plaidoyer et guide les syndicats sur la manière de développer une stratégie de communication réussie. Des études de cas antérieures et le contexte régional unique montrent que le potentiel socio-économique d'une transition juste sera le facteur qui garantira l'adhésion et le soutien plutôt que les considérations environnementales.

La quatrième section met l'accent sur l'importance du dialogue social dans une transition juste. Les syndicats ont un rôle important à jouer à la fois en stimulant le dialogue social et en représentant la voix du peuple. Cette section fournit en conséquence des lignes directrices sur la cartographie et l'identification des parties prenantes pour guider les syndicats. La cinquième section situe les emplois et les revendications syndicales dans un contexte de transition juste. Dans sa forme la plus simple, une transition énergétique juste ne laissera aucun travailleur sans emploi décent ni aucune communauté touchée sans économie durable. Les emplois sont donc au cœur d'une transition énergétique juste. Les syndicats doivent être clairs sur les opportunités et les menaces dans une transition énergétique juste. Cette section examine le type d'emplois, le rôle de la technologie, la situation géographique, les nouvelles opportunités de création d'emplois et la composante genre d'une transition énergétique juste. Il répond également aux demandes plus larges telles que la protection des personnes vulnérables, l'élaboration de politiques industrielles et la protection des travailleurs vulnérables tout au long de la chaîne de valeur des énergies renouvelables. Nous illustrons comment les travailleurs informels tels que les mineurs de cobalt sont exploités en ASS. Les syndicats, en tant que champions de la transition juste, devront construire leur campagne pour se concentrer non seulement sur les travailleurs du secteur de l'énergie, mais aussi sur les travailleurs et les communautés affectés par la course aux ressources renouvelables.

La section suivante réfléchit sur l'appropriation démocratique de l'énergie. IndustriALL et cette recherche soutiennent fermement l'appropriation démocratique par le biais de la tenure publique. L'énergie est un besoin fondamental et un bien public qui doit être régi par les autorités. Compte tenu de la nature géographique de la pauvreté énergétique en ASS et des défis de gouvernance existants, les systèmes d'énergie décentralisés appartenant à la communauté ou aux travailleurs deviennent également un élément important de la démocratie énergétique. L'idée qu'on a derrière l'appropriation communautaire et sociale n'est cependant pas encore bien connue et acceptée. Cette section donne ainsi un aperçu des opportunités ainsi que des immenses défis de l'énergie appartenant aux travailleurs et aux communautés. Des études de cas précieuses sont utilisées pour soutenir l'argument selon lequel les modèles d'appropriation public-communautaire avec la participation des syndicats méritent une attention supplémentaire urgente pour atteindre les objectifs transformateurs de transition juste. Par la suite, la dernière section se penche sur d'autres domaines de recherche, le développement d'éventuels indicateurs de transition juste, la formation continue et la recherche au sein des syndicats.

## L'APPROCHE RECHERCHE

La recherche a été guidée par les Termes de Référence d'IndustriALL d'ASS intitulé «Définir une transition juste en faveur des travailleurs du secteur de l'énergie en Afrique subsaharienne». Conformément au TdR, la recherche était principalement basée sur une recherche documentaire axée sur la littérature internationale sur la transition juste et les leçons apprises dans d'autres pays. Pour s'assurer que la recherche reflétait les voix des syndicats, ils ont été invités à participer à trois ateliers pendant la recherche. La première opportunité a été une «Enquête sur la définition d'une transition juste» qui a été lancée parmi les affiliés d'IndustriALL-ASS. L'enquête a été menée sur une plateforme en ligne. L'enquête a été envoyée à 18 syndicats répartis dans 15 pays d'Afrique subsaharienne. Un maximum de trois membres par syndicat pourrait répondre au sondage. Au total, 20 réponses ont été reçues. Ceux qui ont répondu ont indiqué leur position au sein du syndicat comme suit:

- Travailleur membre - 5%
- Délégué d'atelier (élu) - 10%
- Fonctionnaire (employé par le syndicat) - 25%
- Membre du bureau national (élu) - 45%
- Responsable régional (élu) - 10%

L'enquête a été réalisée de manière anonyme pour que les syndicats se sentent à l'aise d'indiquer leur niveau actuel de connaissances. Une limite associée à cette approche était que les réponses ne pouvaient pas être liées à un pays particulier. L'enquête a été élaborée en tenant compte de cette limitation et valorisait davantage le reflet fidèle du niveau actuel de connaissances des syndicats que les points de vue spécifiques aux pays. Il est suggéré que des enquêtes similaires soient lancées au niveau des pays à l'issue de cette étude globale. Les syndicats qui ont répondu ont indiqué que la source d'énergie dominante dans leur pays était la suivante:

- Pétrole 21%
- Gaz naturel 5%
- Charbon 21%
- Énergie hydroélectrique 53%

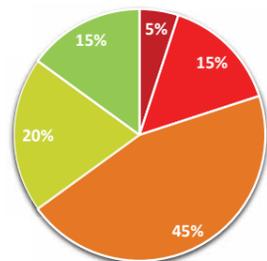
Les résultats de l'enquête sont intégrés tout au long du rapport de recherche dans les sections pertinentes. La deuxième occasion a été la diffusion du projet de rapport «Définir une transition juste au profit des travailleurs sub-sahariens du secteur de l'énergie». Les commentaires sur le projet de rapport ont été incorporés dans la recherche et présentés à la troisième plate-forme participative, la réunion virtuelle du REASS tenue le 10 juillet 2020. Pendant ce temps, les contributions finales ont été reçues et la recherche validée.

**REMARQUE IMPORTANTE:** Ce rapport représente l'une des deux études menées simultanément. Ce rapport se concentre sur l'élaboration d'un cadre de transition juste dans lequel les syndicats peuvent définir et justifier une transition juste ainsi que sur l'élaboration d'approches de transition juste et de programmes de plaidoyer. La deuxième étude fournit des recommandations plus concrètes sur le mix énergétique réel qui devra être pris en compte dans une transition juste ainsi que sur l'environnement politique.

# COMMENT DEFINIR UNE TRANSITION JUSTE EN FAVEUR DES SYNDICATS DU SECTEUR DE L'ENERGIE EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE.

Le concept d'une transition juste est né en Amérique du Nord dans les années 1990. L'objectif initial d'une transition juste était d'atténuer l'impact des pertes d'emplois dans les secteurs des combustibles fossiles du fait des politiques de protection de l'environnement. Depuis lors, le terme s'est développé pour englober les emplois, les secteurs et les économies durables (Smith, 2017). Une transition juste est devenue par la suite un élément important des débats sur le changement climatique. Comme le révèle cette section, une gamme d'approches peut être classée sous une transition juste. Il devient facile de se perdre sur ce que cela signifie exactement, surtout dans un contexte aussi unique que l'ASS.

Dans le cadre de l'enquête "Définir une transition juste (2019)", les affiliés ont été invités à évaluer leur compréhension générale d'une transition juste et voir sur quelle angle ils utilisent actuellement le terme. La figure ci-dessous illustre les résultats. On peut en déduire que les syndicats veulent s'engager sur le sujet et le considèrent comme pertinent, mais que les connaissances et la confiance nécessaires font défaut. Pour développer une meilleure compréhension du terme, cette section donne ainsi un aperçu des différentes définitions de la transition juste.



## Le terme transition juste vous est-il familier?

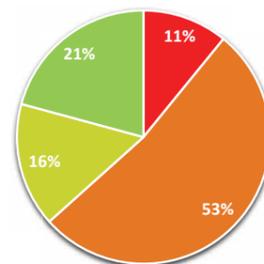
- Pas du tout, c'est la première fois que j'entends parler
- Oui, j'en ai entendu parler avant mais je ne sais pas ce que ça signifie
- ???
- Oui, j'en ai entendu parler avant et j'ai quelques connaissances à propos
- Oui, je sais exactement ce que ça signifie et j'ai coutume d'utiliser ce terme

35% des participants seulement ont une idée sur ce terme

## Etes-vous capable d'expliquer le terme transition juste à vos membres?

- Pas du tout
- Oui, je peux en apporter quelques explications
- Oui, je suis capable de leur dire exactement ce que ça signifie
- Oui, j'ai déjà engagé certains membres à propos

11% des syndicats ne savent ce que ça signifie pendant que 53% ne peuvent en donner qu'une brève explication.  
21% des syndicats ont déjà engagé leurs membres à ce sujet



## Compte tenu de ce que vous savez à propos de la transition juste, croyez-vous qu'il est important que votre syndicat fasse de ce terme sa préoccupation principale?

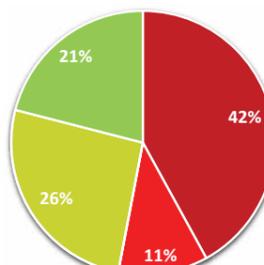
- Non, je ne crois pas que c'est important
- Non, nous avons beaucoup de pression, compte tenu de nos ressources disponibles
- Oui, j'aimerais faire parti de ce que nous faisons mais je ne sais pas par où commencer
- Oui, je crois que c'est très important et doit absolument être intégré dans ce que nous faisons
- Oui, nous sommes entrain de l'intégrer dans notre travail

Avez-vous déjà eu des discussions en interne avec des agents décisionnaires ou les membres de votre syndicat à propos de la transition juste?

## Have you ever had an internal discussion (with leadership members or union members) regarding a Just Transition?

- Non
- Oui, il n'ay avait aucun intérêt parce qu'ils ne savaient pas de quoi nous parlons
- Oui, il n'avait aucun intérêt parce qu'ils ne pensaient pas que c'était une priorité
- Oui, ils étaient intéressés mais ne savaient pas quoi faire
- Oui, ils pensaient que ça devrait être leur préoccupation majeure

42% des syndicats n'ont jamais eu des discussions en interne à propos de la transition juste pendant que 47% l'ont déjà eu



## DE L'APPROCHE REFORMISTE A L'APPROCHE TRANSFORMATIVE

Il existe une gamme d'approches et de définitions d'une transition juste. Celles-ci peuvent aller de la simple création d'emplois dans l'économie verte et du maintien des forces du marché telles qu'elles sont définies, à la critique des systèmes capitalistes responsables de la crise climatique actuelle et de l'injustice sociale.

Compte tenu de l'éventail des approches et des arguments relatifs à la transition juste, l'UNRISD (2018) a développé quatre grandes catégories. Chacune des quatre catégories s'appuie l'une sur l'autre. La première est appelée «Approches du statu quo pour une transition juste». Dans ce contexte, le système de marché existant doit continuer. La nature est considérée comme une forme de capital et l'énergie comme une marchandise. Dans cette approche, l'accent est principalement mis sur l'emploi. Les programmes de recyclage, de retraite anticipée, d'indemnisation, d'aide à la réinstallation et de réaménagement de la main-d'œuvre s'inscrivent tous dans le cadre de l'approche du statu quo. Le système de marché doit cependant résoudre la crise climatique grâce à des investissements et des innovations en capital vert. Cette approche permettra par la suite la naissance d'une autre forme de capitalisme déguisé en «capitalisme vert» dans lequel les multinationales continuent d'exploiter les autres à la recherche du profit. Le profit continuera d'être prioritaire et prendra le dessus sur la justice sociale.

En poussant plus loin que l'approche du statu quo, la deuxième phase est appelée «Approches de réforme managériale pour une transition juste». La principale différence entre cette approche et le précédent est que le dialogue social et les négociations tripartites deviennent essentiels. Les syndicats jouent un rôle plus actif, mais le statu quo n'est toujours pas remis en question. L'accès à l'énergie est fourni mais pas toute forme de propriété. L'énergie reste donc une marchandise dans un système de marché (ibid.).

Dans la troisième catégorie, les «Approches de réforme structurelle pour une transition juste», on s'éloigne pour la première fois d'une dépendance aux forces du marché. Dans ce scénario, la prise de décision démocratique et l'appropriation jouent un rôle essentiel. L'énergie est détenue collectivement et le pouvoir de décision est plus largement dispersé. La propriété coopérative ou communautaire décentralisée devient pertinente. Cette approche et les deux précédentes ajoutent de la valeur aux connaissances techniques. Dans ce scénario, il y a une évolution vers la protection des personnes

vulnérables par le bien-être (Halsley, 2018 et UNRISD, 2018).

Les «Approches transformatives d'une transition juste» sont la dernière approche dans laquelle l'objectif est un changement global de société. Cette approche ne sera pas dictée par le marché mais reposera sur un système circulaire de production et de consommation. L'énergie devient un bien social appartenant à tous (Halsley, 2018). Tous les éléments des approches précédentes seront pertinents, mais en plus cette étape «impliquera le démantèlement des systèmes d'oppression interdépendants - tels que le racisme, le patriarcat et le clacisme - qui sont profondément enracinés dans les sociétés contemporaines» (UNRISD, 2018: 14). Il y aura par la suite une inclusion des groupes marginalisés tels que les femmes et les peuples autochtones. Les communautés et les groupes vulnérables feront partie des processus de planification pour s'assurer que l'énergie est, en fait, adaptée à leurs besoins. L'approche transformative se concentrera sur la prospérité et le bien-être de tous les citoyens et remettra en question les systèmes d'exclusion existants.

L'AICD (2017) fournit une description très frappante de l'endroit où une transition transformative juste conduira la société:

*« Tout cela est possible. La grande majorité des ravages ne se produira pas simplement à cause du changement climatique, mais parce que le changement climatique se produira dans un système économique et social cupide, cruel et axé sur le marché. Nous n'avons pas à vivre de cette façon. À chaque étape, nous pouvons faire campagne pour le partage et la gentillesse. Les emplois climatiques sont une solution qui partage le travail et de l'argent pour que nous puissions prendre soin les uns des autres. Ils sont une étape dans la construction d'une société différente » (AICD, 2017: 3).*

Le TUED (2016) souligne que le secteur privé n'a pas le droit légal d'accès aux ressources naturelles dont dépend l'existence commune de l'homme. L'énergie doit être régie par l'État et détenue par la société. Étant donné le système capitaliste existant, il est important de réaliser que si les communautés et les travailleurs ne plaident pas pour une transition juste, cela ne se produira pas. Les entreprises privées ne changeront pas volontairement leurs modèles commerciaux et les gouvernements doivent donc être poussés à changer l'approche plus large de l'énergie (Groundwork, 2018).

## EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE, PARTIR D'UNE APPROCHE TRANSFORMATIVE VERS UNE TRANSITION JUSTE EST NECESSAIRE

### APPROCHE DE LA TRANSITION JUSTE

#### STATUT QUO

- Demande d'emplois : programme de recyclage, processus de pension, dédommagement des anciens employés
- La nature est considérée comme un bien
- S'appuyer sur les forces du marché

#### APPROCHE DE REFORMES MANAGERIALE

- Dialogue social et négociation tripartite
- Accès à l'énergie mais pas de propriété
- L'énergie reste toujours une nécessité

#### APPROCHE DE REFORMES STRUCTURALES

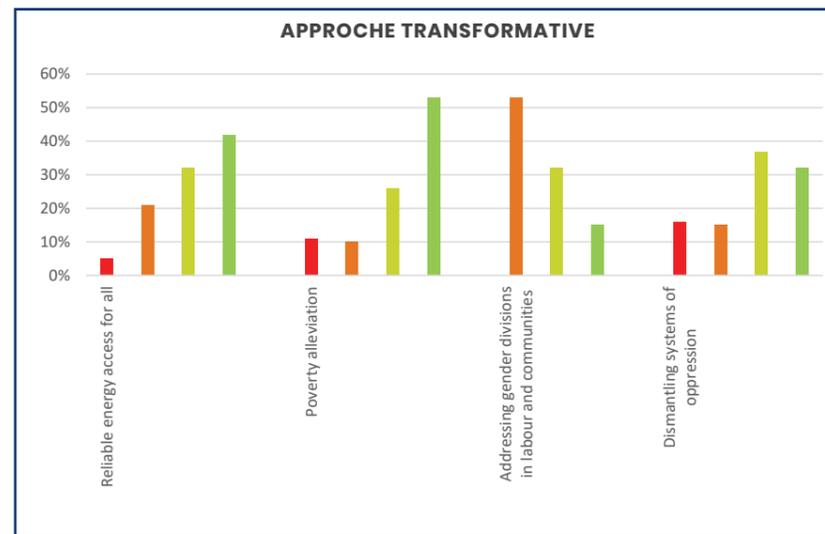
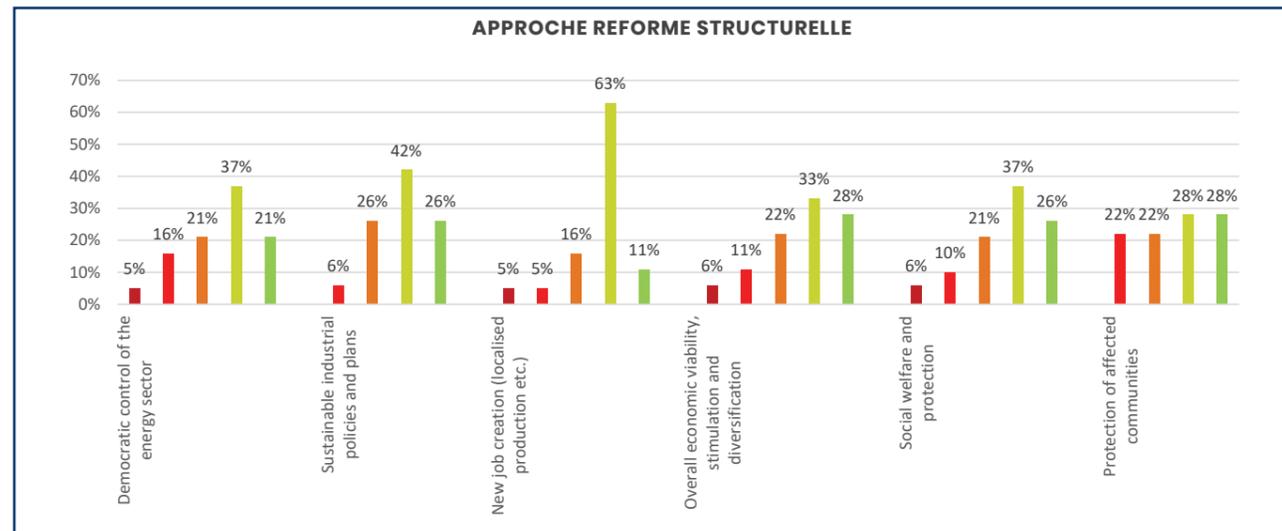
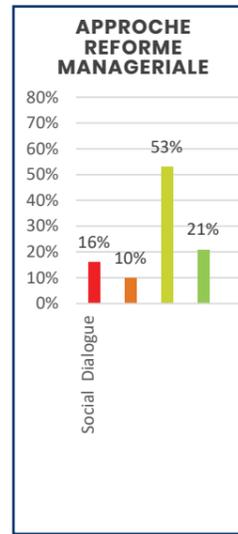
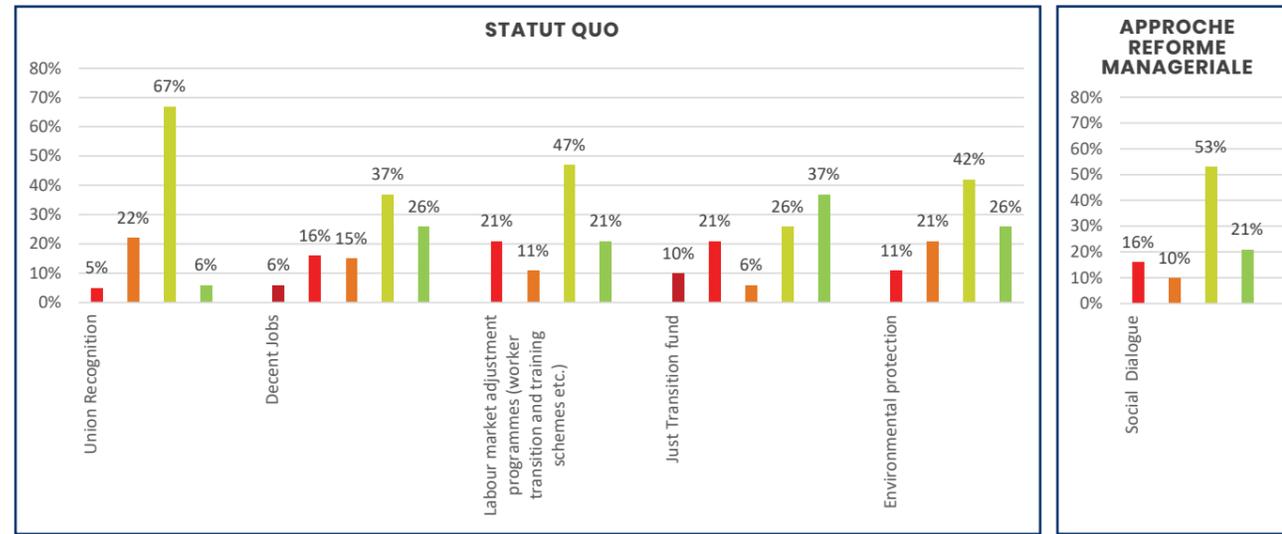
- Propriété démocratique un pas vers le dialogue social
- Pas seulement les forces de marché
- Emplois verts et bien être

#### APPROCHE TRANSFORMATIVE

- Changement du système économique et social qui crée un climat de crise



## QU'EST-CE QUE SSAEN TROUVE DE SI IMPORTANT ?



On a demandé aux affiliés d'évaluer les divers facteurs de transition juste pour déterminer où ils se situent actuellement. Cela représente une étape importante vers l'élaboration d'une définition de transition juste pour l'ASS. Une définition de transition juste doit appartenir aux syndicats et représenter ce en quoi ils croient. Comme le montrent les résultats, il est évident que la plupart des syndicats considèrent tous les éléments d'une transition juste holistique comme importants. Certains éléments ont été jugés non importants, mais ils sont minoritaires. Les syndicats ne considèrent pas les problèmes des travailleurs comme plus importants que les autres sujets. La réduction de la pauvreté (53%) et l'accès fiable à l'énergie pour tous (42%) ont été identifiés comme l'élément le plus important. Cela montre que les affiliés sont déterminés à adopter une approche transformative vers une transition juste plutôt que réformiste. Les dix arguments de transition juste fournis dans la section suivante appuient davantage cette position.

■ NE SAIS PAS ■ PAS IMPORTANT ■ IMPORTANT ■ TRES IMPORTANT ■ PLUS IMPORTANT

## UNE TRANSITION ENERGETIQUE JUSTE CREE EGLEMENT L'OPPORTUNITE D'ABOUTIR A UNE TRANSITION TECHNOLOGIQUE ET D'EGALITE DE GENRE

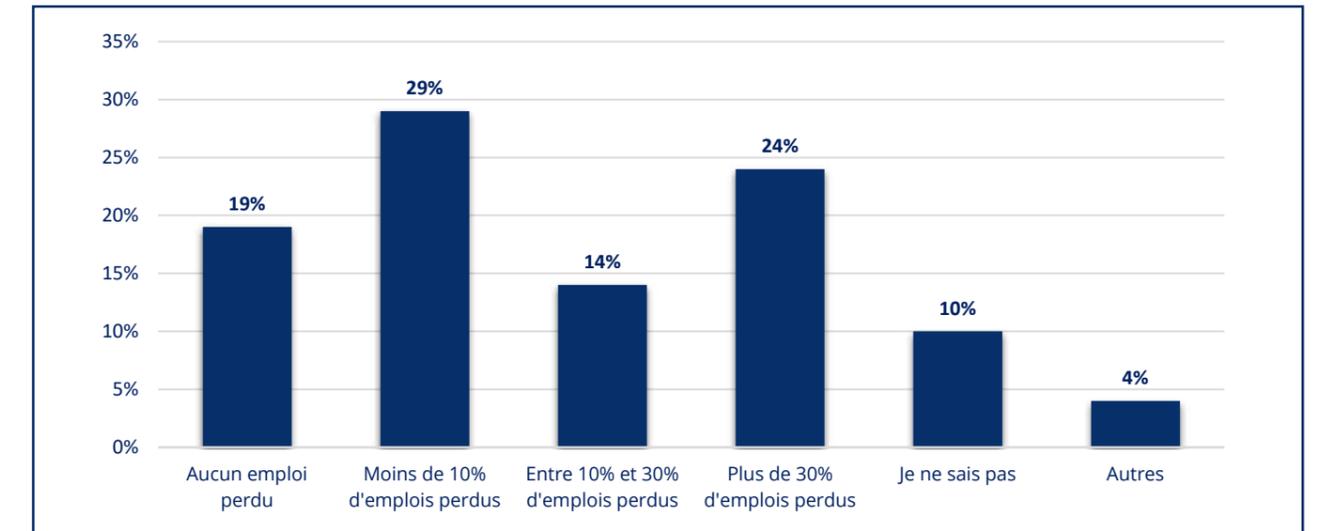
Pour qu'une transition énergétique juste atteigne ses objectifs en ASS, deux facteurs doivent être soulignés en dehors des définitions traditionnelles. Le premier concerne la lutte contre les divisions entre les sexes enracinées au sein de la société. Les systèmes économiques existants ont créé de profondes divisions du travail entre les sexes. Le travail non ou mal rémunéré des femmes soutient le système. C'est le cas des travaux domestiques, de soins, les travaux agricoles et les emplois informels. Une transition juste devra reconnaître que de telles tâches comme formes d'emploi soutiennent le statu quo. Il doit y avoir une demande d'emplois décents pour les femmes ainsi que la redistribution du travail non rémunéré à domicile et de soins (Asia Pacific Forum on Women, 2017).

Des exemples d'interventions pouvant atteindre cet objectif sont les quotas de genre, le renforcement des capacités, les services de garde d'enfants et la protection sociale (Rodriguez Acha, 2016). Étant donné la nature démocratique d'une approche transformative d'une transition juste, elle conduira à une reconnaissance des besoins énergétiques variables entre les hommes et les femmes. Les femmes doivent jouer un

rôle plus actif dans la planification et la conception des systèmes et des produits énergétiques pour s'assurer que le produit final répond à leurs besoins (ENERGIA, 2019).

Le deuxième facteur est souvent appelé Industrie 4.0 ou quatrième révolution industrielle. Dans tous les secteurs de toute économie, l'innovation technologique change notre façon de travailler. L'intelligence artificielle, la robotique et l'automatisation ne sont que quelques exemples de types de technologies qui peuvent remplacer les humains tout en fonctionnant de manière plus productive. La technologie remplaçant les emplois deviendra progressivement plus présente dans tous les secteurs énergétiques. Les syndicats eux-mêmes ont subi des pertes d'emplois dans divers secteurs. L'une des questions de l'enquête Définir une transition juste (2019) demandait aux affiliés à quel niveau la technologie a eu un impact sur l'emploi dans le secteur de l'énergie dans leur pays. Comme illustré ci-dessous, 67% des répondants ont indiqué que des emplois étaient perdus en raison de la technologie, dont 24% ont déclaré que plus de 30% des emplois avaient été perdus. Seulement 19% des répondants ont indiqué qu'aucun emploi n'avait été perdu.

Figure 1: A quel niveau la technologie (machine qui remplace l'homme) a eu un impact sur les emplois dans le secteur énergétique de votre pays?



Source: Enquête sur la transition juste (2019)

Si la technologie peut être une menace sévère, elle crée également une opportunité dans le monde du travail. Des auteurs tels que Mbiriri (2017) et l'AIDC (2017) attirent notre attention sur le fait que si la technologie entraînera des pertes d'emplois, elle créera simultanément de la croissance économique et des opportunités dans de nouveaux domaines. À l'issue d'une transition énergétique juste, l'Industrie 4.0 donne la possibilité de «créer un travail de qualité avec un temps de travail très réduit et une meilleure santé et sécurité au travail» (IndustriALL, 2019: 4). Le temps est une ressource dont très peu de gens en sont conscients. Le temps permet aux gens d'améliorer leur niveau de vie. C'est aussi l'occasion de remettre en question la division du travail entre les sexes. Le travail non rémunéré peut être partagé plus équitablement entre les hommes et les femmes si une marge de temps est disponible. La perte d'heures de travail rémunérées doit cependant être compensée. Les modèles énergétiques de propriété des communautés et des travailleurs permettront aux travailleurs, et non aux patrons, de bénéficier des bénéfices supplémentaires que la technologie offre à une entreprise. Une transition énergétique juste donne ainsi une opportunité de créer également une transition juste entre les sexes et la technologie.

## DEFINIR UNE TRANSITION JUSTE EN FAVEUR DES SYNDICATS DU SECTEUR ENERGETIQUE EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

Pour développer et comprendre une définition appropriée d'une transition juste dans le contexte de l'ASS, il est d'abord nécessaire de présenter au lecteur les conclusions de ce rapport. Le rapport se termine par une définition pratique de la transition juste en faveur des travailleurs sub-sahariens du secteur de l'énergie tout en prenant en compte tous les facteurs contextuels pertinents et les contributions des syndicats affiliés représentant les travailleurs à IndustriALL.

“La superficie du Mali est estimée à 1,2 million de km<sup>2</sup>, dont 14% sont propices à l'agriculture, le reste étant essentiellement désertique. La superficie des terres cultivées a augmenté - entre 1970 et 1995 seulement, la superficie est passée de 1 967 000 ha à 3 472 000 ha 143, ce qui représente une augmentation de 15 % du déboisement. Cependant, cette augmentation de la superficie des terres cultivées ne s'est pas accompagnée d'une augmentation des rendements des cultures vivrières, qui sont restés faibles. Les coûts de la dégradation des sols pour l'économie malienne se situent entre 20,9% et 26,5% du PIB, soit le double de la dette extérieure du Mali (Plan d'action national d'adaptation - PANA) Le changement climatique et la désertification ont déjà eu de graves répercussions sur la vie et les pratiques agricoles dans la région du Sahel au Mali. En raison de la pression démographique et de la faible productivité des sols, la superficie cultivée a doublé au cours des 10 à 20 dernières années, avec une augmentation limitée du rendement. De nombreuses espèces et variétés cultivées dans le passé ne se développent plus et ont été remplacées par d'autres espèces et variétés de cultures à cycle court. L'agriculture en tant que principal moyen de subsistance ne fournit plus suffisamment de nourriture et de revenus aux familles, et par conséquent, beaucoup ont été obligés de s'adapter à la situation de différentes manières, surtout par la migration - en particulier des jeunes vers d'autres régions d'Afrique ou d'Europe. La transhumance provoque des conflits entre les populations locales du sud; et le nombre de personnes qui se déplacent avec leurs troupeaux du nord est également en augmentation constante” (Strietska-Illina et al. 2011: 349).

En l'absence de politiques pour atténuer ces impacts, la vulnérabilité des communautés et des travailleurs augmentera chaque jour. À mesure que les rendements agricoles diminuent, les conditions de travail des ouvriers rémunérés diminuent également (Avila et al. 2017). Actuellement, 80% de l'énergie utilisée pour préparer la terre est toujours de la force musculaire

humaine (PNUE, 2017). Si des sources d'énergie fiables et abordables étaient disponibles, les machines agricoles, les systèmes d'irrigation, les pompes, l'agro-industrie, le transport et l'entreposage frigorifique pourraient rendre les agriculteurs plus résilients aux catastrophes naturelles telles que les sécheresses (AREI, 2016).

## EN QUOI UNE TRANSITION ENERGETIQUE JUSTE DEVRAIT T-ELLE NOUS INTERESSER?

L'Afrique Sub-saharienne (ASS) est une région riche en réserves de combustibles fossiles tels que le pétrole, le charbon et le gaz. En même temps, c'est la région qui a globalement le moins contribué aux émissions de carbone (Avila, Carvalho, Kammen & Shaw, 2017). Étant donné que c'est aussi l'une des régions les plus pauvres du monde avec peu de ressources à consacrer à la nouvelle production d'énergie, il peut être difficile de comprendre à première vue pourquoi la région devrait passer aux énergies renouvelables. La vérité, cependant, est que l'impact du changement climatique est sans préjugé et affectera autant les pays les moins pollués que les pollués, sinon plus. Ce sont les pauvres qui sont les plus vulnérables et qui porteront le lourd fardeau. Cela constitue en soi un argument solide d'une transition vers une économie à faible émission de carbone. La réalité, cependant, est que les priorités de tout le Sud de l'Afrique sont différentes de celles du Maghreb. Compte tenu des niveaux de pauvreté, il existe des besoins immédiats plus urgents tels que la création d'emplois et la croissance économique. C'est précisément dans ce contexte qu'une transition juste devient justifiable. Une transition juste ne répond pas seulement aux préoccupations environnementales, mais si elle est abordée correctement, elle répond également aux défis économiques et sociaux.

En ce qui concerne les syndicats qui sont en voie d'une transition énergétique juste, il s'agit donc de trouver un argument qui convainc à la fois eux-mêmes et les autres. Cette section présente dix arguments clés que les syndicats peuvent utiliser dans toute discussion de transition juste. Ce qui rend ces arguments pertinents, c'est qu'ils sont basés uniquement sur le contexte subsaharien. Lors de l'enquête Définir une transition juste (2019), on a demandé aux syndicats s'ils auraient besoin d'aide ou de formation pour comprendre le contexte énergétique local. 68% ont affirmé qu'ils auront besoin de beaucoup d'assistance tandis que 26% ont opté pour quelque assistance de toute nature. Cette section contribue à en savoir plus sur cette question en se concentrant sur le contexte socio-économique unique dans lequel la transition juste trouve sa justification.

### TRANSITION JUSTE. ARGUMENT 1: L'AFRIQUE SUB-SAHARIENNE A LE MOINS CONTRIBUE AU PROCESSUS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE MAIS RESTE AUTANT LE PLUS AFFECTE

Bien que le continent africain ne soit responsable que de 3,3% de la consommation mondiale d'énergie, il est le plus touché par les effets du changement climatique (PNUE, 2017). La consommation d'énergie en moyenne par habitant sur le continent est de 590 kWh contre 2970 kWh dans le nord (AREI, 2016). Avila et coll. (2017) en tenant compte de la consommation par habitant en ASS, elle équivaut à 5% sur le continent américain. La réalité est que le changement climatique n'est en aucun cas une simple question environnementale mais a de profondes dimensions économiques et sociales. Des niveaux élevés de précarité énergétique réduisent la capacité des personnes à se protéger ou à protéger leurs ressources lors de catastrophes naturelles. Un manque d'atténuation aggravera la pauvreté et les inégalités à travers le continent. En outre, la crise du changement climatique est une crise urgente. Sans une action rapide, il ne peut y avoir aucune perspective de transition faisant progresser la justice

sociale pour la grande majorité en ASS. Contrairement au Maghreb, des millions de personnes vivent encore de la terre où il y a un besoin urgent de systèmes de protection sociale qui pourraient aider à absorber l'impact du changement climatique.

Lorsqu'on considère un secteur comme l'agriculture, il est évident que des millions de vies commencent déjà à être affectées par les sécheresses et la baisse des rendements. Le Mali est un exemple de pays dans lequel l'impact du changement climatique a de graves répercussions sur l'épine dorsale économique du pays qui est l'agriculture. Plus de 80% de la population dépendent de l'agriculture pour leur subsistance et elle contribue à 40% du PIB national (Strietska-Illina, Hofmann, Haro & Jeon, 2011). L'exemple d'étude de cas ci-dessous illustre l'effet néfaste du changement climatique sur ce secteur d'activité.

### TRANSITION JUSTE: ARGUMENT 1

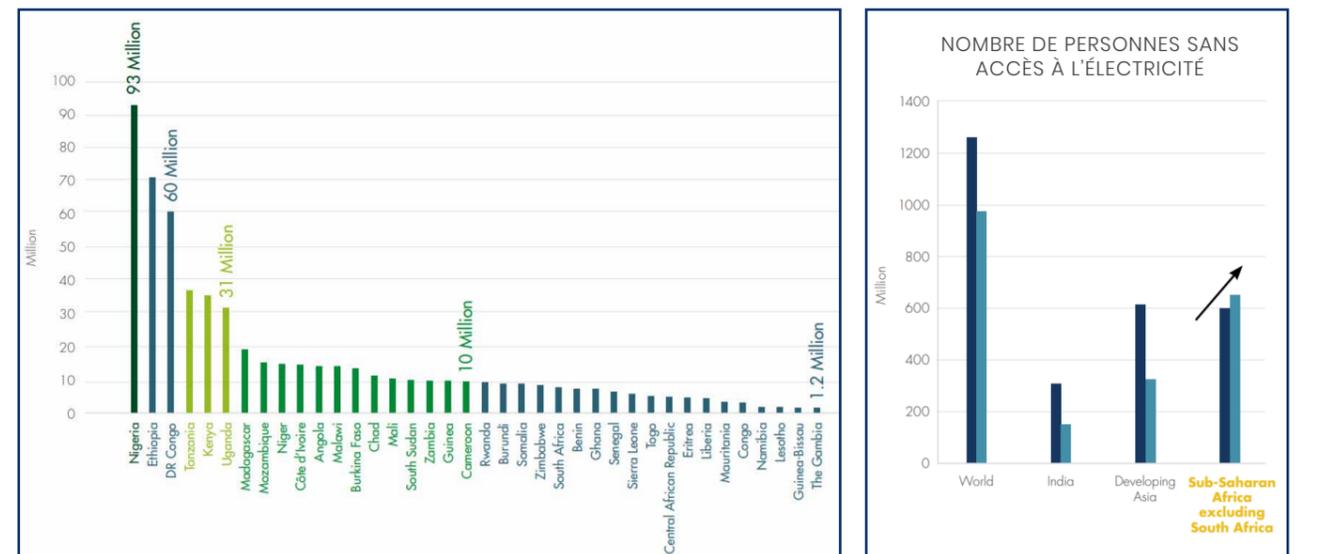
Grâce à la mondialisation, le Maghreb a bénéficié aux dépens de l'ASS. C'est dans des régions comme l'Afrique subsaharienne que les niveaux élevés de pauvreté, de chômage et de conditions d'emploi inacceptables sont élevés. Bien que l'ASS ait le moins contribué à la consommation mondiale d'énergie, c'est aujourd'hui l'une des régions les plus vulnérables aux effets du changement climatique. Une transition juste donne la possibilité de protéger les communautés et les moyens de subsistance des catastrophes naturelles grâce à une fourniture diversifiée d'énergie propre. Il faut cependant se rendre compte que la crise du changement climatique est une crise urgente. Sans une action rapide, il ne peut y avoir aucune perspective de transition faisant progresser la justice sociale pour la grande majorité des pays en ASS.

### TRANSITION JUSTE: ARGUMENT 2: IL EXISTE UNE CRISE ENERGETIQUE EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

L'Afrique subsaharienne est confrontée à une immense crise énergétique. Bien que près de 13% de la population mondiale vit dans cette région, 60% de la population n'a pas accès à une énergie fiable. Cela représente plus de 645 million de personnes sans accès à l'énergie (PNUE, 2017). Avila et coll. (2017) ceci montre comment, au rythme actuel d'électrification combiné à la croissance démographique, plus d'un demi-milliard de personnes n'auront pas accès à l'électricité d'ici 2040.

La figure 1 montre comment, dans chaque pays d'Afrique subsaharienne, le nombre réel de personnes sans accès à l'énergie varie en millions (figure 2). Le Nigéria, pays le plus peuplé, regorge également le plus grand nombre de personnes sans accès à l'électricité. On constate également qu'à travers le monde et dans les pays en développement comme l'Inde et certaines régions d'Asie, le nombre de personnes sans accès à l'électricité a diminué. Ce n'est qu'en ASS que ces chiffres augmentent.

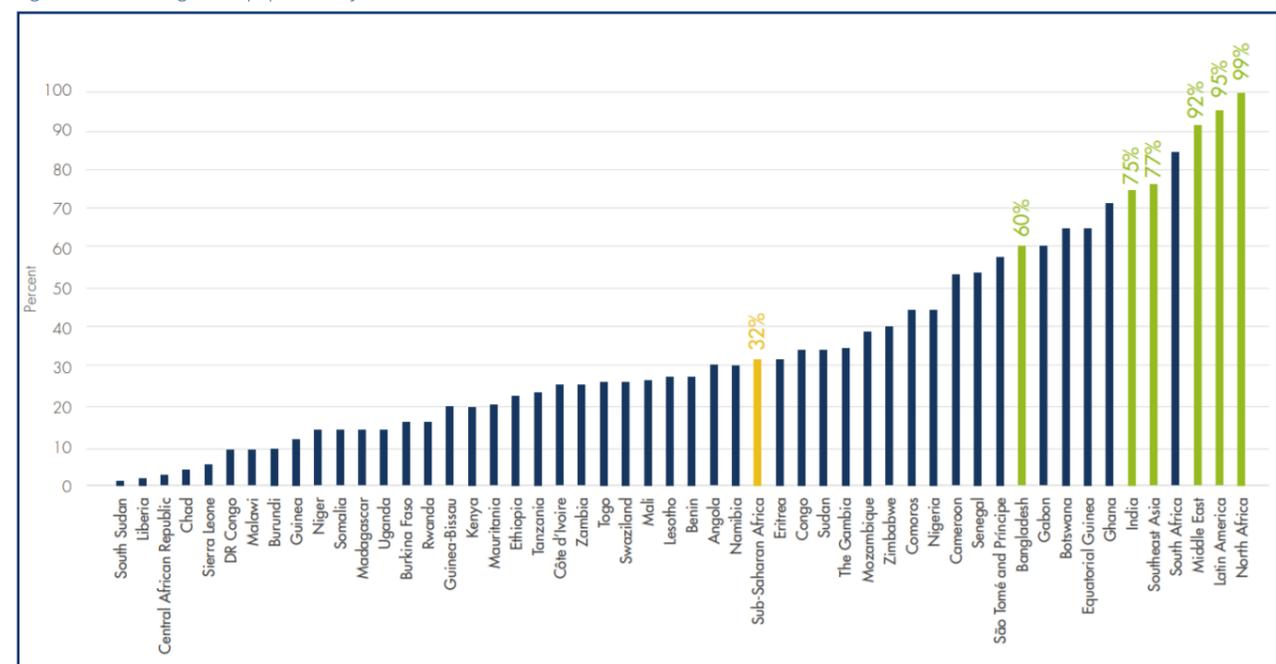
Figure 2: Nombre de personnes sans accès à l'électricité en 2012 dans différentes régions et pays d'Afrique



Source: Pane Africain du Progrès I(PAP), 2015

Si l'on considère le pourcentage de la population, on peut constater dans la figure ci-dessous que le pourcentage moyen de la population ayant accès à l'électricité en ASS est de 32% en Afrique du Sud se présentant comme la plus élevée (juste au-dessus de 80%) et le Soudan du Sud comme la plus basse (Moins de 5%).

Figure 3: Pourcentage de la population ayant accès à l'électricité en 2012



Source: Panel Africain du Progrès (PAP), 2015

Le graphique illustre la vérité stupéfiante que la majorité des pays d'Afrique subsaharienne ont un accès inférieur à la moyenne régionale de 32%. La grande disparité d'accès à l'énergie entre l'ASS et des régions telles que l'Amérique du Nord (99%), l'Amérique latine (95%) et le Moyen-Orient (92%) révèle le contexte unique et difficile de l'ASS. La caractéristique de la situation énergétique de l'ASS non seulement du Nord développé, mais également d'autres régions en voie de développement sont confrontés au plus grand

déficit énergétique au monde, les besoins des populations seront différents de ceux du Nord et des autres régions en développement. Les motivations d'une transition juste seront donc également différentes car l'un de ses principaux objectifs sera de surmonter la crise énergétique. Comme l'expliquent les sous-sections suivantes, sans combler le fossé, un niveau de vie décent pour tous ne sera pas possible et par conséquent, une transition énergétique juste n'est pas pensable.

## TRANSITION JUSTE: ARGUMENT 2

Il y a une crise énergétique d'une immense ampleur en ASS. Plus de 60% de la population n'a pas accès à une énergie fiable et ce nombre devrait passer à plus d'un demi-milliard de personnes d'ici 2040. Cela crée un contexte énergétique unique avec des besoins énergétiques différents de ceux du Nord ou d'autres régions en voie de développement.

## TRANSITION JUSTE: ARGUMENT 3: LES SYSTEMES D'ENERGIES EXISTANTS NE RESORBENT PAS LE PROBLEME DE LA CRISE

Le contexte énergétique de l'Afrique subsaharienne est unique dans la mesure où il contient une abondance de ressources énergétiques renouvelables et fossiles, mais fait en même temps face à une crise énergétique. Le profil actuel de consommation d'énergie du continent africain repose fortement sur le pétrole, le gaz et le charbon. Le pétrole représente environ 42% de la consommation, suivi du gaz avec 28%, du charbon à 22%, de

l'hydroélectricité avec 6% et des énergies renouvelables modernes à seulement 1%. On estime que l'ASS détient toujours 115,34 milliards de barils de pétrole non découvert et 21,05 billions de mètres cubes de gaz récupérable. L'Afrique du Sud représente à elle seule 94% de la production de charbon du continent et occupe la septième place du classement mondial en termes de production (PNUE, 2017).

## Une adéquation entre l'offre et la demande et un manque total d'accès dans les zones hors réseau

L'approvisionnement énergétique dans la région d'ASS a toujours été régi par des entités publiques centralisées. La planification énergétique était initialement ciblée sur l'industrie et les populations urbaines. En conséquence, de nombreuses populations rurales n'ont pas accès à l'énergie. Ces lacunes dans les prestations sont multidimensionnelles. Le premier composant représente l'inadéquation de l'offre et de la demande dans les régions connectées au réseau. L'autre partie est le manque total d'accès dans les zones hors réseau qui représentent normalement des zones rurales.

Avila et al. (2017: 8) identifient les principales raisons suivantes de l'inadéquation entre l'offre et la demande.

- "manque de capacité de production pour fournir de l'électricité aux régions connectées au réseau,
- absence d'infrastructure de réseau appropriée pour fournir cette énergie,
- les obstacles réglementaires à la production de revenus stables pour maintenir et investir dans une nouvelle capacité de production, et la dispersion de la population dans les zones enclavées".

Une planification énergétique systématique fait défaut, ce qui a entraîné une pénurie d'infrastructures et, le cas échéant, un manque d'infrastructures bien entretenues.

## Une dépendance excessive à l'énergie hydroélectrique pourrait être désastreuse compte tenu de l'impact du changement climatique sur les cours d'eau

L'énergie hydroélectrique est l'une des sources d'énergie renouvelables au potentiel régional immense. Une dépendance excessive à l'hydroélectricité pourrait cependant avoir de graves conséquences négatives. Les sécheresses liées au changement climatique pourraient faire de l'eau une source d'énergie peu fiable. De nombreux pays d'Afrique subsaharienne ont l'hydroélectricité comme source d'énergie dominante. La Zambie en est un exemple. Le pays traverse actuellement une crise énergétique en raison des conditions de sécheresse sévères liées au changement climatique (Ranjan, 2019). Il est donc nécessaire de développer l'hydroélectricité à l'avenir avec d'autres sources d'énergie pour garantir un mix énergétique renouvelable diversifié et résilient au climat. Une transition juste dans ces pays entraînera par la suite non seulement une transition vers les sources d'énergie renouvelables, mais aussi la diversification du mix d'énergies renouvelables existant.

## La disponibilité de l'énergie fossile n'a guère contribué à combler le déficit d'accès à l'énergie

Il existe des pays en ASS avec une abondance de combustibles fossiles. En 2014, on estimait qu'au cours des 5 années précédentes, près de 30% des découvertes mondiales de pétrole et de gaz ont été faites dans la région (AIE, 2014). La triste réalité est que ces découvertes et la disponibilité des ressources n'ont pas résolu la crise énergétique et que les revenus correspondants n'ont pas été transformés en avantages publics. Avila et al. (2017) sont convaincus que des décennies d'expérience avec les énergies fossiles dans la région n'ont guère contribué à combler le déficit énergétique et se sont fait au détriment du développement des énergies renouvelables. L'auteur explique par ailleurs comment la dépendance aux énergies fossiles a un coût élevé sur les consommateurs:

"La dépendance de la région vis-à-vis des centrales à combustibles fossiles crée un problème multiforme de l'offre et de la variabilité des prix, les producteurs de combustibles en réduisant l'offre à des prix bas et les consommateurs qui subissent des pertes économiques pendant les périodes de prix élevés» (Avila et al.2017: 8). Il se dit que le coût global de la subvention du pétrole devient trop cher pour les pays. La volatilité du prix du pétrole a un impact direct sur les prix de l'énergie dans les pays, en particulier les importateurs des zones enclavées. Le coût d'opportunité, le coût fiscal et même le coût de production sont jugés trop élevés. Il y a donc un mouvement vers des carburants alternatifs moins chers (AIE, 2014).

Un cas pertinent est le Nigéria où les études montrent que les vastes ressources pétrolières n'ont eu aucun avantage socio-économique substantiel (AIE, 2014). Outre les oligarchies qui se sont développées dans le pays, le vol a entraîné des pertes de plusieurs milliards de dollars chaque année.

ETUDE DE CAS 2: Le vol du carburant dans le Delta du Niger s'élève à plusieurs milliards de dollar par an

"L'Angola est sur le point de dépasser temporairement le Nigéria en tant que plus grand producteur de pétrole brut en Afrique subsaharienne, car l'incertitude réglementaire au Nigéria, l'activité militante et le vol de carburant dans le delta du Niger ont un impact sur la production là-bas. Le vol de pétrole est estimé à 150 kb / j aujourd'hui, entraînant des déversements d'hydrocarbures et représente une perte de revenus de plus de 5 milliards de dollars par an, un montant qui serait suffisant pour financer l'accès universel à l'électricité pour tous les Nigériens d'ici 2030 » (AIE, 2014: 121).

De telles pertes entraveront davantage la capacité de l'État à maintenir les infrastructures existantes et à s'étendre si nécessaire. Avila et al. (2017) montrent comment malgré le développement des infrastructures de production de pétrole, les connexions fiables au réseau énergétique n'ont pas augmenté. En conséquence, dans toute l'ASS, les consommateurs doivent compter sur une autoproduction onéreuse sur

place. On distingue donc les consommateurs industriels, commerciaux et résidentiels. Ceux qui peuvent payer le prix élevé associé à de tels usages. On dit que l'autoproduction sur site peut coûter jusqu'à quatre fois plus chère que l'électricité du réseau. 85% des entreprises nigérianes utilisent la production sur site. L'étude de cas ci-dessous explique plus en détail la dépendance régionale à l'égard des générateurs diesel.

ETUDE DE CAS 3: Le coût du déficit énergétique passe par des alternatives d'autoproduction sur le site

"Dans les secteurs commerciaux, industriels et résidentiels, de nombreux particuliers et entreprises possèdent leurs propres générateurs pour compenser le manque d'accès et d'approvisionnement en énergie. Au Kenya, 57% des entreprises possèdent des groupes électrogènes, les chiffres atteignant 42% pour la Tanzanie et 41% pour l'Éthiopie. En moyenne, la puissance des générateurs est quatre fois plus chère que celle du réseau et serait encore deux à trois fois plus chère si la puissance du réseau reflétait les coûts réels (plutôt que de bénéficier de subventions). Pour de nombreuses entreprises, cependant, le réseau électrique est indisponible de façon intermittente ou totalement indisponible, ce qui augmente la puissance du générateur et par conséquent accroît le coût des investissements dans les affaires. Néanmoins, l'utilisation généralisée des générateurs en Afrique subsaharienne fausse le coût des affaires. Pour l'industrie lourde comme la métallurgie, l'énergie devrait représenter une part importante de la base de coûts d'une entreprise. Cependant, au Nigéria, le carburant diesel est également une dépense majeure pour les banques pour s'assurer que leurs succursales ont l'électricité. De même, le carburant diesel est souvent une dépense majeure pour les principales sociétés de téléphonie mobile africaines, représentant jusqu'à 60% des coûts de réseau des opérateurs. En conséquence, les entreprises qui opèrent en Afrique subsaharienne ont des dépenses énergétiques relativement beaucoup plus élevées que leurs homologues dans d'autres pays. En outre, de nombreuses entreprises qui font des affaires dans d'autres parties du monde ne réussissent jamais en Afrique subsaharienne, car les coûts locaux de l'énergie les rendent non compétitives » (PNUE, 2017: 40).

Ce que ces exemples illustrent indéniablement, c'est qu'il existe une forte demande d'énergie et que le système actuel d'approvisionnement en énergie ne répond pas à cette demande.

## TRANSITION JUSTE: ARGUMENT 3

L'ASS est l'une des régions les plus pauvres en énergie du monde. Les systèmes énergétiques existants ne répondent pas à la crise énergétique:

1. Le manque de capacité de production, l'absence d'infrastructures de réseau, les obstacles réglementaires, la baisse des revenus et la dispersion de la population contribuent tous à l'incapacité du système centralisé actuel à combler le déficit énergétique
2. De nombreux pays d'Afrique subsaharienne dépendent de l'hydroélectricité comme principale source d'énergie. L'augmentation des sécheresses liées au changement climatique pourrait menacer la stabilité de l'hydroélectricité en tant que source d'énergie. La diversification de la gamme d'énergies renouvelables disponibles permettra d'éviter les situations dans lesquelles les pays sont plongés dans une crise énergétique absolue
3. Des décennies de développement des énergies fossiles n'ont pas beaucoup contribué à la fourniture d'énergie universelle pour tous. Les consommateurs paient le prix le plus élevé pour la dépendance aux combustibles fossiles, les gouvernements ne peuvent plus se permettre de subventionner les combustibles fossiles, les revenus n'ont pas entraîné d'avantages socio-économiques tangibles et les consommateurs paient trois fois plus chère pour l'autoproduction sur site. Ce dernier a conduit de nombreuses entreprises à l'échec car elles ne peuvent pas se permettre de supporter le coût énergétique associé à la région.

## TRANSITION JUSTE: ARGUMENT 4: LES PAUVRES PAYENT LE LOURD TRIBUT

*«Une bouilloire branchée deux fois par jour par une famille en Grande-Bretagne consomme cinq fois moins d'électricité qu'un Malien en consomme par an. Un Tanzanien met 8 ans pour consommer le peu d'électricité qu'un Américain consomme en un mois» (APP, 2015: 41).*

Le terme de pauvreté énergétique est généralement utilisé pour décrire les ménages sans accès physique à l'énergie, qui n'ont pas les moyens d'acheter de l'énergie ou qui n'ont pas accès à des services énergétiques modernes tels que des installations de cuisson propres. La pauvreté est directement liée à l'énergie car elle augmente la productivité. Les pauvres ont le moins de temps, mais doivent consacrer le plus de temps à des tâches qu'un accès fiable à l'énergie et aux appareils peut réduire. Les femmes sont particulièrement vulnérables dans ces cas, car ce sont souvent elles qui sont responsables des tâches domestiques. Quelque chose d'aussi simple qu'une bouilloire électrique peut permettre à une

femme de se concentrer sur d'autres activités. En l'absence de réseau électrique et d'appareils modernes, les ménages pauvres doivent utiliser des ressources énergétiques telles que le charbon de bois, le bois de chauffage, les bougies et le pétrole. En conséquence, ils paient 20 fois plus par unité d'électricité qu'un ménage connecté au réseau (UNEP, 2017: 35). Ces coûts s'ajoutent au temps nécessaire pour effectuer les tâches ménagères de base. Dans le contexte décrit ci-dessus, la précarité énergétique devient également un piège à pauvreté. Si vous vivez dans une zone rurale et que vous utilisez tout votre argent et votre temps pour effectuer des tâches ménagères de base, vous n'aurez plus de ressources physiques ou économiques à consacrer à l'amélioration de votre situation. À moins que l'environnement dans lequel vous travaillez ne change, l'individu dans ce contexte continuera dans un tel cycle de pauvreté. Étant donné qu'une transition juste se concentrera sur le bien-être de tous, elle crée une opportunité de fournir aux communautés défavorisées de nouvelles opportunités et la disponibilité de temps.

## TRANSITION JUSTE: ARGUMENT 4

Dans le contexte de la crise énergétique actuelle, ce sont les pauvres qui paient le prix le plus élevé et qui portent le fardeau le plus lourd. Les femmes surtout, sont très vulnérables car elles sont responsables des tâches ménagères que le manque d'énergie et d'appareils modernes rend les tâches exigeantes et difficiles.

## TRANSITION JUSTE: ARGUMENT 5: LE DEFICIT D'ENERGIE EST EN TRAIN D'HANDICAPER DES MILLIONS DE PERSONNES

Les sources d'énergie polluantes sont une réalité grave et dangereuse. Bien que sous-recherché, il est connu que les industries pétrolière et gazière sont responsables d'un nombre rapide de décès dus aux risques pour la santé au travail et à la pollution. Les centrales au charbon sont en outre responsables de la mort de milliers, voire de millions de personnes dans le monde. Au niveau des ménages, la cuisson nocive de la biomasse

est responsable d'un niveau similaire de décès parmi les communautés pauvres et dans ces cas, les femmes et les enfants sont particulièrement vulnérables. Alors que la pollution par les secteurs du pétrole, du gaz et du charbon est un phénomène mondial, la mort par cuisson à la biomasse est plus élevée en ASS que partout ailleurs dans le monde. Les sources d'énergie sales telles que le pétrole, le gaz et le charbon sont responsables de millions de morts.

### Les sources d'énergie sales comme le pétrole, le gaz et le charbon sont responsables des millions de décès

Partout dans le monde, il existe des exemples de pollution liée au gaz, au pétrole et au charbon causant la mort et des maladies aux travailleurs et aux communautés environnantes. Les décès prématurés, l'augmentation de la mortalité infantile, l'asthme et la bronchite ne sont que quelques exemples. En Inde, le charbon, et principalement les centrales électriques au charbon, sont responsables de 1,3 million de décès par an. La société civile et les citoyens protestent activement contre les centrales au charbon polluantes (IISD, 2018A). Au Canada, les graves conséquences sanitaires des centrales au charbon sont devenues l'une des principales motivations d'une transition au charbon. On estime que la transition du charbon permettra au gouvernement d'économiser environ 1,2 milliard de dollars canadiens ou 13,6 milliards de rands sud-africains en coûts de santé (IISD, 2018A). En Afrique du Sud, la pollution de l'air associée à leur principal fournisseur d'énergie, les centrales électriques au charbon

d'ESKOM, causerait jusqu'à 2 239 décès par an. Il en résulte une perte de près d'un million de jours de travail par an et un coût de plus de 2,3 milliards de dollars ou 26 milliards de rands sud-africains (groundWork, 2018).

Dans les pays producteurs de pétrole et de gaz comme le Nigéria, les déversements d'hydrocarbures, la destruction des sources d'eau douce, le rayonnement thermique du torchage du gaz, l'augmentation des niveaux d'acidité de l'eau de pluie et l'augmentation des cas de tremblements de terre contribuent tous négativement à la santé des communautés et des travailleurs (Mustapha, 2019). Entre janvier 2005 et juillet 2014, le Nigeria Oil Spill Monitor a enregistré près de 5 300 déversements d'hydrocarbures (Pelz & Bello, 2017). Ces déversements d'hydrocarbures ont de graves conséquences sur la santé, comme décrit ci-dessous:

*Lorsque du pétrole brut ou d'autres produits pétroliers circulent dans l'environnement, les différents composés (en fonction de leurs propriétés physiques) s'évaporent dans l'air, sont absorbés par le sol ou pénètrent dans les eaux souterraines et de surface. Les déversements d'hydrocarbures entraînent aussi souvent des incendies, qui libèrent des particules respirables (PR) dans l'air. Des risques pour la santé humaine peuvent résulter du contact cutané avec le sol et l'eau; l'ingestion d'eau potable, de cultures ou de poissons contaminés; ou inhalation de produit vaporisé ou de particules respiratoires et d'hydrocarbures partiellement brûlés produits par les incendies. En outre, les déversements d'hydrocarbures à terre peuvent avoir des effets indirects sur la santé en endommageant les moyens de subsistance, tels que la diminution des rendements des terres agricoles et des zones de pêche dégradées» (Bruederle & Hodler, 2019: 5467)*

Une étude de 2017 a également révélé que les déversements d'hydrocarbures entraînaient une augmentation de la mortalité des nouveau-nés, comme le montre l'étude de cas ci-dessous.

ETUDE DE CAS 4: Nigeria: Les marées noires entraînent une augmentation de la mortalité néonatale dans le Delta du Niger

«Les déversements d'hydrocarbures augmentent également la mortalité infantile après les premiers mois de la vie et continuent d'avoir des effets négatifs sur la santé des enfants survivants», a déclaré Hodler. L'étude affirme également que les enfants qui survivent à la période néonatale ont encore de fortes chances de souffrir de problèmes de santé au cours de leur première année de vie, y compris un faible rapport poids / taille. Hodler et ses collègues ont basé ces résultats sur 2 744 mères vivant dans les zones touchées par les marées noires.

Des militants et des pilliers de pétrole ont attaqué à plusieurs reprises des pipelines. Les problèmes d'entretien représentent environ 15% de tous les déversements d'hydrocarbures. Les militants écologistes accusent depuis longtemps les entreprises du secteur de ne pas entretenir correctement les canalisations et autres installations importantes. Aucune cause n'a été répertoriée pour les 10% de déversements restants" (Pelz & Bello, 2017).

Le coût des maladies liées à la pollution n'est pas toujours transparent ou facile à calculer. Ce que ces exemples nous montrent, c'est qu'en plus des vies perdues, les coûts de santé associés sont extrêmement élevés. Le passage à des formes d'énergie moins polluantes permettra donc non seulement de sauver des vies, mais également d'économiser des ressources qui pourraient être utilisées à d'autres fins.

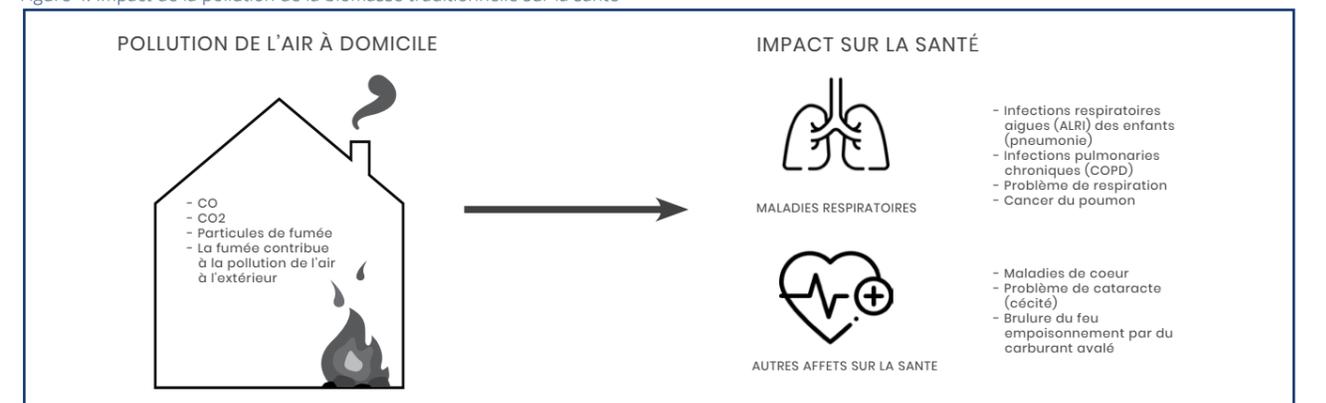
## TRANSITION JUST : ARGUMENT 5A

Les industries du charbon, du gaz et du pétrole sont responsables de millions de décès chaque année. Les coûts de santé associés s'élèvent à des milliards de dollars. Une évolution vers les énergies propres permettra de libérer ces ressources pour qu'elles soient utilisées pour la protection sociale ou d'autres domaines. Les méthodes de cuisson traditionnelles à la biomasse deviennent l'une des principales causes de décès en Afrique subsaharienne

### Les méthodes traditionnelles de cuisson à la Biomasse deviennent l'une des principaux causes de décès en Afrique Subsaharienne

En l'absence de sources d'énergie fiables, les ménages, les communautés vulnérables, en particulier les femmes, doivent utiliser des méthodes à feu ouvert telles que la cuisson à feu de bois pour effectuer les tâches ménagères. Ces méthodes reposent sur ce que l'on appelle en termes énergétiques la biomasse. La biomasse peut aller du bois, des déchets animaux ou même des simples cultures. Parce que ces ressources ne s'épuiseront pas à court terme, elles sont considérées comme des énergies renouvelables. En 2010, on estimait que 80% de la population de l'Afrique subsaharienne dépendait de la biomasse pour des tâches telles que la cuisine (Banque mondiale, 2010). Ces formes d'énergie traditionnelles ont des conséquences désastreuses sur la santé de ceux qui y sont exposés. La figure 4 fournit une explication visuelle des effets sur la santé de tels produits.

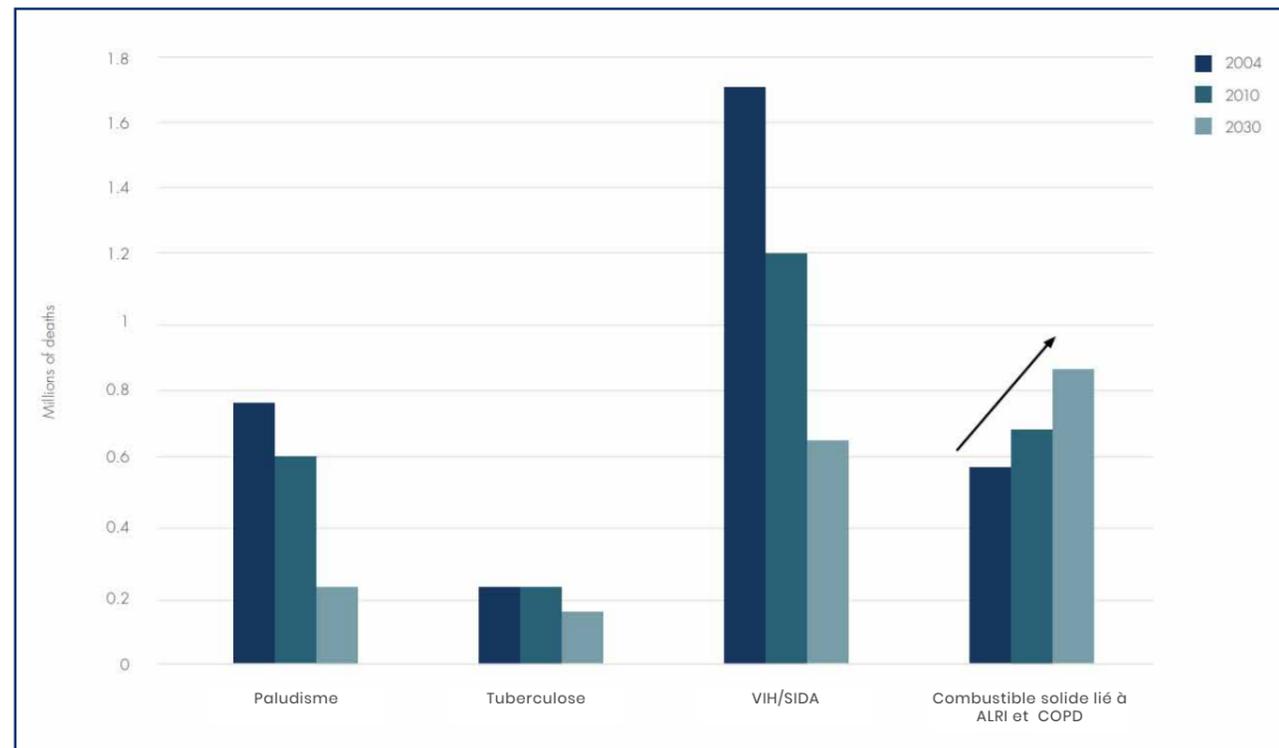
Figure 4: Impact de la pollution de la biomasse traditionnelle sur la santé



Source: UNEP, 2017

Les femmes et les enfants sont plus vulnérables que les hommes à la pollution liée à la biomasse. Les femmes de la région assument le plus souvent la responsabilité des tâches domestiques telles que la cuisine pendant que les enfants sont à la maison avec elles. AREI (2016) rapporte que chaque année 600 000 femmes et enfants meurent des suites d'une exposition à la pollution intérieure en Afrique. On estime en outre qu'une telle pollution intérieure devrait bientôt tuer plus de personnes que le paludisme, le VIH ou la tuberculose (PNUE, 2017) (Figure 5).

Figure 5: Nombre de personnes qui meurent de suite de différentes maladies



Source: Panel Africain du Progrès (PAP), 2015

La consommation d'énergie à la biomasse varie dans la région. Dans des pays comme la RDC et la Tanzanie, plus de 90% de la population utilise le bois comme source d'énergie. Dans les pays plus riches comme le Botswana, la Namibie et l'Afrique du Sud, ces pourcentages sont plus faibles (Mbirimi, 2017). Quel que soit le pourcentage, le nombre de décès évitables associés à la pollution par la biomasse est un argument solide pour la transition vers une énergie propre.

## TRANSITION JUSTE: ARGUMENT 5B

En raison des niveaux élevés de pauvreté énergétique en ASS, 80% de la population régionale utilise la cuisson au feu de bois et d'autres formes d'énergie traditionnelles de la biomasse. Ce sont surtout les femmes et les enfants qui sont exposés aux niveaux élevés de pollution associés à de telles tâches. 600 000 femmes et enfants en meurent chaque année et le nombre de décès dus à la pollution de la biomasse devrait dépasser le paludisme, le VIH et la tuberculose comme cause de décès.

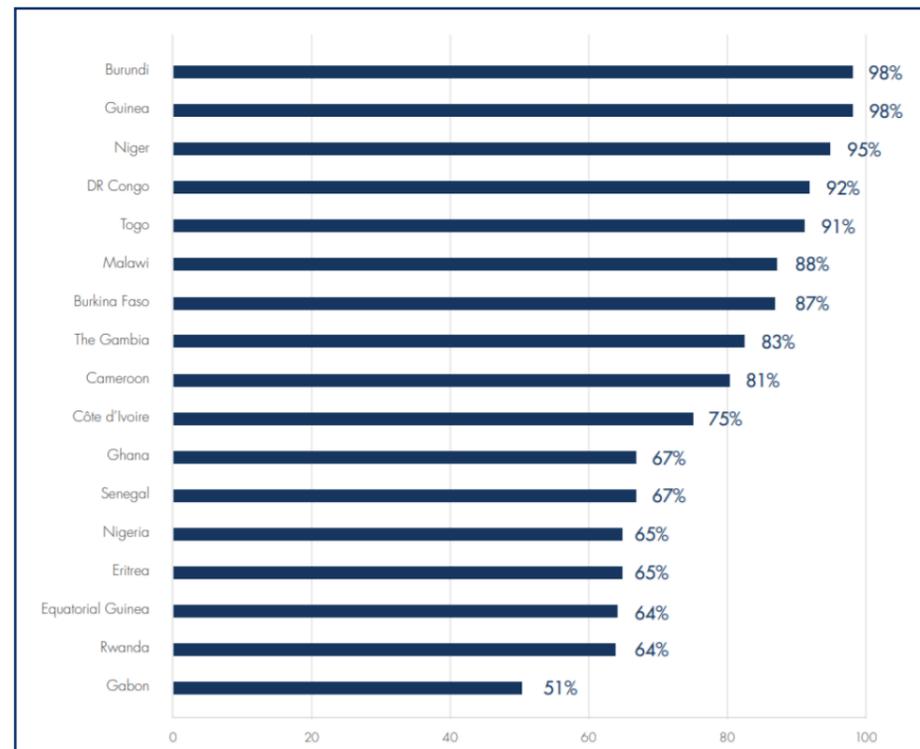
## TRANSITION JUSTE: ARGUMENT 6: LE DEFICIT ENERGETIQUE IMPACTE NEGATIVEMENT LES PRESTATIONS DE SERVICE

Sans un approvisionnement énergétique fiable, les établissements de santé, les établissements d'enseignement et les autres services ne peuvent fonctionner de manière optimale. On estime que seulement 34% des hôpitaux et 28% des autres établissements de santé en ASS ont un accès fiable à l'énergie. Jusqu'à 58% des établissements de soins de santé de la région ne sont pas alimentés en électricité (PNUE, 2017). En l'absence d'approvisionnement énergétique fiable, le stockage des vaccins, par exemple, est mis en danger et donc aussi

la vie des gens. On estime que chaque jour, 550 femmes meurent de causes évitables liées à la grossesse (ibid.). Cela ne veut pas dire que tous les autres décès sont évitables.

En plus des services de santé, le manque d'énergie fiable a également une incidence directe sur la réalisation des objectifs éducatifs. La figure 5 montre comment dans des pays comme le Burundi, la Guinée, le Niger, la RDC et le Togo, plus de 90% des écoles n'ont pas accès à l'électricité.

Figure 6: Classement des écoles primaires sans accès à l'électricité (2012)



Source: Panel Africain du Progrès (PAP), 2015

Quelque chose d'aussi basique que l'éclairage peut améliorer les résultats scolaires d'un étudiant car il lui permet d'étudier le soir. Un approvisionnement suffisant en eau pompée et en installations sanitaires dans les écoles facilite la scolarisation des filles et contribue à un meilleur équilibre entre les sexes.

Ce ne sont que des exemples de ces deux services qui sont affectés par l'absence de sources d'énergie fiables. La gestion des déchets, l'approvisionnement en eau et les services communautaires sont d'autres exemples qui pourraient bénéficier de la sécurité énergétique.

## TRANSITION JUSTE: ARGUMENT 6

Les prestations de services tels que la santé et l'éducation ne peuvent se faire de manière optimale sans sources d'énergie fiables. Avec un accès adéquat à l'énergie, des milliers de décès peuvent être évités, les résultats scolaires des élèves peuvent être améliorés et un meilleur équilibre entre les sexes peut être atteint dans les écoles.

## TRANSITION JUSTE: ARGUMENT 7: LA PAUVRETE ENERGETIQUE EST UNE INJUSTICE LIEE AU GENRE

Face à la précarité énergétique et au changement climatique, les femmes sont plus vulnérables que les hommes. Le REASS a déjà identifié ce défi dans son rapport de 2013:

*«Les sociétés d'Afrique australe sont dominées par des ménages dirigés par des femmes. Par conséquent, l'accès limité à l'énergie et la crise énergétique affectent le plus les femmes. Les interventions dans le discours énergétique pour surmonter la précarité énergétique qui prévaut et garantir la sécurité énergétique devraient donc profiter le plus aux femmes.» (REASS, 2013).*

La raison principale de la fracture est liée à la «division du travail par sexe». Dans la plupart des sociétés, les femmes sont censées effectuer des travaux de soins et des tâches ménagères non rémunérés (WoMin, 2016). En l'absence d'électricité, une tâche aussi simple tel que bouillir de l'eau

devient extrêmement difficile et même dangereuse:

- IL faut collecter de l'eau et de la biomasse pour cuisiner et les femmes doivent parfois marcher pendant des heures. Cela peut facilement prendre la majeure partie de la journée d'une femme ou d'une fille. En moyenne, une personne passera deux à dix heures par semaine à la collecte de sources d'énergie issues de la biomasse. Les catastrophes liées au changement climatique telles que la sécheresse et le changement climatique affecteront la disponibilité de ces ressources et les obligeront à passer encore plus de temps à collecter des matériaux.
- Au cours de ces longs voyages, les femmes sont plus exposées aux agressions physiques (y compris sexuelles) ou à la violence.
- Porter de lourdes charges de bois et d'eau est physiquement éprouvant et peut endommager les vertèbres, les muscles du cou et la hanche.
- La cuisson sur des feux ouverts ou d'autres formes de cuisson traditionnelle à la biomasse peut entraîner de graves conséquences pour la santé et la mort prématurée (COSATU, 2011. PNUE, 2017 et WoMin, 2016).

Le manque de temps dont disposent les femmes pour effectuer des tâches autres que les tâches ménagères est appelé pauvreté de temps. La précarité énergétique a de graves ramifications négatives car les femmes n'ont pas le temps de se consacrer au travail salarié, à l'éducation, à la participation du public ou à la détente. Pour 100 garçons inscrits à l'école primaire en ASS, seules 85 filles auront la possibilité d'y accéder. Ces chiffres diminuent encore davantage pour l'enseignement secondaire et supérieur (PNUE, 2017). En conséquence, les femmes sont davantage impliquées dans le travail informel et précaire. Le secteur informel n'est pas couvert par la réglementation du travail et une protection sociale limitée qui rend les femmes vulnérables et susceptibles d'être exploitées. Les femmes ont en outre moins accès au crédit ou aux prêts lorsqu'elles travaillent dans le secteur informel, ce qui limite leurs possibilités de développer ou d'améliorer leurs entreprises (Rodriguez Acha, 2016).

La différence qu'une énergie fiable peut faire dans la vie des femmes est phénoménale. En 2019, le Réseau international sur le genre et l'énergie durable (ENERGIA) a mené une étude approfondie du genre dans la transition vers l'énergie durable dans le Sud. Quelque chose d'aussi basique qu'un éclairage de bonne qualité a été identifiée comme étant le service énergétique qui offre le plus de flexibilité aux femmes. L'éclairage donne aux femmes plus de temps pour effectuer les tâches ménagères après la tombée de la nuit et, par conséquent, leur donne la possibilité de participer à une forme de travail rémunéré. Malgré les exigences physiques accrues du travail domestique et du travail rémunéré, les femmes ont déclaré que la possibilité d'étaler le travail sur des heures plus longues réduisait considérablement le stress. Les téléphones portables et la possibilité

de les recharger à la maison ont également grandement contribué à la vie des femmes au Kenya. Les transferts mobiles d'argent, les services bancaires en ligne et la capacité de rester en contact avec les membres de leur famille contribueraient à améliorer leur vie quotidienne (ibid.).

Dans les cas où les femmes ont pu créer leur propre entreprise, la disponibilité d'une énergie fiable contribue grandement à leur productivité et à leurs revenus:

*«Une couturière de Bwisya a décrit comment, après avoir acheté une machine à coudre électrique et avoir été formée à son utilisation, elle a pu offrir plus de styles de couture et de types de broderie que ses concurrents. Cela lui a permis d'augmenter ses revenus de 80 000 TZS, qu'elle confectionnait en vendant des vêtements pour enfants, à 200 000 TZS avec ses nouveaux produits »(ENERGIA, 2019: 45).*

Les sources d'énergie renouvelables peuvent être installées sur des projets communautaires décentralisés plus petits ou appartenant aux travailleurs. L'énergie solaire est un exemple d'énergie renouvelable que l'on trouve en abondance en ASS. Les appareils tels que les pompes solaires et les geysers peuvent ainsi facilement fournir l'énergie et les ressources indispensables, comme illustré dans l'étude de cas ci-dessous. La différence qu'une organisation composée de membres a apportée à la vie des travailleurs du sel informels en Inde grâce à la fourniture de pompes solaires provide much-needed energy and resources, as illustrated in the case study below.

ETUDE DE CAS 5: La différence qu'une organisation composée de membres a apportée à la vie des travailleurs informels du sel en Inde grâce à la fourniture des pompes solaires

«L'Inde est le troisième producteur de sel au monde et dans le Little Runn of Kutch (LRK) au Gujarat, les producteurs de sel produisent 76% du sel de l'Inde. Actuellement, il y a 43 000 producteurs de sel - appelés Agariyas - à LRK, dont 17 000 sont membres de SEWA, une organisation composée de membres de travailleuses pauvres et indépendantes dans un secteur non organisé de l'économie. Ces travailleurs ne bénéficient pas d'un filet de sécurité constitué d'un revenu régulier, d'une assurance maladie / vie / accident ou d'une pension et vivent en grande partie d'un revenu quotidien. Une Agariya moyenne emprunte de l'argent au marchand de sel pour acheter du diesel et couvrir son coût de la vie; le diesel est utilisé pour pomper la saumure hors des eaux souterraines, qui est répartie sur les marais salants spécialement préparés pour permettre l'évaporation de l'eau et conduire à la formation de cristaux de sel. SEWA a lancé la campagne Hariyali pour offrir à ses membres pauvres un accès à une énergie moderne, d'une manière abordable, améliorer la productivité pour augmenter les revenus et autonomiser ses membres femmes. Comme ses parents, Devuben Rathod est salinière (Agariya) et est membre de SEWA depuis 2002. Depuis qu'elle est membre de SEWA, en 2013, elle a accepté d'utiliser une pompe solaire pilote sur sa saline. La saison suivante, elle a été surprise que sa consommation de diesel ait été réduite de 50% puisqu'elle faisait fonctionner la pompe solaire pendant la journée (et continuait à faire fonctionner sa pompe diesel la nuit). De plus, les rendements plus élevés de la pompe solaire et le temps de production plus long ont augmenté sa production de 140 tonnes. À la fin de la saison, lorsqu'elle a calculé ses coûts et ses revenus avec SEWA, elle ne pouvait pas croire que même avec un prix de marché réduit cette année-là, elle était capable d'économiser davantage» (Smith, 2017: 14).

## TRANSITION JUSTE: ARGUMENT 7



Dans un contexte de précarité énergétique, les femmes portent une charge plus lourde que les hommes:

- Elles consacreront la majeure partie de leur temps aux tâches ménagères de base.
- Elles sont plus vulnérables à la violence et aux attaques lorsqu'elles collectent des ressources telles que l'eau et le bois.
- Elles sont exposées à des risques pour leur santé physique (porter de lourdes charges et cuisiner sur des feux ouverts) qui pourraient entraîner une mort prématurée.
- Les travaux ménagers et d'entretien dont les femmes sont responsables ne sont pas rémunérés.
- Le manque de temps désavantage injustement les femmes car elles ne peuvent pas participer de manière égale à un emploi rémunéré, à des opportunités d'éducation ou à des activités récréatives
- Les femmes dépendent davantage du travail informel caractérisé par de mauvaises conditions de travail et une protection sociale limitée.

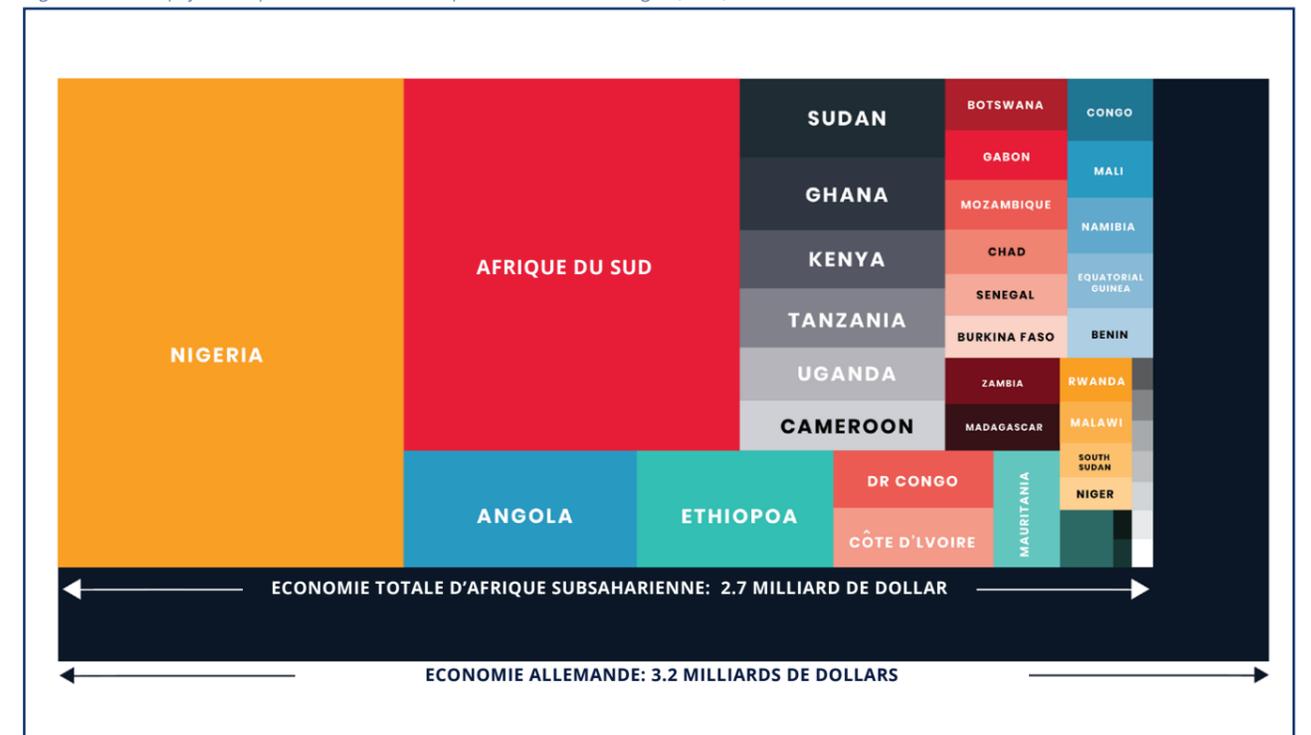
Une énergie propre et fiable donne aux femmes plus de temps et de ressources pour améliorer leur situation et lutter contre les inégalités entre les sexes

## TRANSITION JUSTE: ARGUMENT 8: IL EXISTE UN CAS ECONOMIQUE CONVAINQUANT POUR UNE TRANSITION ENERGETIQUE JUSTE

L'argument économique exposé dans cette sous-section est d'une importance cruciale dans le contexte de l'ASS. L'Afrique subsaharienne est unique en raison de ses niveaux élevés de pauvreté monétaire, de pauvreté énergétique, de pénurie de ressources, de dispersion de la population, de chômage, de protection sociale limitée et de problèmes de gouvernance. Selon le PNUE (2017), 70% des entreprises ont identifié l'approvisionnement énergétique comme un obstacle majeur. La section précédente a illustré comment de telles entreprises doivent s'appuyer sur une énergie autonome coûteuse sur place. On estime en outre que l'ASS sacrifie deux à quatre pour cent de son PIB annuel aux pénuries d'électricité (APP, 2015).

Le PIB de la plupart des pays d'Afrique subsaharienne est relativement très faible par rapport aux pays du Nord. Le graphique ci-dessous illustre le PIB des pays d'Afrique subsaharienne par rapport au PIB allemand en 2013. L'ensemble du PIB de la région (2 700 milliards de dollars) était inférieur à celui de l'Allemagne (3 200 milliards de dollars).

Figure 7: PIB des pays d'Afrique Subsaharienne compare à celui de l'Allemagne (2013)



Source: IEA, 2014

Ces chiffres sont importants pour illustrer l'écart budgétaire entre les pays riches développés et les pays d'Afrique subsaharienne. Un pays comme le Niger aura malgré son déficit énergétique peu de ressources à consacrer à une cause environnementale. Investir dans quelque chose qui pourrait stimuler la croissance économique et la création d'emplois aura cependant beaucoup plus de poids. Les arguments qui justifient une transition juste dans le Nord développé pourraient avoir moins de pertinence dans le contexte de l'ASS. Un pays comme le Canada a justifié sa transition vers le charbon par des préoccupations environnementales et sanitaires (IISD, 2018A). La même approche n'aura pas nécessairement le même impact en ASS, où la stimulation économique et l'emploi occupent une place importante dans les programmes de développement des gouvernements. Guidée par ce point de vue, cette section illustre comment il existe des arguments économiques convaincants en faveur d'une transition juste. Un syndicat peut les utiliser pour engager les autorités.

## Il y a une abondance de sources d'énergie renouvelables dans la région

Il existe une abondance de ressources énergétiques renouvelables disponibles dans toute l'ASS. Mbirimi (2017) explique comment le potentiel hydroélectrique le plus élevé se situe dans la partie nord de la région. L'Angola, la RDC, Madagascar, le Mozambique et la Zambie ont tous un potentiel hydroélectrique important, tandis que les régions du sud ont des opportunités de production au charbon plus importantes. L'énergie renouvelable moderne est actuellement estimée à 1% de la production mais la région regorge de ressources. Le potentiel solaire est le plus élevé à 10 TW, suivi par l'abondance des sources d'énergie hydroélectrique (350 GW), éolienne (110 GW) et géothermique (15 GW) (Avila et al. 2017 & UNEP, 2017).

## Les énergies renouvelables deviennent moins chères

On estime que la disponibilité des énergies renouvelables en ASS devrait être multipliée par huit d'ici 2030. Après l'hydroélectricité, les énergies solaires et éoliennes devraient être considérées comme les plus grandes sources d'énergies renouvelables modernes (AREI, 2016). La principale différence entre les coûts des combustibles fossiles et des énergies renouvelables est que ce dernier a des coûts d'investissement très élevés mais très peu de coûts d'exploitation car le «carburant» qu'il utilise est gratuit. Au départ, ces coûts d'investissement étaient exorbitants, mais à mesure que la disponibilité des technologies renouvelables augmentait, leur coût global a considérablement diminué. L'Inde est un très bon exemple dans de telle diminution des coûts:

*«La montée en flèche des énergies renouvelables a réduit les coûts, de sorte que le charbon devient de moins en moins compétitif pour la production d'électricité. L'adaptation des technologies innovantes dans le secteur des énergies renouvelables contribue également à améliorer la qualité de l'approvisionnement en énergie et à rendre les énergies renouvelables plus fiables» (IISD, 2018A: 21).*

Les projets d'énergie renouvelable en Afrique sont considérés comme parmi les plus compétitifs au monde. En 2016, le coût du solaire photovoltaïque a été calculé à 7-5 cents US par kWh contre 7 à 8 cents US par kWh pour le charbon (AREI, 2016). L'éolien en Égypte est arrivé à un niveau exceptionnellement bas à 4,1 cents US le kWh. On estime en outre que le coût global de l'installation solaire diminuera de 20% d'ici 2040 (passant de 2 500 USD / kW en 2011 à 870 USD / kW en 2040) (ibid.). Le coût du stockage des batteries aurait également diminué (General Electricity Company, 2019).

## TRANSITION JUSTE: ARGUMENT 8A

Au départ, les énergies renouvelables étaient chères, mais à mesure que les technologies se sont améliorées, leur coût global a diminué. Il existe donc une solide analyse de rentabilisation pour les énergies renouvelables sur la base de leurs coûts à vie et de l'abondance des ressources dans le SAA. La principale différence entre les coûts des combustibles fossiles et des énergies renouvelables est que ce dernier a des coûts d'investissement très élevés mais très peu de coûts d'exploitation car le carburant qu'il utilise est gratuit.

## Les énergies renouvelables peuvent contribuer à la sécurité énergétique

L'un des principaux arguments contre les énergies renouvelables est que son intermittence nécessite une alimentation de base. Il y a donc des inquiétudes quant à sa capacité à contribuer à la sécurité énergétique d'un pays. Rennkamp, Haunss, Wongs, Ortega & Casamadrid (2017) expliquent que plus il y a d'énergie renouvelable, moins le besoin en énergie de base diminuera. Dans le contexte de l'Afrique subsaharienne où les combustibles fossiles sont en abondance, cela offre une opportunité de développer un mix énergétique qui fournit de l'énergie de base jusqu'à ce que les énergies renouvelables puissent contribuer davantage à la sécurité énergétique.

## TRANSITION JUSTE: ARGUMENT 8B

Plus la production d'énergie renouvelable est importante, moins le besoin en énergie de base est considérable et plus son potentiel de contribution à la sécurité énergétique est grand.

## L'Afrique subsaharienne possède l'unique occasion de transformer son déficit énergétique vers des systèmes d'énergie renouvelables modernes et diversifiés

Les niveaux élevés de pauvreté énergétique dans la région peuvent être en partie attribués au manque d'infrastructures de distribution et de transport. Il a été dit que l'ASS dispose d'une ardoise propre ou un canevas ouvert pour travailler. Dans leur approche pour combler le déficit énergétique, les pays ont la possibilité de revoir leurs approches existantes, d'élaborer des politiques industrielles qui réduisent la consommation d'énergie et la pollution tout en passant directement à des systèmes d'énergie renouvelable modernes et diversifiés (AREI, 2016 & Mbirimi, 2017).

Mbirimi (2017) explique comment l'opportunité de repartir à zéro peut aider à atteindre un objectif beaucoup plus large que la seule décarbonation de l'économie:

*«Pour répondre à cela, le passage à une économie sobre en carbone est bien plus nécessaire qu'une simple réduction de l'intensité en carbone de la production d'énergie. Il s'agit également des opportunités et des avantages potentiels (y compris la réduction des coûts d'une dépendance continue aux combustibles fossiles) susceptibles de découler d'une telle économie. Pour ces pays, ce sont ces avantages qui devraient être au centre de leur attention; avantages qui incluent la fourniture de services énergétiques modernes et respectueux du climat aux pauvres, une sécurité énergétique accrue, des qualités environnementales améliorées, une participation communautaire accrue et des contributions au renforcement des capacités » (Mbirimi, 2017: 10).*

Le niveau de précarité énergétique dans la région représente une situation de crise. Mbirimi (2017) détaille comment les situations de crise ouvrent des débats politiques pour le changement. La crise énergétique actuelle en ASS crée une l'occasion de façonner et d'influencer les politiques de développement.

## TRANSITION JUSTE: ARGUMENT 8C

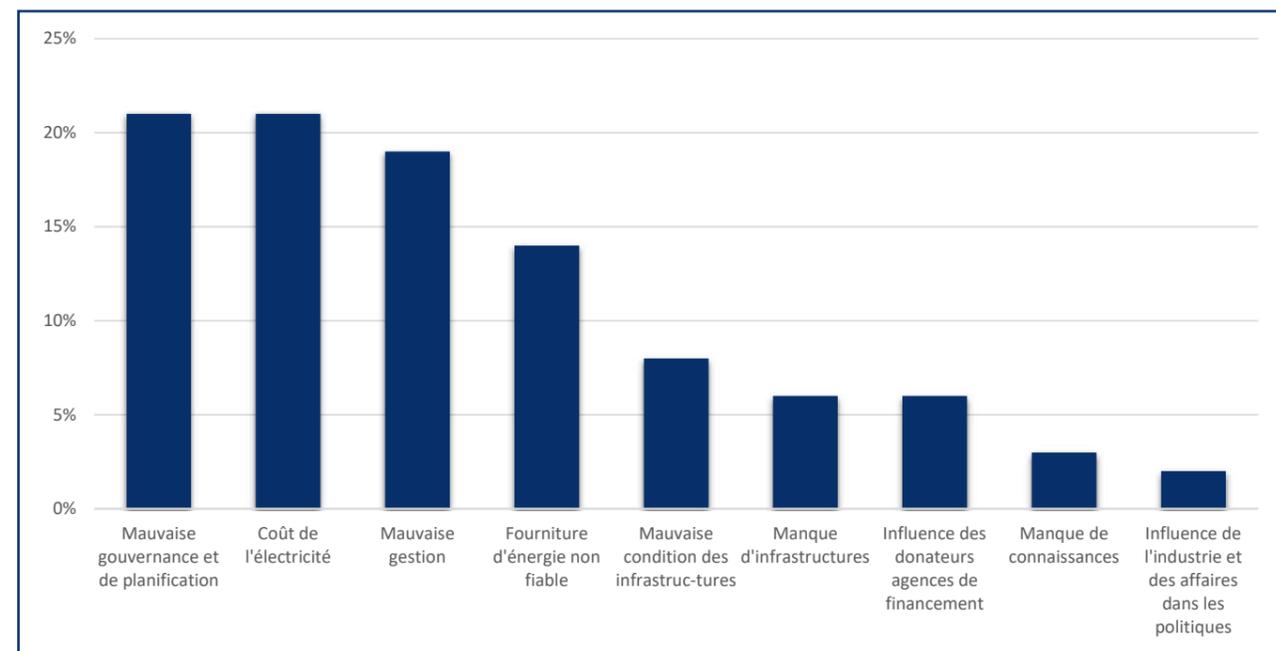
La crise énergétique a donné à l'Afrique subsaharienne une opportunité de travailler. Les pays ont la possibilité de réviser leurs approches existantes, d'élaborer des politiques industrielles qui réduisent la consommation d'énergie et la pollution tout en passant directement à des systèmes d'énergie renouvelables modernes et diversifiés.

La crise crée des ouvertures politiques et des opportunités de changement. Les syndicats et autres organisations de la société civile peuvent utiliser ces ouvertures pour faire assoir leur autorité.

## L'intégration des systèmes électriques hors réseau, mini réseau et à grande échelle des services publics est justifié pour combler le déficit énergétique

Le contexte énergétique unique exigera des solutions au-delà de l'énergie centralisée traditionnelle. Lors de l'enquête Définir une transition juste, on a demandé aux syndicats, en termes de fourniture d'énergie égale dans leurs pays respectifs, ce qu'ils considéraient comme les plus grands défis. Dans la figure ci-dessous, on peut noter que la mauvaise gouvernance, la planification et la gestion sont considérées comme certains des principaux facteurs contributifs.

Figure 8: En terme de fourniture d'énergie équivalente à chacun dans son pays, quels sont selon vous les principaux défis à relever?



Source: Enquête Définir une transition juste (2019)

Si l'énergie doit à tout moment rester un bien public, les pouvoirs publics doivent permettre l'intégration de systèmes hors réseau. Ces systèmes énergétiques diversifiés peuvent surmonter certains défis de gouvernance tout en rendant l'énergie accessible dans des zones non connectées grâce à la la gestion communautaire des travailleurs ou des propriétés. La création d'un environnement

propice à de tels systèmes décentralisés à propriété sociale impliquera, entre autres, des microcrédits, des garanties de risque et de petites subventions d'installation (Mbirimi, 2017). La réduction globale des coûts d'installation des énergies renouvelables contribuera davantage à la faisabilité de telles approches. Sur la base du contexte unique de chaque pays, les décideurs devront trouver un équilibre approprié entre les systèmes électriques sur réseau et hors réseau et leurs risques et avantages associés.

## TRANSITION JUSTE: ARGUMENT 8D

Si l'énergie doit à tout moment rester un bien public, les pouvoirs publics doivent permettre l'intégration de systèmes hors réseau. Ces systèmes énergétiques diversifiés peuvent surmonter certains défis de gouvernance tout en rendant l'énergie accessible dans des zones non connectées grâce à la gestion communautaire des travailleurs ou à la propriété.

## TRANSITION JUSTE: ARGUMENT 9: LES ENERGIES RENOUVELABLES DONNENT L'OPPORTUNITE DE CREER LES EMPLOIS PROPRES AVEC UNE MEILLEURE PROTECTION

La baisse de la demande mondiale et de la technologie contribue à une baisse de l'emploi dans les industries des combustibles fossiles.

### La baisse de la demande mondiale et de la technologie contribue à une baisse considérable des emplois dans les industries des combustibles fossiles

En ce qui concerne les emplois dans le secteur des énergies fossiles, il existe un large éventail de projections quant à la manière dont l'emploi dans le secteur devrait diminuer. COBENEFITS (2019B) utilise les projections selon lesquelles la production d'électricité au charbon passera de 30% du mix mondial à 5% d'ici 2050. L'emploi devrait baisser entre 35% et 40% d'ici 2050. La technologie et la baisse de la demande mondiale sont citées comme quelques-unes des raisons. Le TUED (2012) partage ce sentiment et ajoute que la baisse des emplois a une corrélation avec la baisse des droits des travailleurs:

*«Une production accrue de combustibles fossiles n'a pas non plus entraîné de gains concomitants d'emploi*

### Il existe un argument solide selon lequel les énergies renouvelables peuvent créer encore beaucoup d'emplois propres plus que dans les combustibles fossiles

À l'échelle mondiale, les emplois dans les énergies renouvelables sont en augmentation. En 2017, 10,3 millions d'emplois ont été créés dans le secteur. Cela représente une augmentation de 5,3% par rapport à l'année précédente (IRENA, 2018). Ces chiffres devraient augmenter pour atteindre 18 millions d'emplois supplémentaires d'ici 2030 (OIT, 2018, site IISD, 2018A) Ces emplois sont actuellement principalement concentrés en Chine, au Brésil, aux États-Unis, en Inde, en Allemagne et au Japon (IRENA, 2018) Différentes études ont été réalisées sur l'effet net des emplois dans le secteur des énergies renouvelables par rapport aux énergies fossiles. Les preuves issues de ces études indiquent de manière satisfaisante que les énergies renouvelables ont un impact plus élevé sur l'emploi que les énergies fossiles (Bacon & Kojima 2011. Bischof-Niemz, 2019A. COBENEFITS, 2019B. IISD, 2018A. & TUED, 2016) . Ces chiffres nets d'emploi se comparent entre différents types d'énergie renouvelable (Bischof-Niemz, 2019A).

### L'Afrique subsaharienne doit surtout expérimenter une hausse d'emplois à travers la transition énergétique

L'OIT (2017) décrit quatre impacts possibles sur le profil d'emploi actuel à l'échelle mondiale. La première façon de créer des emplois consiste à ajouter des emplois supplémentaires au statu quo. Cela passera par l'augmentation des besoins énergétiques, le développement des énergies renouvelables pour compléter les sources d'énergie fossiles existantes

*dans le secteur; les nouvelles technologies permettent aux entreprises de produire les mêmes quantités de combustibles fossiles avec moins de travailleurs. La répression de la syndicalisation des travailleurs dans ce secteur semble également être en hausse »TUED (2012: i).*

En Afrique du Sud, par exemple, 70 000 emplois ont été perdus entre 1980 et 2000, mais en même temps, la production d'énergie a augmenté de 60%. Les États-Unis ont connu un scénario similaire, un tiers des emplois perdus avec une augmentation de 50% de la production d'énergie (TUED, 2012). Ces pertes d'emplois se situent tout au long de la chaîne de valeur, y compris les mines, la fabrication, les opérations et la maintenance (Creamer, 2019).

Le TUED (2016) indique que pour chaque million de dollars US investi dans les énergies renouvelables, 292 emplois peuvent être créés contre 129 dans les secteurs des énergies fossiles. Dans le rapport COBENEFITS (2019B), un scénario similaire est prévu dans le Plan de ressources intégré (PRI) 2018 en Afrique du Sud. On estime qu'en incluant les emplois qui risquent d'être perdus dans le secteur du charbon, plus de 150000 emplois supplémentaires seront créés d'ici 2050. Bischof-Niemz (2019A) estime que 30% d'emplois supplémentaires peuvent être créés dans les parcs solaires photovoltaïques et éoliens par rapport aux flottes de charbon. Tout emploi créé dans le cadre d'une transition juste doit être un emploi décent. Si les chiffres de l'emploi fournis ici fournissent une justification économique aux gouvernements, beaucoup d'efforts restent encore à faire pour que tous ces emplois se traduisent par des emplois décents. Le type d'emplois associés à une transition juste et les moyens de garantir qu'il s'agit d'emplois décents sont examinés plus en détail dans le rapport.

et la création de nouveaux emplois. Le second implique la substitution d'emploi. Ce remplacement d'emplois aura lieu lorsqu'il y aura un passage à des technologies plus efficaces à faible émission de carbone. Un exemple est le passage du transport par camion au rail. Le troisième représente l'élimination complète de certains emplois. L'exemple de

l'élimination progressive de l'énergie du charbon est pertinent. Les emplois ne seront pas remplacés mais perdus s'il n'y a aucune forme d'intervention. Le quatrième concerne davantage l'écologisation de l'économie à l'échelle mondiale et les emplois qui évolueront naturellement avec cela. Les emplois dans la construction automobile seront, par exemple, simplement transformés pour produire des voitures plus économiques en carburant. Ceci définit clairement les emplois existants (ibid.).

Le contexte énergétique unique dans la région subira une combinaison de ces impacts. Dans de nombreux pays où les combustibles fossiles ne sont pas dominants ou avec un énorme déficit énergétique, les énergies renouvelables peuvent créer de nouveaux emplois qui n'existaient pas auparavant. Dans de tels scénarios, l'impact sur l'emploi sera le plus élevé. De nouveaux emplois seront créés et le coût de transition sera le plus bas. Dans les pays où l'hydroélectricité est dominante, la diversification du mix énergétique peut également conduire à des créations d'emplois

## TRANSITION JUSTE: ARGUMENT 9

L'emploi dans les industries des combustibles fossiles a diminué en raison d'une baisse de la demande mondiale et de l'impact de la technologie. Partout dans le monde, la diminution du nombre d'emplois a également entraîné une diminution des droits des travailleurs. Alors que les emplois dans ces industries ont diminué, il existe un argument solide selon lequel les énergies renouvelables pourraient créer le même nombre d'emplois, sinon plus. Les emplois dans le secteur des énergies renouvelables ont l'avantage d'être «propres», avec moins d'implications sur la santé, et de créer une opportunité d'établir les droits des travailleurs dans de nouvelles industries.

Le déficit énergétique global dans la région crée en outre une opportunité de passer aux énergies renouvelables et donc de créer de nouveaux emplois plutôt que de remplacer les emplois existants.

Sans la présence des syndicats, une transition énergétique et technologique juste ne sera pas possible. Le type d'emploi, la localisation des emplois et la stimulation économique locale sont autant de questions qui devront être débattues et examinées à travers des plateformes de dialogue social ouvertes et transparentes.

## TRANSITION JUSTE: ARGUMENT 10: SANS UNE TRANSITION JUSTE, UNE VERSION CAPITALISTE D'ATTENUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE CONTINUERA A EXPLOITER LES TRAVAILLEURS SANS TOUTE FOIS ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE DURABILITÉ

Compte tenu de l'urgence et de l'ampleur de la crise du changement climatique, les énergies renouvelables représentent une opportunité commerciale très lucrative. Plus la demande d'énergie renouvelable n'est importante, plus les producteurs et les pays producteurs en bénéficieront. Le TUED (2016) explique de manière adéquate comment le passage aux énergies vertes ouvre un nouveau domaine de rendement et par la suite l'exploitation des travailleurs:

*«...La marchandisation de la nature ouvre de nouveaux domaines de croissance économique, d'exploitation et de privatisation, et la transition verte n'est rien d'autre qu'une expansion du grand capital dans de nouveaux domaines.» TUED (2016: 11)*

L'étude de cas présentée en Inde ci-dessous révèle comment le passage aux énergies renouvelables devient également une compétition mondiale pour les bénéfices.

ETUDE DE CAS 6: Un exemple indien de la façon dont le passage aux énergies renouvelables n'est pas motivé par l'environnement mais qu'il existe une bataille pour l'accès au commerce et l'investissement dans le secteur

«BHEL avait commencé à produire des composants solaires dès les années 80 et, dans les années 90, il les exportait vers la majeure partie de l'Europe et des États-Unis. En février 2016, sur la base d'appels lancés par les États-Unis auprès de l'Organisation mondiale du commerce, le conseil de règlement des différends de l'OMC a jugé que la politique de l'Inde en matière d'achat de panneaux solaires enfreignait les règles commerciales. Il s'agissait là d'une évolution intéressante, étant donné qu'il s'agissait d'une plainte qui avait été déposée simultanément alors que les États-Unis louaient les efforts de l'Inde pour développer l'énergie solaire. Il y a une réorientation croissante de l'énergie mondiale vers les énergies renouvelables et la finance internationale semblent y voir une opportunité d'investissement majeure. De plus, il devient évident que cela fait de la transformation énergétique mondiale un terrain contesté. Dans le cadre capitaliste contemporain, le véritable problème n'est pas seulement la promotion des énergies renouvelables, mais surtout le libre accès au marché pour le commerce et l'investissement dans les énergies renouvelables. Cet accès au marché est déjà devenu un point de discorde. Depuis 2010, lorsque des différends liés aux énergies renouvelables sont apparus à l'OMC, ils ont déjà atteint 8% de tous les nouveaux différends »(TUED, 2016: 10).

Les mêmes gouvernements ou organisations qui préconisent un passage aux pays renouvelables pourraient être ceux qui bloquent la production locale au profit des produits importés. Il est donc essentiel que cela demeure un bien public protégé par des politiques qui promeuvent les droits de tous les citoyens, donnent la priorité à la localisation de la chaîne de valeur des énergies renouvelables et unissent leur force dans l'avenir avec d'autres pays pour assurer l'équité pour tous promulguée dans une transition juste. Comme discuté plus loin dans ce rapport, les alliances transfrontalières

sont particulièrement importantes pour garantir des pratiques de travail équitables dans l'ensemble de la chaîne de valeur des énergies renouvelables et dans différents pays. Une transition juste doit garantir que l'Afrique ne sera pas à nouveau exploitée pour ses ressources liées aux énergies renouvelables.

En outre, une transition juste devrait à tout moment être synonyme de durabilité et de pratiques connexes. Dans les systèmes capitalistes existants, les objectifs de développement durable (ODD) dont les pays d'Afrique subsaharienne sont signataires ne seront pas atteints.

## TRANSITION JUSTE: ARGUMENT 10

Compte tenu de l'urgence et de l'ampleur de la crise du changement climatique, les énergies renouvelables représentent une opportunité commerciale très lucrative dans une économie de marché. La concurrence pour les profits dépasse les frontières nationales.

Il est essentiel que l'énergie reste un bien public protégé par des politiques qui promeuvent les droits de tous les citoyens, donnent la priorité à la localisation de la chaîne de valeur des énergies renouvelables et travaillent à l'unisson avec d'autres pays pour garantir l'équité pour tous promulguée dans le cadre d'une transition juste. Les alliances transfrontalières sont importantes pour garantir des pratiques de travail équitables dans toute la chaîne de valeur des énergies renouvelables et dans différents pays. Une transition juste doit garantir que l'Afrique ne sera pas à nouveau exploitée pour ses ressources liées aux énergies renouvelables et que la région atteindra ses objectifs de durabilité dans tous les secteurs.

Après avoir formulé dix arguments que les syndicats peuvent utiliser pour justifier une transition juste dans le contexte de l'ASS, la section suivante examine la meilleure façon de présenter ces arguments pour construire une campagne de plaidoyer convaincante.

# COMMENT MENONS-NOUS NOTRE CAMPAGNE DE PLAIDOYER POUR ASSURER L'ACCES À D'AUTRES PARTIES PRENANTES?

La section précédente présentait dix arguments clés que les syndicats peuvent utiliser lorsqu'ils plaident pour une transition juste. Tous ces arguments ont pris en considération le contexte de l'ASS unique. Il est cependant nécessaire de noter que pour les différentes parties prenantes, les différents arguments seront plus pertinents. Pour les syndicats qui cherchent à plaider pour une transition juste entre les gouvernements, les entreprises, les membres et les communautés, il existe trois domaines clés qui, selon nous, détermineront le succès de leurs campagnes.

La première consiste à concentrer leur approche sur ce dont les personnes au pouvoir estiment le plus nécessaire, la croissance

économique. Si les syndicats pouvaient les convaincre qu'une transition juste est à l'avantage de l'économie, la moitié de la bataille sera gagnée. La seconde consiste à utiliser des exemples actuels illustrant comment le manque de sources d'énergie fiables ou le changement climatique affecte négativement les gens. De tels exemples aideront les citoyens à se rendre compte que le changement climatique est également leur problème et que le changement est un élément qu'ils doivent également envisager de toute urgence. La troisième approche consiste à défendre des préoccupations socio-économiques plus larges, en plus des emplois. Cela ne fait pas seulement partie intégrante d'une transition juste transformatrice, mais attirera également une attention accrue (et indispensable) et un soutien plus fort.

## PLAIDOYER 1: SI L'APPROCHE EST CORRECTE, UNE TRANSITION JUSTE PEUT CONTRIBUER A LA CROISSANCE ECONOMIQUE NECESSAIRE A LA REDUCTION DE LA PAUVRETE, LA CREATION D'EMPLOIS, L'AMELIORATION DES PRESTATIONS DES SERVICES ET LA FOURNITURE D'ENERGIE

La prise de décision et l'élaboration de politiques énergétiques relèvent actuellement de la responsabilité des gouvernements. Compte tenu des niveaux élevés de pauvreté en Afrique subsaharienne, ces acteurs valorisent la croissance économique au-dessus de tous les autres facteurs. Si un syndicat s'approche du gouvernement et demande qu'un pourcentage important de son PIB soit canalisé vers une transition juste, fondée sur des préoccupations environnementales, l'argument aura beaucoup moins de poids que celui fondé sur des préoccupations socio-économiques. En outre, la faible taux de carbone existante associée à la région nécessite de construire un argument de transition juste autour de la réduction de la pauvreté, de la création d'emplois, amélioration de l'accès à l'énergie, à la santé et à l'éducation (Mbirimi, 2017). Les dix principaux arguments que nous

avons développés aideront les syndicats à atteindre cet objectif.

Rennkamp et al. (2017) ont mené des études très pertinentes et importantes sur le processus d'élaboration de politiques en matière d'énergie renouvelable en Afrique du Sud, en Thaïlande et au Mexique. Ce qui est intéressant, c'est que les trois pays disposent à la fois de sources abondantes de combustibles fossiles et d'énergies renouvelables. Dans ces trois pays, des programmes d'énergie renouvelable ont été élaborés sur la base de considérations socio-économiques. Ces arguments avaient tellement de poids que les décisions de mettre en œuvre des programmes d'énergies renouvelables ont été prises sans aucune influence ou pression internationale. Le facteur déterminant était plutôt qu'une coalition

d'acteurs politiques puissants était convaincue des mérites du programme sur la base de convictions socio-économiques:

*“Les nuances du discours politique dans les trois pays varient. En somme, le discours développement-environnement est beaucoup plus fort que les résultats ont montré pour le discours environnemental en Europe. Les priorités de développement sont plus urgentes dans ces pays, donc on peut s'attendre à ce résultat”*

*“La pauvreté n'apparaît pas explicitement comme une préoccupation, mais relève des préoccupations de développement plus larges et des arguments en faveur de la création d'emplois et du bien-être général. Le discours éthique et normatif concernant la punition des pollueurs ou la demande de soutien international aux pays industrialisés est largement absent dans les trois pays”*

*“En conclusion, cette étude a révélé que d'importantes coalitions*

*de soutien politique au sein du gouvernement, des industries, de la société civile et des organisations internationales ont permis la mise en œuvre de politiques d'énergies renouvelables. La structure de l'analyse du réseau de discours montre que la préoccupation économique concernant la distribution des incitations aux énergies renouvelables dominant le débat sur ces politiques au Mexique, en Afrique du Sud et en Thaïlande” (Rennkamp et al. 2017: 222).*

Ces exemples illustrent le poids des considérations économiques dans le monde en développement et le succès que pourraient avoir les stratégies de plaidoyer si elles étaient développées en conséquence. Pour garantir l'adhésion au programme de transition juste, les syndicats devraient utiliser le potentiel socio-économique associé à une transition énergétique comme point de départ. La réalité est que les gouvernements sont l'un des acteurs les plus puissants sur la scène politique et qu'ils se concentrent sur la croissance économique et la prospérité. Une transition juste devrait donc être conçue en conséquence pour garantir leur soutien indispensable.

## PLAIDOYER 2: FAIRE DE LA TRANSITION JUSTE UN PROBLEME D'ACTUALITE EN S'APPUTANT SUR LES EXEMPLES EXISTANTS

La recherche a montré que les campagnes de plaidoyer ont un plus grand impact si le public ciblé peut lier le problème aux résultats directs autour d'eux. L'appel à l'empathie des gens les rend plus susceptibles d'adhérer au besoin de changement (IISD, 2018A). L'exemple sera les conséquences néfastes sur la santé des personnes innocentes du fait de la précarité énergétique. Le fait que 600 000 femmes et enfants meurent chaque année des suites d'une exposition à la pollution intérieure en fait un problème que peu de gens peuvent ignorer. Les syndicats peuvent utiliser ces statistiques, et d'autres choquantes, fournies dans les dix arguments de transition juste pour illustrer aux gens la réalité et la gravité du problème. De plus, il est nécessaire de laisser les parties prenantes visualiser changement futur qu'une transition juste peut entraîner. Les

gens doivent imaginer un avenir où l'énergie appartient à tous, les travailleurs et les syndicats sont respectés, les employés travaillent dans des environnements propres et sûrs, il y a une énergie fiable pour tous, des emplois décents sont créés, les enfants et les femmes ne sont pas exposés à des niveaux élevés de pollution chez eux, les services de santé et d'éducation sont améliorés et des mesures de protection sociale sont mises en place. Bien qu'une telle image puisse être considérée comme optimiste, c'est un outil de plaidoyer important. En Égypte, par exemple, le gouvernement a dû introduire des réformes des subventions aux combustibles fossiles. Les résultats positifs tangibles des réformes ont été utilisés pour attirer les gens et obtenir leur adhésion avec un grand succès (IISD, 2018A). Si les gens peuvent s'imaginer le changement positif, ils seront capables de le soutenir.

## PLAIDOYER 3: UNE CAMPAGNE PLUS LARGE POUR INCLURE LES COMMUNAUTES ET LES FEMMES AURA PLUS DE SOUTIEN QUE DE SE FOCALISER SUR LES TRAVILLEURS

L'impact du changement climatique, de la pauvreté énergétique et de l'industrie 4.0 aura un impact non seulement sur les travailleurs mais aussi sur les communautés et les groupes vulnérables tels que les pauvres, les femmes et les enfants. Les syndicats doivent développer leur campagne de transition juste pour inclure les besoins des plus vulnérables. Cela leur fournira un argument que personne ne peut ignorer (Mbirimi, 2017). Les syndicats doivent devenir la voix des personnes marginalisées et vulnérables qui sont les plus touchées. Cela renforcera leurs voix en leur donnant un rôle plus important dans le domaine de l'élaboration des politiques. Une concentration étroite sur les seuls problèmes des travailleurs les maintiendra marginalisés dans les discussions importantes (ibid.).

Un bon exemple d'une cause plus large que les syndicats peuvent

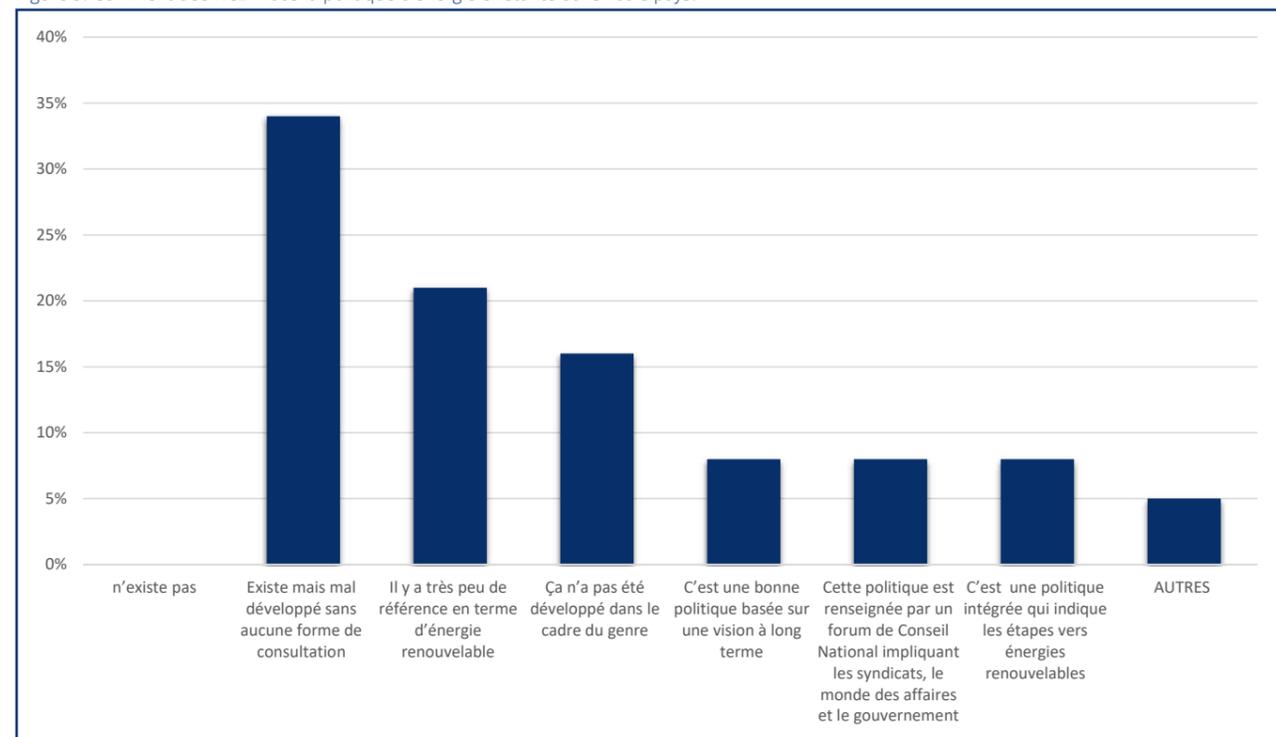
défendre dans le cadre de leur campagne est le développement de «stratégies de cuisine propre». Corfee-Morlot, Parks, Ogunleye & Ayeni (2018) expliquent que là où ces stratégies existent, la mise en œuvre et le financement sont faibles. Compte tenu des milliers de femmes et d'enfants dont la vie est affectée par l'absence de telles stratégies, cela mérite plus d'attention. Les syndicats peuvent développer de larges alliances avec d'autres acteurs tels que les ONG, les organisations de la société civile et les instituts universitaires. Ces réseaux et alliances leur permettront de contester les discours dominants tels que les carburants pro-fossiles (Mbirimi, 2017). Il les aidera également à explorer et à développer des voies d'émission nationales et sectorielles. Les sections suivantes présentent l'importance du dialogue social et les mesures que les syndicats peuvent prendre pour le stimuler.

# LE DIALOGUE SOCIAL EST LA PIERRE ANGULAIRE DE TOUTE TRANSITION JUSTE A L'ECHELLE MONDIALE

Dans la littérature et les études de cas sur la transition juste, le dialogue social est identifié comme l'une de ses pierres angulaires. Le dialogue social implique une place à la table de discussion pour toutes les personnes impliquées ou susceptibles d'être affectées par le processus de transition. Il vise à aider les travailleurs et les communautés à gérer la transition d'une manière qui ne menace pas d'aggraver leurs « fragilités socio-économiques » (Energy Research Center, UCT, 2019). Le dialogue social garantira que toutes les personnes concernées savent ce qui se passera pendant la transition. Cela comprend à la fois les processus positifs et négatifs. Le dialogue social garantira ainsi une transition transparente. Historiquement, les processus de transition n'ont pas été transparents, ce qui entraîne une méfiance

entre les destinataires et les exécutants (IISD, 2018A). C'est le cas du gouvernement ou les entreprises tandis que le premier est constitué de travailleurs et de la société civile ou de branches régionales d'entreprises et du gouvernement. Tout changement est menaçant et la communication est le seul outil permettant de surmonter ces craintes (ibid.). Dans le cadre du dialogue social et des processus participatifs, les syndicats et les organisations de la société civile jouent un rôle vital en tant que voix du peuple. Au cours de l'enquête Définir une transition juste, les affiliés d'IndustriALL ont été invités à décrire la politique énergétique existante dans leur pays. Les résultats sont présentés dans la figure 9 ci-dessous.

Figure 9: Comment décrivez-vous la politique d'énergie existante dans votre pays?



Source: LRS Defining a Just Transition Survey (2019)

La participation aux processus politiques n'est qu'une forme de dialogue social, mais très importante. Les résultats de l'enquête montrent que jusqu'à présent, l'élaboration des politiques a eu lieu avec très peu de participation des autres parties prenantes. 34% des syndicats ont indiqué que leur politique avait été élaborée sans aucune forme de participation et seulement 8% pouvaient déclarer que leur politique avait été élaborée en consultation avec un forum national de représentants. Des études de cas internationales révèlent que des négociations de transition justes ne représentent pas une tâche facile. Ces négociations sont complexes et impliquent un large éventail de parties prenantes. Elliot (2019) décrit comment les discussions sur l'élimination du charbon en Allemagne n'ont plu ni aux groupes environnementaux ni aux groupes de travailleurs. Les premiers estimaient que les interventions étaient trop lentes, tandis que les groupes syndicaux soutenaient que le changement était trop rapide. Malgré ce désaccord, des conversations comme celles-ci sont essentielles car les États allemands ont encore mis des milliards

à disposition pour les programmes de restructuration de l'emploi. Mbirimi (2017) fait également référence aux différentes priorités des acteurs impliqués dans la discussion sur la transition juste. Il fait valoir que les syndicats, les organisations environnementales et les gouvernements ont tous mis du temps à se rendre compte de l'impact du changement climatique sur l'emploi. Les écologistes et les gouvernements estiment que le seul intérêt du syndicat est celui des travailleurs au détriment de l'environnement. Il est urgent de changer la perception de toutes les parties concernées. Les syndicats doivent montrer qu'ils demandent une transition juste et pas seulement la protection des travailleurs. La protection des communautés plus larges touchées par la précarité énergétique et le changement climatique est également leur préoccupation. Les organisations environnementales et les gouvernements, pour leur part, doivent intégrer l'intérêt des travailleurs dans le cadre de tout mouvement vers la durabilité. Sans dialogue social et sans affronter ces complexités, aucune des parties ne comprendra le point de vue de l'autre et ne sera disposée à faire des compromis pour le plus grand bien de tous.

L'exemple de la transition charbonnière au Canada est utilisé à maintes reprises pour illustrer l'impact que le dialogue social peut avoir. Les syndicats ont joué un rôle crucial en exigeant que le gouvernement établisse un groupe de travail pour une transition juste (Smith, 2017). L'équipe de travail a parcouru le pays pour

consulter les communautés sur les interventions dont elles auront besoin pour faciliter la transition (Gass, sans date). Ce qui était essentiel au succès de cette intervention, c'est qu'il y avait un soutien de haut niveau du Premier ministre et du ministre de l'Environnement (IIDD, 2018A).

ETUDE DE CAS 7: Les syndicats au Canada ont convaincu le Gouvernement de mettre sur pied une équipe de travail pour une transition juste

“Le charbon dans la production d'énergie était déjà en déclin lorsque l'élimination progressive a été décidée. Le charbon a été une partie importante de l'histoire de l'électricité au Canada, mais n'a pas été une force dominante, rivalisée par l'hydroélectricité et l'énergie nucléaire pendant des décennies...”

L'économie du secteur de l'électricité au Canada indiquait qu'un abandon du charbon allait probablement se produire, en particulier en raison du gaz naturel à prix compétitif, et que peu ou pas de nouvelle expansion de la production alimentée au charbon était prévue ... Le 16 février 2018, le Canada s'est engagé à éliminer progressivement l'électricité au charbon d'ici 2030...

Le gouvernement du Canada est passé à une approche de transition juste, en lançant un groupe de travail sur la transition juste pour les travailleurs et les communautés de l'énergie de charbon du Canada (Gouvernement du Canada, 2018b). Ce groupe de travail composé de représentants des travailleurs, du secteur privé, des ONG, des universités et des gouvernements locaux a pour mandat de collaborer avec les parties prenantes concernées, notamment les travailleurs locaux et les communautés qui seront les plus touchés. Le groupe de travail a pour but de collecter des informations sur les impacts et d'identifier les opportunités et les sources de financement pour soutenir les travailleurs et les communautés tout au long de la transition. (IISD, 2018A: 23).

Lorsque nous réfléchissons aux différentes définitions de la transition juste, l'exemple canadien peut être qualifié de réformiste. Le dialogue social existe mais les structures de marché existantes ne sont pas confrontées. Le statu quo est ainsi protégé mais les programmes d'ajustement sont élaborés par consultation.

En comparaison, les syndicats brésiliens ont conjugué leurs efforts avec les ONG et les mouvements sociaux concernés pour faire face au statu quo. Les parties prenantes ont développé une plateforme de dialogue social qui a conduit à l'inclusion de demandes non liées au marché dans les documents de politique.

ETUDE DE CAS 8: Brésil - Demandes des travailleurs et de la Société Civile pour un contrôle public et la fin de la pauvreté énergétique grâce à des engagements sur la plateforme énergétique

“Quand on regarde les organisations de la société civile au Brésil, le réseau le plus représentatif d'ONG, de syndicats et de mouvements sociaux réunis autour de la question énergétique est la Plateforme du travail et des paysans pour l'eau et l'énergie (Energy Platform 2018). En raison du récent boom du secteur énergétique au Brésil et des luttes actuelles contre la construction de barrages et la privatisation des compagnies pétrolières et électriques, la Plateforme s'engage dans le débat énergétique en plaçant la souveraineté énergétique, le contrôle public et la fin de la précarité énergétique (tous deux et manque d'accès). Bien qu'il y ait des débats sur une future élimination progressive du pétrole au sein de la plateforme énergétique, la transition juste et le changement climatique ne figurent pas dans le document d'orientation présenté aux candidats à la présidentielle de 2018 (Energy Platform 2018). Néanmoins, comme plusieurs des revendications de souveraineté concernent un secteur énergétique non axé sur le marché, elles s'ajoutent à un programme anti-néolibéral qui favorise l'espace politique pour le travail décent, la protection sociale et les initiatives en matière de droits du travail essentiels à une transition juste. Bien qu'il n'ait pas été mis en pratique aussi vite que nécessaire, le récit de la transition juste a été utilisé comme un outil pour récupérer la propriété publique contre la privatisation de l'énergie et des ressources naturelles, pour reconstruire le rôle de l'investissement dirigé par l'État contre l'austérité et pour promouvoir les droits et protections sociales (Réseau du travail pour la durabilité et la pratique stratégique: Projet de politique à la base 2016) ». (UNRISD, 2018: 18).

Les exemples canadiens et brésiliens illustrent comment le dialogue social peut être utilisé pour formuler des demandes réformatrices ou transformationnelles. Au Canada, où la précarité énergétique n'est pas une question urgente comme au Brésil, ils sont plus susceptibles de se concentrer sur les revendications réformatrices. Dans une région comme l'Afrique subsaharienne, des demandes de transformation devront être formulées si l'on veut combler le déficit énergétique et atteindre des objectifs socio-économiques plus larges.

Les syndicats doivent jouer un rôle actif dans l'initiation et la stimulation du dialogue social. Ces discussions ne seront pas forcément faciles mais sans elles, le statu quo restera le même. Des études de cas internationales nous montrent que l'adhésion de ceux qui occupent des postes puissants donnera à toute campagne de transition juste une plus grande chance de réussir. La section suivante aidera les syndicats à identifier les différentes parties prenantes impliquées et les différents rôles potentiels dans l'identification des alliés et des champions possibles.

## Que promouvons, initions et demandons nous?

Nous en tant que syndicats avons besoin de:

- Un siège à la table de dialogue pour eux-mêmes et toutes les parties concernées.
- La mise en place d'un organe permanent multipartite pour la transition juste (conseils, comités, forums, etc.).
- Des discussions devraient avoir lieu à tous les niveaux, du niveau local au niveau mondial.
- Le développement d'un pacte social avec des objectifs ou des plans explicites pour un déclin maîtrisé de l'utilisation et des investissements dans les énergies fossiles.

Toutes les parties prenantes impliquées dans les processus de participation, y compris nous-mêmes, doivent:

- S'assurer que les plateformes de dialogue social sont correctement financées et ont suffisamment de temps pour les processus de consultation.
- Faire des efforts particuliers pour atteindre et inclure les communautés rurales.
- Concevoir des plateformes de dialogue social de manière à ce que les femmes puissent participer facilement. L'heure de la rencontre, les options de transport et de garde d'enfants sont des exemples d'interventions à envisager.

# POSSIBLE INFLUENCE OU AVEC QUI POUVONS- NOUS CONSTRUIRE DES RELATIONS SOLIDES?

Lorsque l'on pense aux parties prenantes ayant une influence dans le secteur de l'énergie, on pense au gouvernement, aux donateurs, aux acteurs du secteur privé et aux pays industrialisés. Le niveau d'influence politique et d'intérêt de chaque partie prenante varie d'un pays à l'autre. En Afrique du Sud, les ONG environnementales, les syndicats et les églises ont joué un rôle important dans le soutien des politiques en matière d'énergie renouvelable (Rennkamp et

al. 2017). En Ukraine, par exemple, les principaux défenseurs de l'élimination du charbon ont été un groupe de travail d'ONG et des associations d'énergies renouvelables (IISD, 2018A). Le profil des parties prenantes influentes différera par conséquent selon le profil des parties prenantes de chaque pays. Les syndicats doivent identifier ceux qui ont une influence dans l'espace énergétique pour former des alliances et renforcer leurs approches de plaidoyer.

## A. LES GOUVERNEMENTS

Les gouvernements, en tant que gardiens de l'énergie, ont la responsabilité de régir sa production et son utilisation avec des politiques publiques dans l'intérêt public. Cela comprend l'extraction, la production, la transmission et la distribution d'énergie. Ils sont le principal acteur de l'élaboration des politiques et doivent veiller à ce que la trajectoire de développement d'un pays reste sur la bonne voie. Une transition énergétique sera un processus long et complexe dans lequel le succès dépendra de la coordination entre les différents ministères et niveaux de gouvernement. L'Égypte, par exemple, a dû réformer 21 milliards USD de subventions énergétiques par an. La mise en œuvre de ces réformes reposait sur la coordination entre les différents services gouvernementaux tels que le développement social et la communication. Des mesures de protection sociale ont dû être introduites pour protéger les personnes vulnérables des réformes et ces mesures ont dû être communiquées aux citoyens pour éviter un soulèvement (IISD, 2018A).

Les principaux services gouvernementaux qui seraient responsables d'une transition énergétique juste et de l'élaboration de politiques vont généralement du Parlement, du ministère de l'Énergie, du ministère des Finances au ministère de l'Environnement / Changement climatique. En outre, les entreprises publiques d'électricité ou les entreprises parapubliques jouent un rôle prépondérant dans la planification énergétique et la prise de décision. La domination de ces acteurs rend difficile la voix des autres partenaires tels que les syndicats (Mbirimi, 2017).

Le gouvernement, en tant qu'acteur central du secteur de l'énergie, est confronté à une tâche complexe. Premièrement, pour qu'une transition juste ait lieu, le gouvernement doit être sûr de ses objectifs et aligner toutes les politiques en conséquence. Cela nécessitera un examen complet des politiques et approches existantes (Overy, 2018). Des discussions seront nécessaires entre les divers ministères et niveaux de gouvernement. À l'instar de la façon dont les syndicats doivent apprendre à lutter contre une transition juste, les entités gouvernementales de divers secteurs devront d'abord développer une compréhension du concept, puis aligner leurs approches. En consultation avec les syndicats et les entreprises, les gouvernements devront effectuer des évaluations de l'emploi et de la vulnérabilité (ibid.). Il n'est pas possible de planifier l'inconnu et il y a un besoin urgent d'études de base sur l'emploi, la communauté et l'énergie dans les pays. Si de telles bases de référence ont été élaborées, des stratégies telles que des voies d'émissions nationales, régionales et sectorielles à long terme peuvent être développées.

## B. DES ORGANISMES REGIONALES ET CONTINENTALES OPERANT DANS LE SECTEUR DE L'ENERGIE

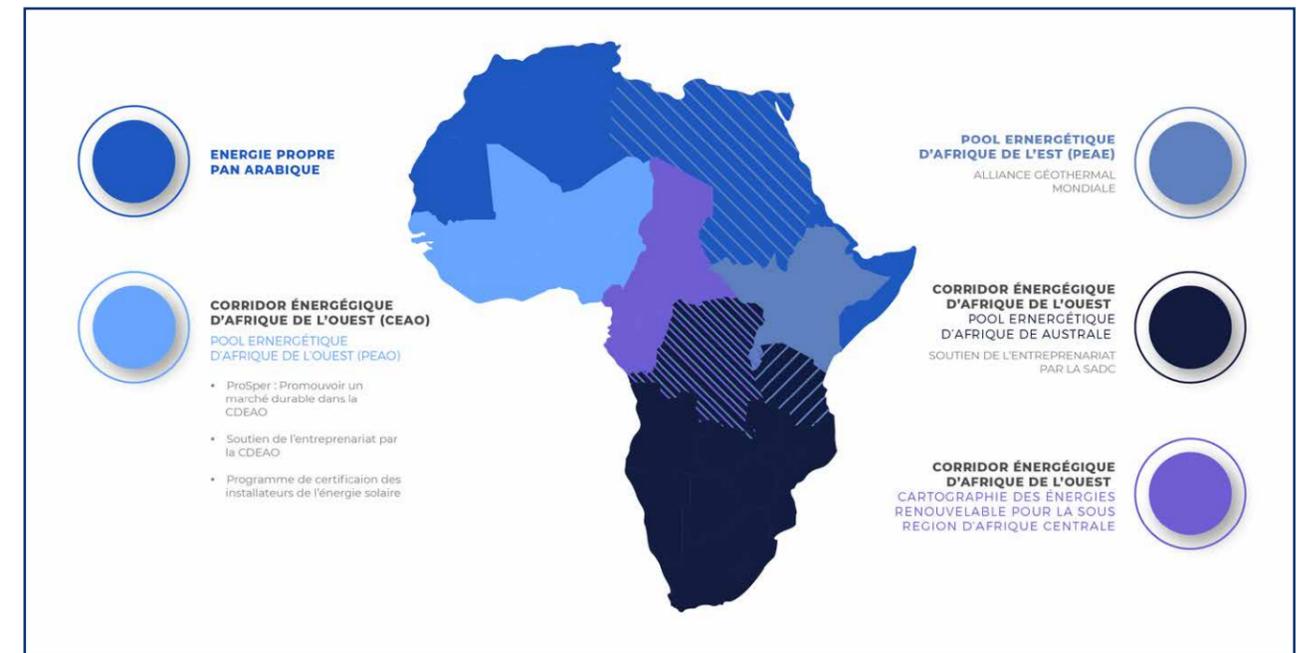
Le contexte unique en Afrique subsaharienne nécessite un besoin énorme de pools énergétiques régionaux. Les économies sont trop petites pour supporter les prix coûteux associés aux produits énergétiques et les dotations ne sont pas partagées de manière égale entre les pays (AREI, 2016 & UN ENVIRONMENT, 2017). Le Botswana, par exemple, a un immense potentiel solaire là où un pays boisé comme la RDC en a moins. Un pays comme le Nigeria, riche en énergies fossiles, ne bénéficiera pas forcément de la même richesse sous forme de ressources énergétiques renouvelables (APP, 2015). Bien que certains pays puissent avoir un potentiel hydroélectrique important, ils doivent également avoir une demande adéquate pour l'énergie produite. La récente découverte de gaz naturel dans les eaux au large du Mozambique et de la Tanzanie pose un tel défi. Autant la découverte pourrait signifier une croissance économique et une stimulation, un marché compensé est nécessaire (AIE, 2014). Le mix d'énergies renouvelables dans chaque pays sera donc différent et devra être planifié en fonction de leurs dotations. Il en va de même pour le format physique de celui-ci. Des systèmes décentralisés plus petits pourraient être plus appropriés dans certains pays et des systèmes plus centralisés dans d'autres. Cependant, il se peut que les pools énergétiques régionaux permettent de partager l'énergie entre ceux qui en ont en abondance et ceux qui en ont moins.

Il existe trois pools énergétiques régionaux en ASS :

1. Pool énergétique d'Afrique de l'Ouest (PEAO)
2. Pool énergétique d'Afrique de l'Est (PEAE)
3. Pool énergétique d'Afrique Australe (PEAA).

La figure ci-dessous illustre les trois pools énergétiques régionaux déjà actifs en ASS. Mbirimi (2017) désigne également ces régions comme des Communautés économiques régionales (CER).

Figure 10: Pools énergétiques régionaux présents en Afrique Subsaharienne



Source: IRENA, 2018

Le plus actif des quatre pools régionaux est le PEAA. Actuellement, 7% seulement de l'électricité est échangée et la majorité de celle-ci se fait via le PEAA (Avila et al.2017). Bien que cette hypothèse soit vérifiée, seulement 24% de la population rurale de la région PEAA ont accès à l'électricité, contre 36% dans le pool énergétique de l'Afrique de l'Est (PEAE) et 44% dans le pool énergétique de l'Afrique de l'Ouest (PEAO) (Mbirimi, 2017).

Avila et al. (2017) affirment que si l'alignement et l'utilisation augmentent entre les quatre pools énergétiques régionaux présents, plus de 50 milliards USD d'investissements en capital pourraient être économisés. Cela pourrait également conduire à de nouvelles économies d'échelle, réduire le coût des affaires, attirer plus d'investissements et offrir un mix énergétique plus diversifié (APP, 2015., AREI, 2016 & UN ENVIRONMENT, 2017). Si les pools énergétiques régionaux présentent de tels avantages, certaines préoccupations sont également soulevées. Mbirimi (2017) reconnaît comment, par exemple, le PEAA a été une initiative positive vers un cadre énergétique régional mais que l'entité n'a pas réussi à relever le double défi de la précarité énergétique et du changement climatique. Dans un tel contexte, la crise actuelle de l'électricité et les opportunités d'énergies renouvelables ont le potentiel de nuire à la coopération énergétique régionale. Les gouvernements pourraient souhaiter se concentrer davantage sur l'autosuffisance nationale que sur la sécurité énergétique régionale (Mbirimi, 2017). Les IPP en Namibie, par exemple, ont récemment investi plus de 100 millions USD pour augmenter la capacité du réseau national. Cela réduira la dépendance du pays vis-à-vis des importations d'énergie en provenance du PEAA. Compte tenu de ces arguments, ce que les syndicats doivent retenir, c'est l'objectif d'une transition énergétique juste en ASS. Compte tenu de la faible teneur en carbone de la région, la transition consiste beaucoup plus à lutter contre la pauvreté énergétique. Dans ce contexte, les pools énergétiques régionaux pourraient jouer un rôle important car ils «peuvent accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs communs de la suffisance énergétique nationale et régionale, ainsi que l'accès total à l'énergie à travers l'Afrique» (Avila et al. 2017: 11).

La consultation lors de l'élaboration des politiques régionales doit s'étendre au-delà des organes gouvernementaux pour inclure le mouvement syndical, la société civile et les associations de consommateurs. Mbirimi (2017) explique comment au niveau régional, l'accent est beaucoup plus mis sur le développement des infrastructures transnationales et que les principaux acteurs en Afrique australe sont les suivants:

*“Au niveau régional, trois organisations ont un rôle défini dans l'élaboration des politiques. Le Secrétariat de la CDAA [Communauté de développement de l'Afrique australe] dispose en son sein un comité permanent de l'énergie, de l'environnement et des transports qui se réunit une fois par an ... L'Association des régulateurs régionaux de l'énergie d'Afrique australe (AREAA) fournit une plate-forme de coopération entre les régulateurs indépendants de la CDAA. Il participe à la facilitation des échanges transfrontaliers d'électricité grâce à l'harmonisation des réglementations et à la création de cadres transfrontaliers et de systèmes régionaux. Le Pool Énergétique d'Afrique Australe (PEAA) a la responsabilité quotidienne de la coordination, de la planification, de la surveillance et de l'exploitation du système électrique entre les services publics membres, impliquant ainsi l'exploitation d'un marché de l'électricité à court terme.*

*Le point clé à noter est que ce sont les services publics nationaux tels qu'Eskom (Afrique du Sud), E M (Mozambique), NAMPOWER (Namibie) qui pilotent la politique et la planification dans le secteur de l'électricité, en raison de leur implication dans la formulation et la mise en œuvre des plans énergétiques au niveau national, et leur intérêt pour l'évolution du marché régional. Il est à noter que l'idée de partenariat social entre les gouvernements (représentés par la CDAA), les entreprises (représentées par les services publics, bien que appartenant à l'État) et les travailleurs (non représentés), que la plupart des gouvernements adoptent au moins en théorie, n'a pas été appliquée. Au niveau régional. Il n'y a pas non plus d'associations de consommateurs représentées à ce niveau. Il s'agit d'une grave lacune qui doit être corrigée afin de parvenir à un certain équilibre dans la représentation des différents groupes sociaux et économiques (Mbirimi, 2017: 52).*

Cette citation montre clairement qu'il est nécessaire que les pools régionaux d'électricité incluent la main-d'œuvre. En plus des trois pools énergétiques régionaux, l'AIE (2014) identifie certains des acteurs impliqués dans l'élaboration des politiques continentales. L'élaboration et la coordination des politiques aux niveaux continental et régional sont entreprises par l'Union africaine (UA) et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), qui ont formulé le Plan d'action africain UA / NEPAD, et, avec la Banque africaine de développement, le Plan d'action

prioritaire du Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) (AIE, 2014: 73). Dans le cadre de ces instances continentales, différentes initiatives énergétiques sont en cours d'initiation comme l'Initiative africaine pour les énergies renouvelables (IAER). Le commerce de l'énergie en dehors de l'Afrique subsaharienne mérite également une

attention particulière étant donné que la demande mondiale d'énergie propre pourrait entraîner une augmentation de la demande des États africains. Il est important que les syndicats soient présents au sein des instances régionales et continentales pour garantir que les politiques régionales et continentales embrassent une transition énergétique juste.

## C. LE SECTEUR PRIVE

Les acteurs du secteur privé qui opèrent à but lucratif tenteront toujours d'influencer la politique énergétique à développer en fonction de leurs besoins. Les entreprises utilisent souvent leur position d'influence et de pouvoir pour retarder la transition vers des systèmes d'énergies renouvelables propres (TUED, 2012). De telles approches de l'élaboration des politiques se font aux dépens des travailleurs et des communautés. Au fil des ans, les affiliés du REASS ont donné divers exemples dans laquelle les employeurs du secteur privé ne tiennent pas compte des travailleurs. Un exemple a été donné lors d'une réunion du REASS en 2019:

*“Le nombre de travailleurs syndiqués a diminué depuis la privatisation de la compagnie d'électricité au Nigeria. Cela a également entraîné une augmentation du nombre de travailleurs occasionnels - augmentant les insécurités dans l'emploi”*

Les entreprises à forte intensité de carbone et les exploitations de combustibles fossiles font partie des entreprises mondiales les plus riches, les plus puissantes et les plus influentes. L'étude de cas suivante en Côte d'Ivoire montre comment le gouvernement a mené des dialogues pour atteindre ses objectifs en matière d'énergie renouvelable avec le secteur privé impliqué comme principale allié. IL est fait référence aux groupes commerciaux, mais l'accent a surtout été mis sur le secteur privé et les partenaires de développement. Dialogue public-privé sur les énergies renouvelables en Côte d'Ivoire avec peu ou pas de mention des syndicats, des travailleurs et des communautés

ETUDE DE CAS 9: Le dialogue public-privé sur les énergies renouvelables en Côte d'Ivoire ne fait pas mention des syndicats, des travailleurs et des communautés

“Grâce à une série de dialogues publics-privés structurés au cours des 12 derniers mois, la SFI et le ministère du Pétrole, de l'Énergie et du Développement des énergies renouvelables ont travaillé avec les parties prenantes pour identifier les principales contraintes et solutions qui aideront à atteindre l'objectif NDC de 42% d'énergie renouvelable d'ici 2030. Les dialogues ont concerné des parties prenantes internationales et locales, y compris des ministères, des banques, des groupes commerciaux, la société civile et des entreprises privées. Les partenaires de développement comprenaient entre autres la SFI, la Banque mondiale, la BAD, le Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, la Banque européenne d'investissement, l'Union européenne (UE), l'Agence française de développement, la GIZ, l'Agence japonaise de coopération internationale, KfW (Banque allemande de développement), l'Agence américaine pour le développement international (USAID), l'Agence des États-Unis pour le commerce et le développement et la Banque ouest-africaine de développement.

À ce jour, la SFI et le ministère du Pétrole, de l'Énergie et du Développement des énergies renouvelables se sont engagés dans trois activités principales dans le cadre du processus de la feuille de route.

- Un événement de lancement du 14 au 15 décembre 2017 à Abidjan, auquel ont participé plus de 100 participants provenant de compagnies d'électricité, de régulateurs, d'agences gouvernementales, de partenaires de développement, de développeurs de projets, de distributeurs, de banques, d'investisseurs et d'autres entreprises privées..
- Un atelier de groupe de travail du 27 février au 2 mars 2018, organisé par la SFI, pour obtenir la contribution des acteurs des énergies renouvelables. Les consultations directes sur les actions potentielles étaient à l'ordre du jour dans leur feuille de route. Des solutions clés préliminaires ont été identifiées durant de tables rondes lors de cet atelier. Ces solutions ont été vérifiées lors de discussions bilatérales avec les parties prenantes avant et après l'atelier.
- Du 7 au 9 mai 2018, la SFI a organisé un deuxième atelier de groupe de travail pour valider les solutions identifiées, les structurer efficacement et rechercher des champions pour les faire avancer”

(International Finance Corporation, 2018).

Aucune mention n'est faite de toute forme de plateforme d'engagement communautaire ou des travailleurs. Les syndicats, en tant que représentants des travailleurs et des syndicats, doivent occuper le siège dominant du secteur privé dans ces plates-formes de dialogue. Les syndicats devront utiliser ou créer leurs propres leviers pour contrebalancer l'influence du secteur privé. La formation d'alliances guidées par des exercices de cartographie des parties prenantes en est un exemple. Comme le montre l'exemple de la Côte d'Ivoire, les bailleurs de fonds internationaux sont toujours très appréciés dans ces discussions et pourraient constituer un point d'entrée pour les syndicats.

## D. LES BAILLEURS DE FONDS INTERNATIONAUX

Les bailleurs de fonds internationaux sont l'un des groupes de parties prenantes avec lesquels des alliances peuvent être nouées. Compte tenu du niveau de financement international sur le continent, des ministères tels que le ministère des Finances entretiendront des relations solides avec les donateurs internationaux. Les donateurs, à leur tour, auront indirectement une forte influence sur l'élaboration des politiques. Étant donné que le changement climatique représente un défi mondial, les bailleurs de fonds exerceront une pression croissante sur les gouvernements pour qu'ils passent à des énergies renouvelables plus propres. Cela encourage les syndicats, mais leurs politiques ne doivent pas devenir la direction politique dominante. Mbirimi (2017) explique que de nombreuses politiques conçues avec l'aide d'organisations Internationales mettront beaucoup l'accent sur les émissions de carbone, ce qui conote un défi dans la région. Si de telles politiques devaient être élaborées dans le cadre de la prise de décisions conjointes en

matière de main-d'œuvre, l'accent pourrait être mis sur le vrai défi de la pauvreté et des inégalités. L'AIE (2014) identifie plusieurs initiatives multilatérales et bilatérales qui existent sur le continent:

Un certain nombre d'initiatives multilatérales et bilatérales interagissent avec les plans nationaux, telles que: l'initiative américaine PowerAfrica; Initiative Énergie durable pour tous; Initiative de développement énergisant (Union européenne); Energy + (Norvège, Royaume-Uni et autres); Programme EnDev (Allemagne, Norvège et autres). Les objectifs 2020 du partenariat Afrique-UE pour l'énergie et son programme connexe visant à développer les marchés des énergies renouvelables (le programme de coopération Afrique-UE pour les énergies renouvelables) sont un exemple de coopération politique. En outre, il existe un large éventail d'initiatives menées par la société civile qui sont souvent conformes aux objectifs énergétiques nationaux sans nécessairement y être explicitement liées (AIE, 2014: 73).

La question de genre est également une question urgente au sein de la communauté des donateurs. Cela est un autre levier vital par lequel les syndicats peuvent faire pression sur les gouvernements. On dit que la Tanzanie, par exemple, n'aurait pas développé de plan d'action pour l'égalité des sexes sans l'insistance de la Banque mondiale (ENERGIA, 2019). L'élaboration de telles politiques ne doit pas être envisagée différemment des politiques intergouvernementales régionales. La société civile, les associations de travailleurs et de consommateurs devraient faire partie du processus de développement.

## E. LES RESEAUX DE SOLIDARITE

Si les syndicats, les organisations de la société civile et les universités se réunissent et alignent leurs efforts, le mouvement pour une transition juste peut gagner un poids considérable. Cela donnera l'occasion d'approfondir les débats, d'apprendre des expériences des travailleurs et des communautés et de mener des recherches indispensables. Les réseaux de solidarité entre les organisations et les syndicats locaux et internationaux créent des opportunités indispensables d'information, de partage et d'apprentissage.

Le Nigéria dispose d'un très bon réseau de solidarité locale entre le Congrès du travail nigérian et l'organisation du mouvement social, Environment Rights Action. Le projet est même considéré comme le premier dans un pays en développement et est décrit ci-dessous.

ETUDE DE CAS 10: Partenariats forts entre les organisations du travail et les mouvements sociaux au Nigéria

“Le Congrès du travail nigérian travaille à l'élaboration de concepts et de cadres pour une transition juste dans les secteurs pétrolier et agricole au Nigéria. L'un de leurs principaux objectifs est également de renforcer le partenariat entre les organisations syndicales et les mouvements sociaux. - La partie la plus importante de ce projet est qu'il nous donne l'occasion de voir où se trouve la base de connaissances des travailleurs, de la communauté et des décideurs politiques sur la question de la transition juste, explique Hauwa Mustapha. Hauwa Mustapha est la coordinatrice du changement climatique pour le Nigerian Labour Congress (NLC). Avec l'organisation de mouvement social Environment Rights Action (ERA), ils sont les deux partenaires d'exécution d'un nouveau projet de transition juste au Nigéria. Le projet est soutenu par le Just Transition Centre, le fonds de solidarité syndical néerlandais et Friends of the Earth Netherlands (FNV).

Dans toute l'Afrique et en particulier au Nigéria, l'accapement des terres, la destruction des moyens de subsistance et l'introduction d'OGM par les sociétés transnationales déplacent des dizaines de milliers de petits agriculteurs ayant les implications pour les travailleurs agricoles et les communautés touchées. En particulier, la déforestation, la destruction des moyens de subsistance et les impacts sur les communautés des activités extractives des sociétés pétrolières et gazières transnationales contribuent à la dégradation de l'environnement et aux violations des droits de l'homme. Par conséquent, la défense des droits des communautés et les luttes pour la justice climatique sont en corrélation avec les luttes des travailleurs pour leur droit à un emploi décent et à des conditions de travail décentes. - Nous pouvons parler de transition juste, mais nous ne pouvons pas supposer que les parties prenantes nécessaires comprennent même le concept de transition juste tel que nous le pensons dans les syndicats, affirme Mustapha.

Le projet est le premier du genre au Nigéria et dans un pays en développement. Cette collaboration entre la société civile et le travail vise à aboutir à la fois à un résultat juste pour les travailleurs et les communautés dans la transition loin des combustibles fossiles, et à une transition plus rapide. - C'est vraiment différent, affirme Huawa lorsque nous demandons en quoi le travail avec une transition juste dans un pays en développement diffère du processus dans les pays industrialisés. - Le concept restera le même. L'objectif que nous voulons atteindre restera le même. En fait, même la processus ou la façon dont nous voulons y arriver seront fondamentalement les mêmes. Mais une chose qui est essentiellement différente est le rythme auquel nous avançons. Parce que les ressources et la capacité d'exiger une transition réussie ne sont pas les mêmes. Je veux dire, nous sommes très éloignés en termes de capacité et de ressources disponibles pour nous conduire vers une économie sobre en carbone à travers une transition juste

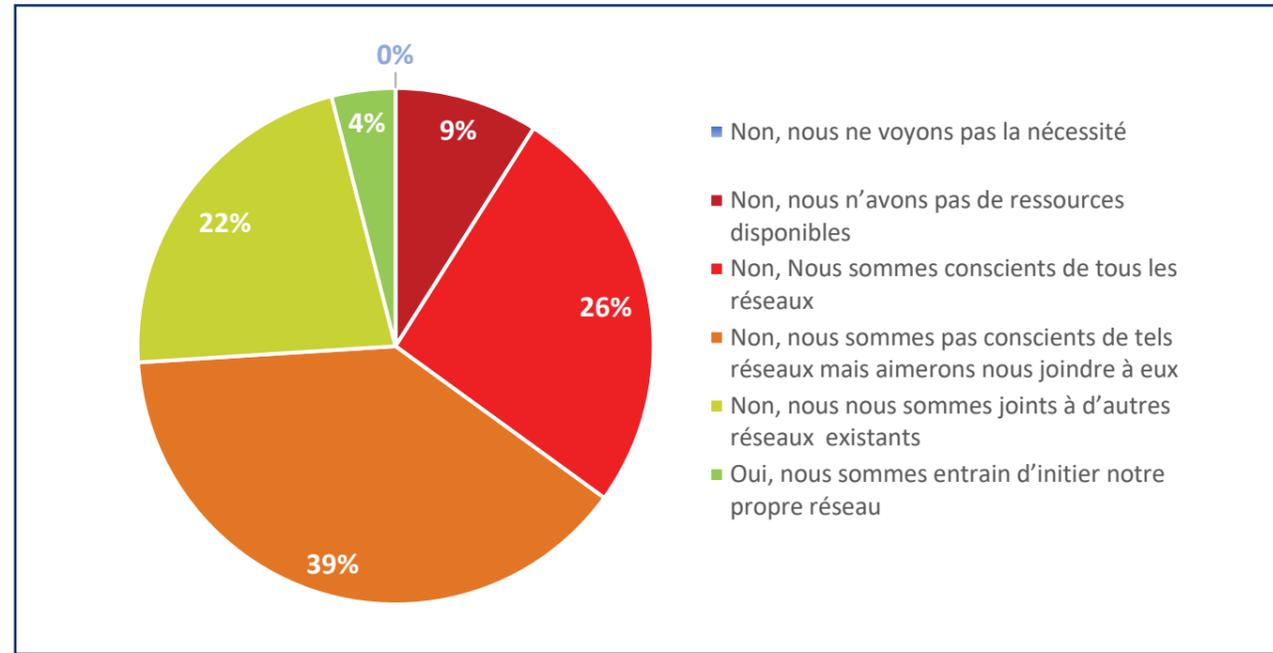
Mustapha souligne que le dialogue social est fondamental pour une transition juste, mais il n'a pas encore vraiment commencé: - Nous n'avons pas atteint le niveau requis de dialogue social entre les syndicats, les communautés et les décideurs politiques.

Le gouvernement a invité le NLC à ... élaborer une feuille de route nationale décrivant les plans d'action pour la domestication de la Déclaration internationale de Silésie sur une transition juste afin de tracer une nouvelle économie à faibles émissions de carbone et d'accompagner le point de vue des travailleurs sur la mise en œuvre de la NDC et des instruments de politique intérieure connexes, souligne Mustapha. - Mais cette reconnaissance du travail de NLC n'a pas été sans lutte, dit Mustapha” (Just Transition Center, 2019: 9-10)

Comme on peut le remarquer, le réseau fournit le soutien aux partenaires internationaux de développement, ce qui illustre la manière dont les parties prenantes extérieures au secteur privé peuvent joindre leurs efforts et leurs ressources. Ceci est particulièrement important compte tenu du fait que les ressources et les capacités sont limitées dans le contexte africain. IL ne faut jamais oublier que la crise climatique est une crise urgente et que tout doit être fait pour y faire face en tant que telle. La formation d'alliances et la mise en commun des ressources offrent une opportunité très importante.

Dans le cadre de l'enquête Définir une transition juste, il a été demandé aux syndicats si en plus d'IndustriALL, ils faisaient partie d'autres réseaux de partage d'informations. Seulement 26% ont indiqué qu'ils faisaient partie d'autres réseaux, tandis que 39% ont déclaré qu'ils aimeraient faire partie de ces réseaux, mais n'avaient aucune connaissance à propos. (figure 11).

Figure 11: En plus d'IndustriALL, êtes-vous actuellement membre d'autres réseaux de partage d'informations qui peut être considéré comme une source d'information pour vous pour une transition juste?



Source: IRENA, 2018

Ceux qui ont indiqué faire déjà partie d'autres réseaux de partage d'informations venaient pour la plupart d'Afrique du Sud dans le cadre de programmes dirigés par le gouvernement ou les syndicats. Mbirimi (2017) indique que certaines des connaissances immédiates que les syndicats peuvent obtenir comprennent:

- L'économie et la politique du développement à faible émission de carbone;
- Les coûts et avantages de la transition vers des systèmes énergétiques à faible émission de carbone et comment les coûts de l'ajustement pourraient être équitablement partagés;
- Les avantages et les inconvénients des technologies d'énergies renouvelables, et comment les membres des syndicats pourraient tirer parti des opportunités des technologies renouvelables...;
- Les défis du changement climatique et réponses politiques à celui-ci; par exemple, l'augmentation probable du protectionnisme commercial.
- Mesures de lutte contre la précarité énergétique (Mbirimi, 2017: 52).

Bien que ce sujet de recherche aborde certains de ces préoccupations, il est à une échelle beaucoup plus large. Les discussions évoquées dans ce document doivent être ramenées au niveau local dans chaque pays. Il est par la suite avantageux pour les syndicats de localiser les organisations de la société civile, les institutions universitaires ou les syndicats qui ont déjà mené des travaux dans leur contexte. Les efforts peuvent être combinés pour exercer plus de pression. Au niveau régional, une participation continue et active au REASS garantira une solidarité régionale irremplaçable.

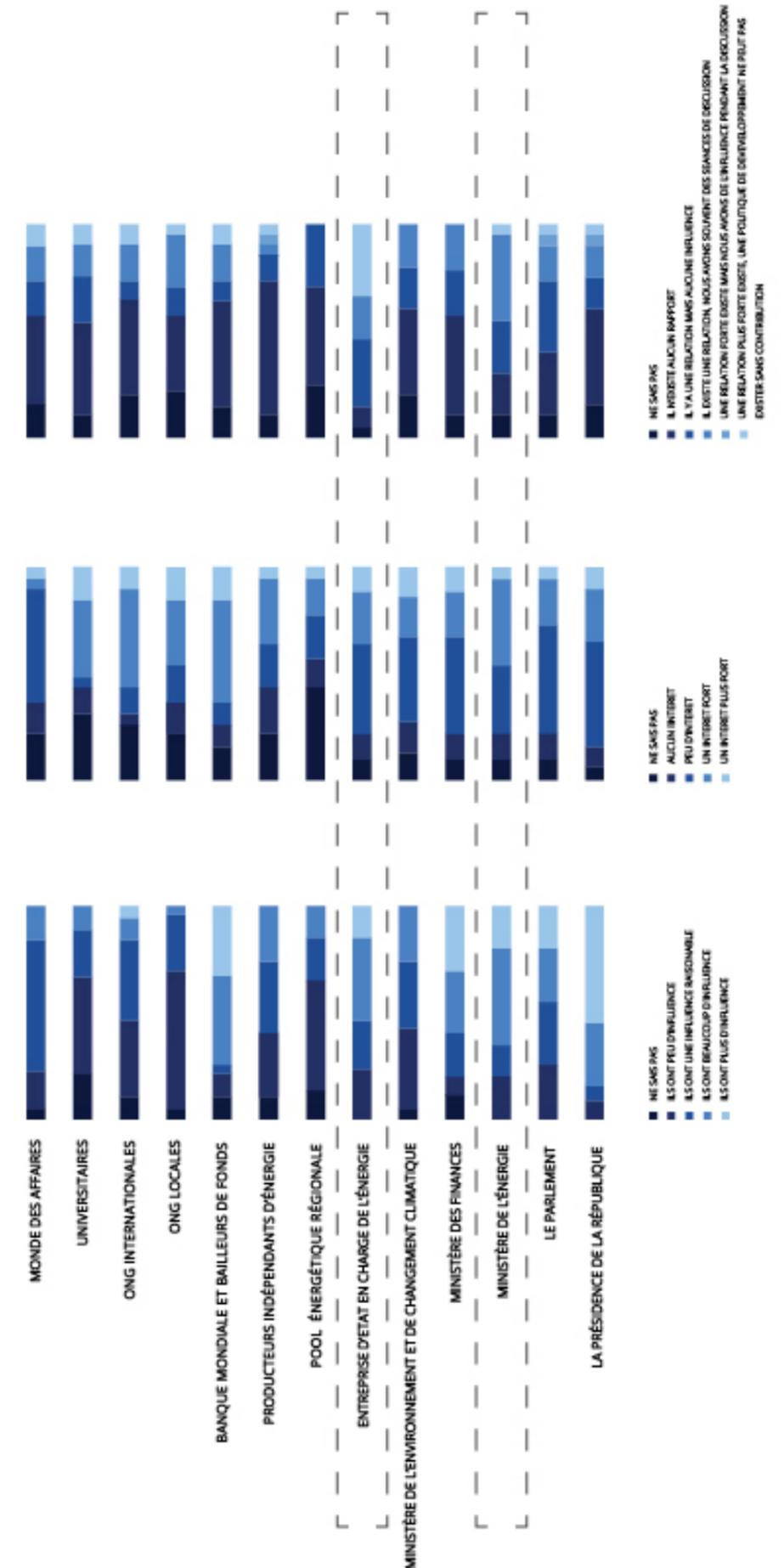
## COMMENT POUVONS-NOUS IDENTIFIER ET DRESSER UNE CARTOGRAPHIE DES DIFFÉRENTES PARTIES PRENANTES?

La cartographie des différentes parties prenantes ou l'analyse de l'économie politique peuvent aider les syndicats à identifier qui peuvent être des alliés et des champions potentiels de la transition juste dans leur pays et qui pourraient s'opposer au processus (IISD, 2018A). Les trois questions qui guideront un exercice de cartographie des parties prenantes sont conformes à celles posées dans l'enquête Définir une transition juste:

- Comment évalueriez-vous le niveau d'influence politique des acteurs sur le développement de la politique énergétique dans votre pays?
- Comment évalueriez-vous la volonté des acteurs pour soutenir une transition énergétique juste?
- Veuillez évaluer la relation que vous entretenez avec les acteurs concernés

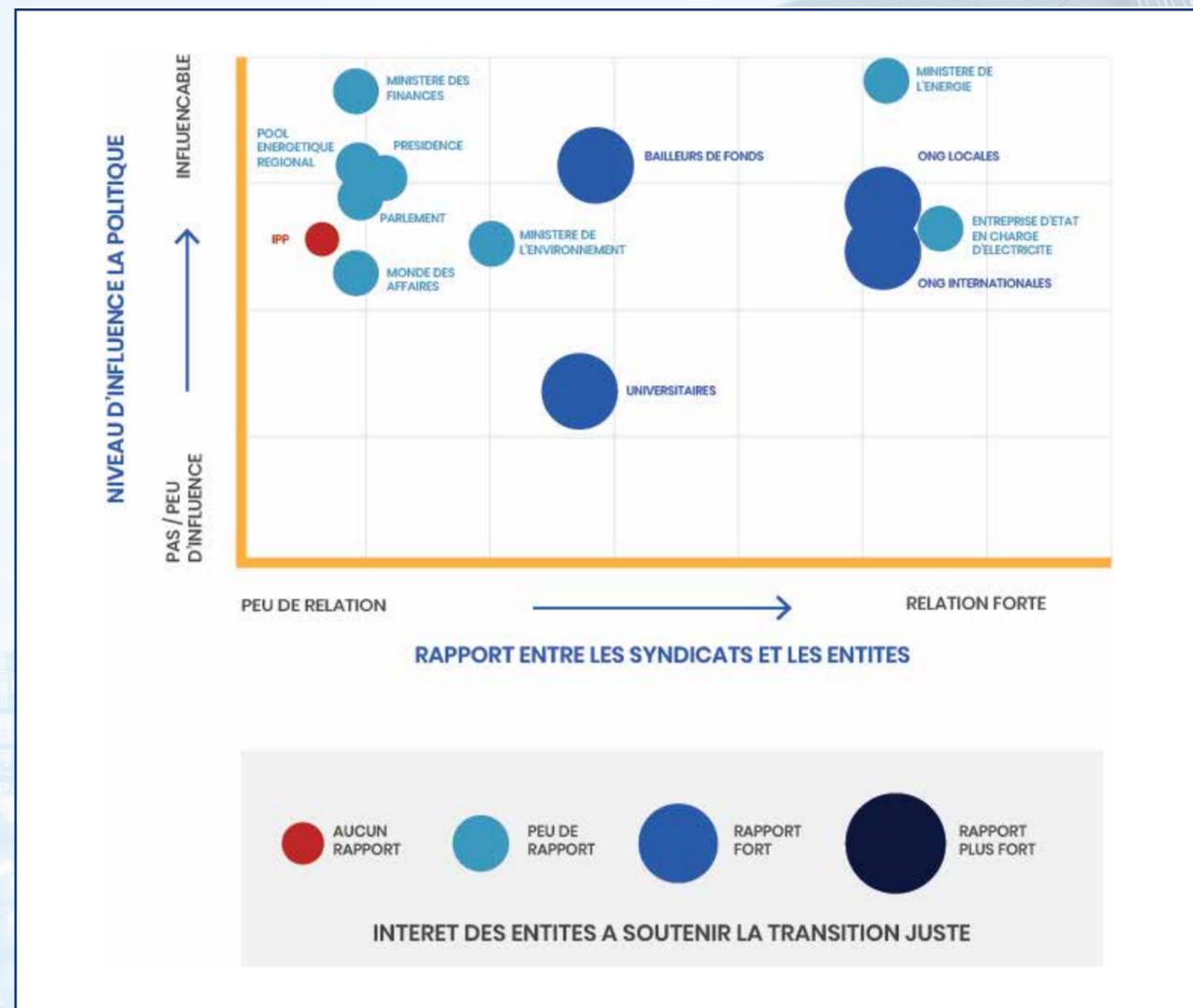
La figure ci-dessous illustre les résultats de toutes les réponses à l'enquête reçues. Le profil de chaque partie prenante diffère entre les trois variables; leur niveau d'influence politique, leur volonté de soutenir une transition juste et leurs relations avec les syndicats. On constate, par exemple, que 56% des syndicats ont déclaré que la présidence avait le plus d'influence politique. Si l'on considère leur volonté de soutenir une transition juste et leurs relations avec les syndicats, ce pourcentage diminue cependant. Les sociétés énergétiques publiques et le ministère de l'Énergie, quant à eux, ont une forte note positive pour les trois variables. Ces deux parties prenantes pourraient ainsi encourager les syndicats à jouer leur rôle. Il y a aussi des parties prenantes telles que la Banque mondiale et les bailleurs de fonds internationaux qui ont une forte influence politique et montrent une volonté de soutenir une transition juste. L'amélioration des relations avec ces organisations devrait également être envisagée.

## CARTOGRAPHIE DES PARTIES PRENANTES



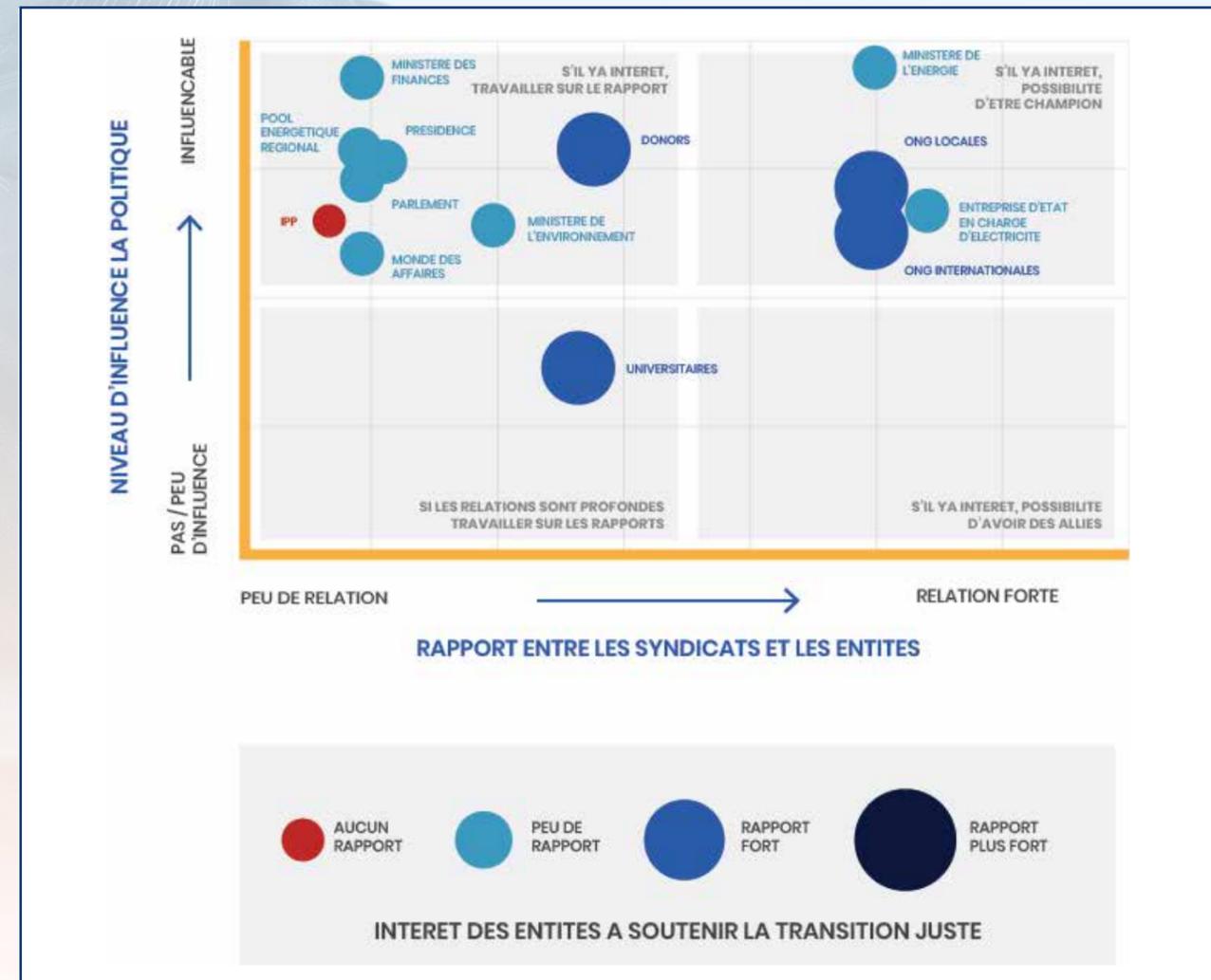
Chaque pays peut développer son propre engagement ou réseau d'acteurs influence-intérêt guidé par ses réponses aux questions posées dans l'enquête. Pour illustrer cela, nous avons utilisé les réponses de l'une des enquêtes soumises.

Figure 12: Cartographie des acteurs d'Influence-Intérêt-Engagement



Pour aller plus loin dans l'analyse, nous avons indiqué quelles zones de la zone de traçage représentent les actions possibles.

Figure 13: Cartographie des acteurs d'Influence-Intérêt-Engagement avec zone d'intervention



En adoptant cette approche simple, les syndicats peuvent identifier leurs points de vue et les personnes à qui ils peuvent s'adresser comme champions et alliés potentiels. Dans l'exemple ci-dessus, cela pourrait impliquer le ministère de l'Énergie, les entreprises publiques et les ONG. Les alliés possibles sont représentés dans le milieu universitaire, mais les syndicats devront travailler sur la relation. L'exemple donné permet également de conclure que les producteurs indépendants d'électricité (PIE) doivent être abordés avec prudence car ils sont assez influents mais manifestent peu d'intérêt en faveur d'une transition juste.

Les réponses détaillées reçues dans l'enquête Définir une transition juste montrent que les syndicats connaissent assez bien les acteurs dans leurs pays respectifs. Les affiliés du REASS peuvent mener des exercices de cartographie similaires pour leurs pays respectifs et planifier l'approche de transition juste en conséquence. Si les syndicats ont des difficultés à identifier les parties prenantes concernées, ils peuvent également utiliser des articles dans les médias, des groupes de discussion et des entretiens pertinents (IISD, 2018A). Cette approche de cartographie peut être étendue pour prendre en compte des facteurs tels que le genre, le niveau de bonne gouvernance ou la volonté de coopérer entre les ministères.

# L'EMPLOI DECENT EN FAVEUR DES TRAVAILLEURS ET LES COMMUNAUTES AFFECTEES RESTE UNE PREOCCUPATION MAJEURE POUR UNE TRANSITION JUSTE – QUE POUVONS NOUS DONC FAIRE POUR Y PARVENIR?

Dans sa forme la plus simple, une transition énergétique juste ne laissera aucun travailleur sans emploi décent ni aucune communauté touchée sans économie durable. Les emplois sont donc au cœur d'une transition énergétique juste. Les syndicats doivent avoir une vision claire des opportunités et des menaces dans le cadre d'une transition énergétique juste. Comme l'un des dix arguments pour une transition juste en ASS, nous avons illustré le potentiel de création d'emplois des énergies renouvelables. Cette section va plus loin dans l'argumentation et identifie les exigences nécessaires qui garantiront des emplois décents pour tous. Le défi en Afrique subsaharienne

n'est pas principalement le développement des programmes d'ajustement du marché dans le cadre d'une transition vers les combustibles fossiles, mais plus encore la manière de négocier des accords au sein de nouvelles industries. Même si un nouveau départ peut signifier la création de nouveaux emplois, l'emploi dans les énergies renouvelables comporte un nouvel ensemble de défis. Cette section examine ensuite le type d'emplois, le rôle de la technologie, la situation géographique, les nouvelles opportunités de création d'emplois et la composante genre d'une transition énergétique juste. Il répond également aux demandes plus larges telles que la protection des personnes vulnérables et l'élaboration des politiques industrielles qui font partie d'une transition juste.

## LES DONNEES SERONT NECESSAIRES POUR SAVOIR PAR OU VIENDRA CETTE JUSTE TRANSITION

La première étape de la planification d'une transition juste consiste à savoir ce qui doit être planifié et le lieu. IL n'est pas possible d'élaborer des politiques du travail adéquates si ceux qui risquent d'être affectés ne sont pas reconnus. IL existe quatre principaux domaines dans lesquels la disponibilité de données et d'informations précises contribuera à une transition douce et juste.

La première composante de données représente le profil du marché du travail. L'âge, les compétences et les niveaux d'éducation de la main-d'œuvre existante doivent être évalués (UCT Energy Research Center, 2019). Une transition juste n'est pas une procédure du jour au lendemain. Une transition juste sera un processus continu qui doit constamment être ajusté. La technologie continuera de s'améliorer et certains défis disparaîtront tandis que de nouveaux problèmes feront surface. S'il s'avère qu'une grande partie de la main-d'œuvre actuelle est sur le point de prendre sa retraite au cours de la prochaine décennie, des programmes de transition devraient être élaborés en conséquence. COBENEFITS (2019A) fournit un exemple pertinent situé en Afrique du Sud:

---

*"Par exemple, l'âge médiane estimé des mineurs de charbon à Mpumalanga est de 38 ans. Cela signifie qu'une partie de la main-d'œuvre actuelle approchera de l'âge de la retraite d'ici 2040, lorsqu'une grande partie des centrales au charbon atteindront la fin de leur durée de vie technique supposée et que les mines associées subiraient des fermetures. Les coûts de redéploiement, de préretraite et de recyclage ne peuvent être évalués qu'à travers des informations plus détaillées et en reconnaissant les prochaines fermetures d'infrastructures charbonnières" (COBENEFITS, 2019A: 23)*

---

Le deuxième élément concerne l'état des infrastructures et des unités énergétiques existantes (UCT Energy Research Center, 2019). Si les infrastructures de distribution existantes nécessitent des mises à niveau coûteuses, cela renforce les arguments en faveur d'une fourniture d'énergie décentralisée dans certaines régions. De même, si les unités d'énergie fossile existantes ont atteint la fin de leur durée de vie, cela offre l'opportunité de passer naturellement aux énergies renouvelables.

La troisième source d'information est constituée des évaluations nationales et de la cartographie des emplacements potentiels des énergies renouvelables. Mbirimi (2017) explique que cela pourrait stimuler davantage d'investissements dans le secteur. IL a également une importance en termes de création d'emplois et indiquera où des emplois potentiels peuvent être créés et où des pertes peuvent survenir.

Le quatrième ensemble d'informations concerne les impacts du changement climatique et, en conséquence indirecte, les opportunités d'emploi. Les inondations et autres catastrophes liées au changement climatique auront une incidence directe sur les communautés. Pour atténuer ces effets, il est d'abord nécessaire d'évaluer qui est le plus touché et ensuite ce qui peut être fait pour diminuer leur vulnérabilité. Des plafonds adéquats, des chauffe-eau solaires, des panneaux solaires, des réservoirs d'eau et des jardins potagers sont autant d'interventions qui pourraient aider les communautés en situation de catastrophe (AIDC, 2017). La fourniture de ces équipements peut, à son tour, être une grande source de création d'emplois. Si les données peuvent contribuer positivement à la planification et au développement, il convient également de mettre en garde. L'industrie 4.0 repose dans une large mesure sur la disponibilité de données, y compris celles des travailleurs. Cela crée de graves problèmes de confidentialité, comme décrit lors de la récente conférence de la quatrième révolution industrielle 4IR Global Labor University (GLU) qui s'est tenue en Afrique du Sud:

---

*"Les données et l'intelligence artificielle sont au cœur de l'économie numérique. À qui appartiennent ces données et quels en sont les effets sur les travailleurs? Nous sommes déjà confrontés à des problèmes de biométrie sur les lieux de travail. Les employeurs utilisent des systèmes de surveillance pour empiéter sur la vie privée des travailleurs. Nous avons besoin d'études qui nous informeront sur la manière de réagir au 4IR" (Ruth Ntlokotse, deuxième vice-présidente de NUMSA, siège à IndustriALL 2019B).*

---

Ces préoccupations soulèvent une demande importante en matière de formation. Il devrait y avoir une formation et une transparence pour tous les travailleurs concernant la confidentialité des données au sein de leur entreprise.

## QUE PROMOUVONS, INITIATIONS ET DEMANDONS NOUS?

- 01 Tous les acteurs impliqués, y compris nous-mêmes, doivent collecter des données relatives au profil d'emploi, aux infrastructures existantes, au potentiel d'énergie renouvelable et aux communautés vulnérables pour éclairer leur planification de transition juste.
- 02 Nous devons négocier des accords qui cartographieront les besoins en compétences dans le secteur de l'énergie en transition.
- 03 Les universités, les ONG et le secteur privé sont tous des acteurs dont les partenariats peuvent être développés pour obtenir ces informations.
- 04 Les études d'impact doivent être menées par toutes les parties prenantes concernées et des mesures d'atténuation doivent être mises en place avant le début des transitions.
- 05 Les syndicats doivent exiger la protection des droits des travailleurs et des communautés à l'information, à la formation, à l'éducation et à la vie privée. La formation et la transparence concernant la confidentialité des données doivent être une priorité pour tous les travailleurs.



Prenons l'énergie solaire comme exemple. Les centrales solaires nécessiteront la construction et l'installation de centrales de production, la construction et l'exploitation de réseaux intelligents ainsi que l'entretien et la réparation par la suite. La plupart des emplois seront dans les phases de construction initiales, mais l'entretien et les réparations nécessiteront également un grand nombre d'emplois. Des types d'emplois tels que des électriciens, des techniciens et des ingénieurs seront nécessaires. Ce qu'il faut à tout prix éviter, c'est ce que (COBENEFITS, 2019B) appelle les cycles de compétences «boom-bust» en Afrique du Sud:

**“La pénurie actuelle de compétences dans le domaine des énergies renouvelables est en partie le résultat des cycles «boom-ralentissement» qui se sont produits dans les processus d'achat; par exemple, sous l'effet du REIPPPP, les projets sont souvent construits simultanément, créant des augmentations brusques et à court terme de la demande de compétences” (COBENEFITS, 2019B: 20)**

L'espacement des projets permettra une demande de compétences plus stable et la création d'emplois permanents. La planification du projet doit autant que possible tenir compte de ces impacts. Le fait de désigner les emplois de construction, d'entretien et de réparation comme des fonctions municipales garantira que les travailleurs occupent des emplois permanents plutôt que temporaires (AIDC, 2017). COBENEFITS (2019A) réitère ces opportunités d'emploi basées sur les municipalités et affirme que là où les IPP sont présents, ils devraient être autorisés à déléguer des emplois liés à leur responsabilité sociale d'entreprise aux municipalités.

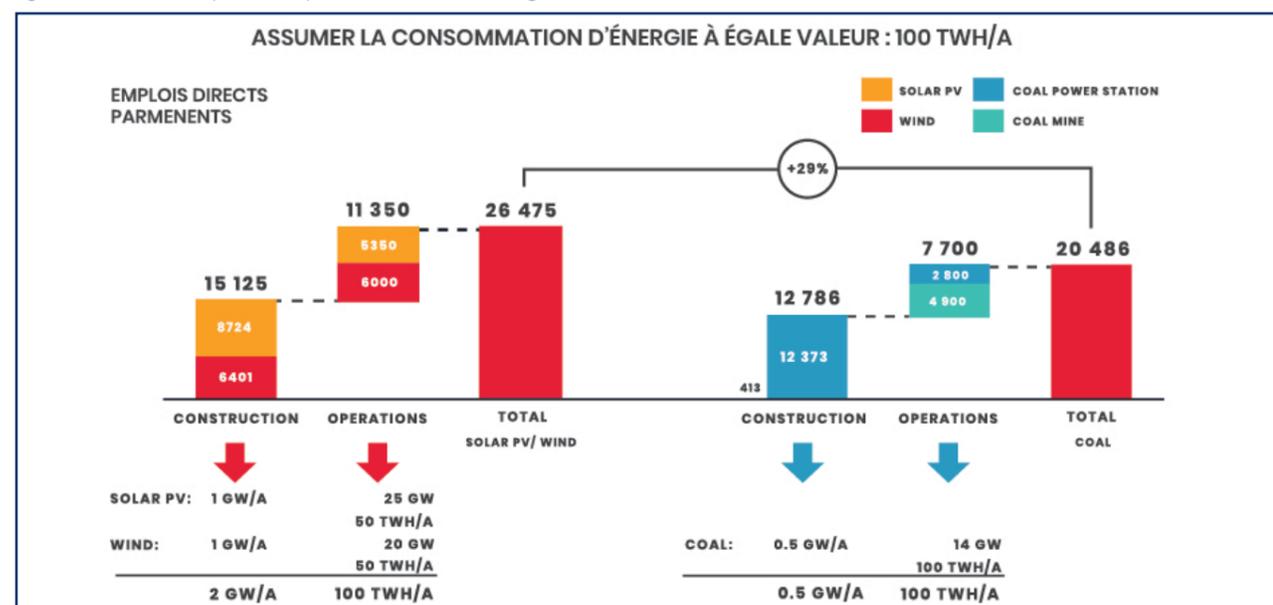
La prochaine question à se poser est de savoir quels niveaux de compétences seront nécessaires dans les énergies renouvelables. Mbirimi (2017) fait allusion au fait que le secteur des énergies renouvelables pourrait produire des emplois largement hautement qualifiés. Sur la base du contexte sud-africain, COBENEFITS (2019B) estime que 60% des emplois renouvelables requis seront qualifiés ou hautement qualifiés. ILS soutiennent que les emplois les moins qualifiés restants seront dans les secteurs de l'agriculture et des mines. En plus de ces secteurs, la fabrication de composants de base pourrait stimuler la création d'emplois dans des emplois peu qualifiés. La construction, l'installation et l'entretien des projets seraient l'autre composante contributive (Mbirimi, 2017). L'étude de cas ci-dessous fournit des exemples d'emplois verts qui pourraient être créés en Ouganda grâce aux énergies renouvelables.

ETUDE DE CAS 11: Les emplois dans l'EnergGreen enieie Verte en Ouganda, techniciens solaires, accesseurs d'énergie, etc.

## LES TYPES D'EMPLOIS QUI SERONT CREES SERONT IMPORTANTS

La structure des emplois entre les énergies fossiles et renouvelables sera différente. Les énergies renouvelables représenteront une composition différente de secteurs économiques. Certains soutiennent que les énergies renouvelables ont besoin de plus d'emplois dans la construction et la fabrication, où les emplois dans la production thermique sont concentrés dans l'exploitation et l'approvisionnement en carburant. Des auteurs comme Bischof-Niemz (2019A) affirment par contre qu'il y a non seulement plus d'emplois à créer dans les phases de construction, mais aussi dans l'exploitation et la maintenance. Il fournit l'illustration ci-dessous pour montrer le nombre d'emplois directs permanents créés dans le solaire PV / éolien par rapport au charbon.

Figure 14: Nombre d'emplois créés pour consommer une énergie de 100 TWh/a



Bischof-Niemz (2019A)

**“L'Ouganda a un déficit énergétique global et le gouvernement a donné la priorité à une efficacité énergétique. Une formation est nécessaire à différents niveaux dans le secteur de l'énergie, sur les nouvelles sources d'énergie et les technologies de production, l'efficacité et les technologies énergétiques et la production d'énergie renouvelable. Les principaux secteurs des professions vertes sont l'agriculture, l'énergie, l'eau et l'environnement, les industries manufacturières, les transports, le commerce et la foresterie.**

**Des techniciens solaires seront nécessaires pour le développement de la technologie solaire, ainsi que des aspects d'installation et de maintenance. Des accesseurs énergétiques seront nécessaires pour évaluer les pertes de puissance / énergie, à travers des connexions illégales et une transmission et une distribution inefficaces. Les installateurs de technologie verte, les électriciens propres et les rénovateurs, ainsi que les tuyauteurs, les plombiers et les travailleurs de la chaîne de fabrication d'automobiles à énergie propre seront essentiels. Les comptables / auditeurs verts seront éventuellement sollicités comme évaluateurs de l'efficacité monétaire associée aux initiatives vertes; cependant, cela n'existe pas encore en Ouganda.**

**En ce qui concerne la question de genre, les nouvelles professions vertes sont dominées par les hommes, surtout en ce qui concerne les énergies renouvelables. Cependant, les femmes dominent les initiatives en agriculture biologique - bien que ce soit le seul domaine d'emploi vert auquel c'est le cas ici” (Strietska-Ilina et al. 2011: 412).**

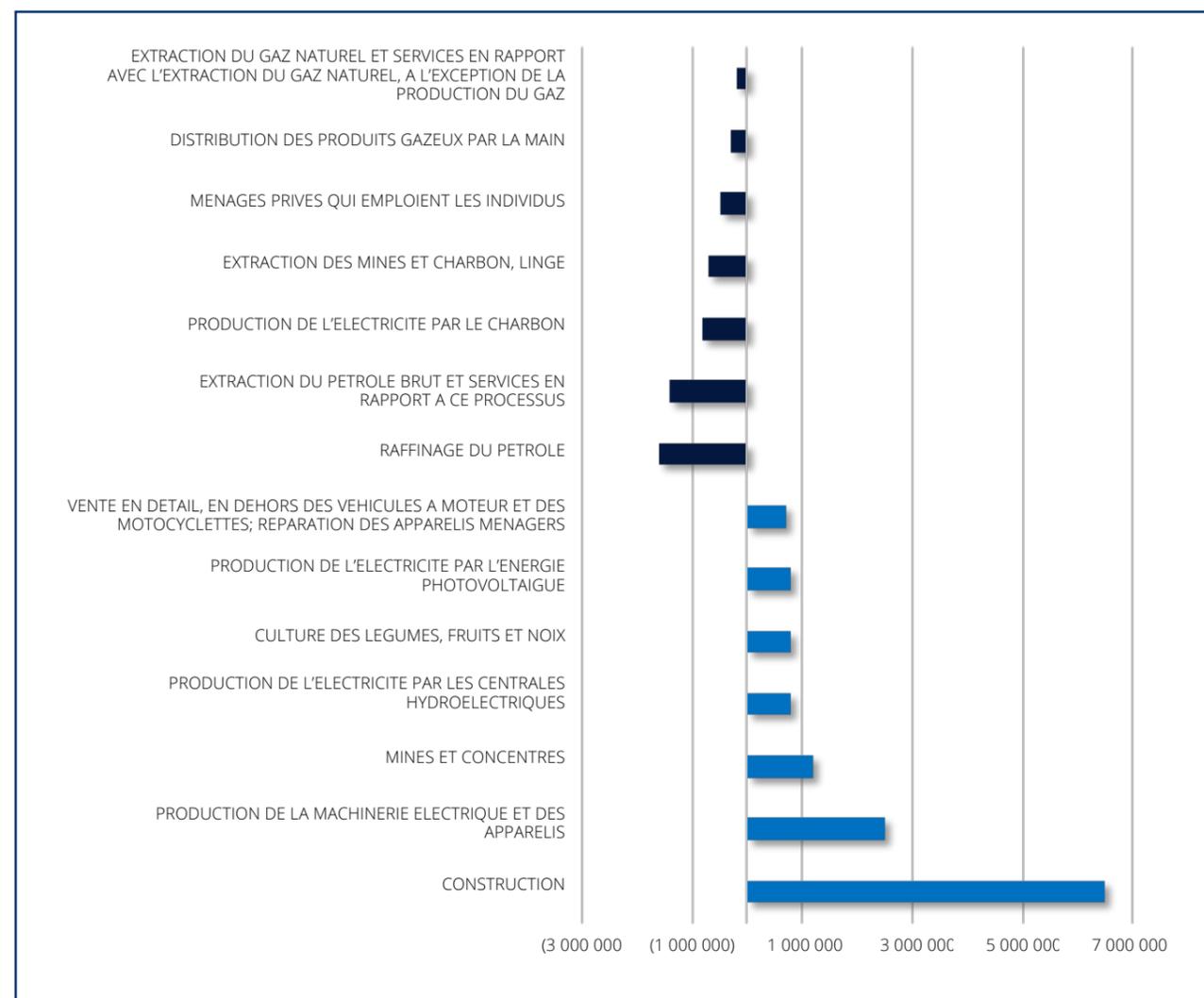




Les techniciens solaires, les évaluateurs d'énergie, les installateurs de technologie, les électriciens qualifiés, les rénovateurs, les tuyauteurs, les plombiers et les travailleurs de la chaîne de fabrication d'automobiles à énergie propre sont tous des exemples d'emplois liés aux énergies renouvelables pour lesquels la demande dans les pays pourrait augmenter.

Au niveau mondial, l'OIT (2018) présente le résumé suivant des secteurs susceptibles d'être touchés par une transition vers une énergie durable.

Figure 15: Secteurs les plus affectés par la transition de la durabilité du secteur énergétique ( nombre d'emplois)



Source: LRS adaptation of ILO (2018) data

Cette estimation mondiale indique que l'essentiel du potentiel de création d'emplois sera dans la construction et le secteur manufacturier. Ce dernier sera axé sur les machines et appareils électriques. COBENEFITS (2019B) identifie les utilisateurs intensifs en électricité tels que le secteur chimique et les produits métalliques comme les principaux employeurs des secteurs manufacturiers. Bien qu'il y ait une diminution de l'extraction du charbon, l'OIT (2018) estime qu'il y aura une augmentation d'autres formes d'exploitation minière telles que le cuivre, le nickel, le fer et d'autres minerais non ferreux et métalliques. Ce sont des intrants qui pourraient être utilisés pour les véhicules électriques et les machines. On prévoit que l'hydroélectricité, l'agriculture et l'énergie solaire photovoltaïque contribueront davantage à la création d'emplois. Les secteurs du pétrole et du charbon devraient enregistrer les pertes d'emplois les plus élevées (ibid.).

En plus des emplois directs qui seront créés, une attention doit également être accordée à l'effet d'entraînement que la création d'emplois peut avoir. Dans les projections d'emplois, le nombre d'emplois créés par un type d'énergie est souvent compté comme la somme des emplois directs, indirects et induits. Les emplois directs sont ceux créés directement sur place tels que la construction ou la maintenance. Les emplois indirects représentent les emplois créés par la demande de ressources comme les matériaux de construction. Les emplois induits sont lorsque les travailleurs, à leur tour, dépensent leur salaire pour des services tels que le transport ou des biens tels que la nourriture. L'utilisation de cette méthode illustre l'effet multiplicateur de l'emploi au sein d'une économie. Le potentiel de création d'emplois plus large, associé aux énergies renouvelables, sera réparti dans l'ensemble de l'économie, mais également concentré dans la fabrication de base, l'ingénierie, les équipements de transport, les services publics, la construction et leurs chaînes d'approvisionnement (Federation Syndicate Europeen, 2018).

Comme dit dans les dix arguments de transition juste, il y a en aussi des emplois qui seront créés grâce à l'écologisation mondiale des économies. L'AIDC (2017) décrit un tel exemple situé dans le Cap occidental, en Afrique du Sud. Un projet d'isolation des plafonds a créé de nombreuses possibilités d'emploi pour les membres de la communauté sans emploi tout en leur enseignant de nouvelles compétences. Si de tels projets s'étendent dans un pays, ils peuvent créer des milliers d'emplois (ibid.).

## QUE PROMOUVONS, INITIONS ET DEMANDONS NOUS?

**01** En tant que syndicats, nous devons exiger la création d'emplois décents par des actions telles que:

- Des efforts devraient être faits pour espacer les projets d'énergie renouvelable et éviter une forte augmentation de la demande de compétences à court terme. Cela donnera une opportunité de créer des emplois permanents plutôt que des emplois temporaires dans la construction.
- La désignation des emplois de construction, d'entretien et de réparation comme fonctions municipales garantira que les travailleurs occupent des postes permanents plutôt que temporaires.

**02** Toutes les parties, y compris nous-mêmes, doivent accorder une attention particulière aux jeunes et aux nouveaux venus dans les secteurs liés aux combustibles fossiles. Ils doivent être informés des évolutions futures du secteur avant de postuler et, dans le cadre de leur contrat, disposer d'un plan de transition concret.



## UNE TRANSITION ENERGETIQUE DEVRAIT ETRE DIFFERENTE SUR LE PLAN GEOGRAPHIQUE

Les énergies renouvelables sont basées sur des ressources différentes de celles des combustibles fossiles et nécessiteront des emplacements différents. Cela présente l'avantage que de nouvelles zones pourraient bénéficier d'une stimulation économique et de possibilités de création d'emplois. D'un autre côté, certaines régions peuvent perdre leur base économique et leurs emplois si les activités liées aux combustibles fossiles prennent vie. Le potentiel d'énergie renouvelable entre les pays et les régions varie considérablement. Le Sénégal, le Gabon et l'Afrique du Sud, par exemple, ont un potentiel éolien le long de leurs côtes mais pas à l'intérieur (PNUF, 2017). Alors que l'Afrique du Sud a un potentiel solaire à l'intérieur, un pays comme le Gabon en a moins en raison de l'intérieur forestier. Ces discussions sont particulièrement importantes car les communautés et les travailleurs risquent de perdre ou de bénéficier de l'emplacement des projets.

Un exemple pris en Inde (étude de cas ci-dessous) illustre le besoin de politiques et de processus d'appel d'offres qui prennent en considération la nature géographique des ressources renouvelables. Si la fourniture d'énergie et d'infrastructures est ciblée sur les zones urbaines ou les zones plus riches, les modèles historiques de distribution d'énergie se reproduiront et la pauvreté énergétique se poursuivra.

ETUDE DE CAS 12: Partage du coût de l'approvisionnement d'énergie à travers les états riches et pauvres en Inde

**“Il existe un décalage évident entre les zones d'expansion des énergies renouvelables et les zones de production de charbon. D'une part, à l'heure actuelle, les corridors d'énergie verte largement promus, fondés sur des évaluations des ressources, semblent se concentrer sur des États assez prospères tels que l'Andhra Pradesh, le Gujarat, le Karnataka, le Tamil Nadu, le Maharashtra et l'Himachal Pradesh.**

**Il a été suggéré que les États dotés de riches ressources renouvelables fournissent une infrastructure de transmission aux États dont la charge est moindre. Cependant, c'est là que nous rencontrons un problème très central avec le secteur privé. Sa production sera limitée aux retours sur investissement, et dans ce cas, les retours sont garantis lorsque les services publics sont en mesure d'acheter de l'électricité.**

**Par conséquent, sur la base des modèles d'investissement actuels, on remarque que la plupart de ces entreprises concentrent leurs investissements vers des États plus urbanisés tels que le Gujarat, le Tamil Nadu, l'Andhra Pradesh et le Maharashtra” (TUED, 2016: 11).**



Diverses mesures pratiques et innovantes peuvent être prises pour relever le défi géographique. Dans un pays comme l'Afrique du Sud, la production d'énergie renouvelable pourrait être envisagée dans les anciennes régions minières et de production de charbon. La première étape consistera à accéder au potentiel d'énergie renouvelable, puis COBENEFITS (2019B) proposera des enchères d'énergies renouvelables spécifiques à l'emplacement dans les anciennes régions charbonnières. Bischof-Niemz, T. (2019B) fait valoir que bien que le potentiel énergétique puisse être moindre dans ces régions, les coûts de production plus élevés seront compensés par les économies réalisées à proximité des infrastructures de transport et des centres de charge établis. En Chine, les mines de charbon effondrées ont été converties en projets solaires flottants (IISD, 2018A). Les économies affectées négativement par la suppression des activités de production d'énergie précédentes peuvent également bénéficier de la création de zones industrielles spéciales pour attirer des opportunités de fabrication et des emplois (COBENEFITS, 2019B). Ces dynamiques sont examinées plus en détail dans la section suivante.

En Afrique subsaharienne, les questions litigieuses de la propriété foncière joueront cependant un rôle important. Toutes les activités liées à la production et à la distribution d'énergie sont liées à la terre (Ngwenya, Halsley, Davids & Schubert, 2017). Le développement de nouveaux projets devra porter une attention particulière à ces dynamiques. La propriété foncière offre la possibilité de canaliser les bénéfices et les revenus vers les communautés.

## QUE PROMOUVONS, INITIONS ET DEMANDONS NOUS?

01

Les syndicats et les politiques gouvernementales doivent être développées en tenant compte de la nature géographique des ressources renouvelables pour éviter de répéter les modèles historiques de fourniture d'énergie. Des solutions innovantes telles que des projets solaires flottants, des zones industrielles spéciales et la production d'énergie pourraient être envisagées dans les anciennes régions minières et de production de charbon. Tels sont des exemples de la façon dont les anciennes zones de combustibles fossiles pourraient être liées à la production d'énergie renouvelable.

02

Nous exigeons que si le secteur privé fait partie de la transition, le processus d'appel d'offres doit garantir qu'il s'engage à fournir de l'énergie pour tous et pas seulement dans des zones géographiques pratiques.

03

Toutes les parties devraient accorder une attention particulière à la question de la propriété foncière pour s'assurer que les bénéfices et les revenus sont canalisés vers les communautés.



## L'EMPLOI DANS LES INDUSTRIES MANUFACTURIERES ET TECHNOLOGIQUES DOIT ETRE CREE SUR LE PLAN LOCAL

La littérature sur la transition juste met l'accent sur l'importance de la localisation de la fabrication d'énergie renouvelable. Pour mieux comprendre pourquoi cela est important, quatre scénarios ou phases peuvent être envisagés.

### PHASE 1:

La première phase est au stade initial où les énergies renouvelables sont envisagées et commencent à entrer dans le paysage énergétique. Au cours de cette phase, les pays importeront l'équipement et les composants nécessaires. Des pays développés tels que l'Allemagne, l'Espagne et la Chine ont joué un rôle dans la fabrication de composants d'énergie renouvelable (TUED, 2012). On estime que jusqu'à 43% des emplois dans les énergies renouvelables créés jusqu'à présent l'ont été en Chine (IISD, 2018A). Dans ce scénario, tous les emplois associés à la fabrication seront situés ailleurs.

### PHASE 2:

La deuxième phase sera celle où la demande croissante de biens et la baisse des coûts de production dans les pays en développement inciteront les producteurs à se délocaliser. Dans ce scénario, certains des avantages sont partagés plus équitablement (TUED, 2012). Cependant, les emplois seront au sein de grandes sociétés multinationales privées (EMN) qui sont connues pour leur mépris des questions de travail. Cette phase crée cependant une opportunité de transfert de compétences et de formation. Les entreprises chinoises, par exemple, peuvent concéder sous licence leur technologie aux coopératives appartenant aux travailleurs moyennant des redevances raisonnables (AIDC, 2017).

### PHASE 3:

Ce scénario représente la première étape vers une transition juste lorsque les équipements d'énergie renouvelable commencent à être fabriqués localement. Dans les étapes initiales, l'accent peut être mis sur les composants de base. À titre d'exemple, les modules solaires, les onduleurs, les structures de montage telles que les rails en aluminium extrudé, les systèmes de suivi à un ou deux axes "suivez le soleil", les câbles, les connecteurs et autres composants électriques sont tous identifiés comme des composants solaires de base pouvant être considérés pour production locale (Sweeney, 2015). Des programmes d'installation de travaux publics peuvent également être lancés dans le cadre desquels les petites et moyennes entreprises (PME) locales sont soutenues (ibid.). La normalisation des dispositifs et des tailles d'éléments tels que les mini-générateurs de réseau, les modules solaires, les conducteurs, les transformateurs "créera davantage une base pour la fabrication de ces dispositifs" dans la région et "aidera à créer des économies d'échelle, en faisant la fabrication locale de ces produits sera plus viables" (Mbirimi: 56).

## PHASE 4:

Le quatrième scénario souhaité est lié avec des revendications telles que le syndicat national des métallurgistes d'Afrique du Sud (SNMAS) en Afrique du Sud qui appelle à l'appropriation sociale des énergies renouvelables à travers la production locale. Ce scénario accueillera également le meilleur de l'Industrie 4.0. Alors que la technologie continue de remplacer les travailleurs, la structure de propriété sociale permettra aux travailleurs de continuer à bénéficier des bénéfices avec plus de temps libre disponible.

L'un des facteurs qui devra déterminer le succès de l'industrie manufacturière locale c'est l'engagement du Gouvernement à long terme et l'usage continu des énergies renouvelables. Le coût associé en capital sera élevé et tous les acteurs seront rassurés de leur esprit d'entreprise.

En plus de l'industrie manufacturière, l'investissement dans les technologies associées avec les énergies renouvelables donne l'opportunité de créer les emplois. Le développement et l'investissement vers de nouveaux secteurs peut aider à resorber la question des emplois dans la transition. Ceci est un défi en ce qui concerne la transition énergétique

et technologique. La technologie des réseaux intelligents, des batteries et des véhicules électriques sont des cas illustratifs (COBENEFITS, 2019A). On dit même que le charbon peut être utilisé dans la production de certains composants d'énergie renouvelable (Halsley, 2018). Le continent est également bien situé pour explorer l'éthanol en tant que source d'énergie qui peut réduire les émissions des transports jusqu'à 80% lorsqu'il est mélangé à de l'essence (Fakir, Bole-Rentel & Chireshe, 2019). L'étude de cas ci-dessous illustre le potentiel de création d'emplois du secteur des biocarburants jatropha au Mali.

ETUDE DE CAS 13: Le secteur émergent des biocarburants du jatropha au Mali ainsi que les défis et les priorités pour une économie verte

**«Les stratégies ou politiques spécifiquement orientées vers l'écologisation de l'économie ne sont pas actuellement en place et le terme « emploi vert » n'est pas communément connu au Mali. Cependant, diverses activités existent qui sont motivées par la nécessité pour les marchés de s'adapter à la situation économique actuelle et par la nécessité de développer des marchés de l'emploi qui répondent au chômage des jeunes et aux difficultés rencontrées surtout par le secteur primaire en raison du changement climatique.**

**Il est évident que l'écologisation de l'économie est toujours considérée comme un fardeau plutôt qu'une opportunité. Cependant, on reconnaît progressivement qu'il existe un potentiel important d'emplois verts au Mali, à la fois pour la création de nouveaux métiers et pour le développement de nouvelles compétences dans les métiers existants. Certains des secteurs économiques les plus prometteurs au Mali comprennent l'approvisionnement en énergie avec des énergies renouvelables, l'agriculture, la gestion des déchets, la construction, la foresterie et la financement du carbone.**

**En raison de l'impact du changement climatique, l'économie et le marché du travail doivent évoluer vers une approche plus verte... Le Mali ayant des terres disponibles, un nombre croissant d'initiatives travaillent au développement de biocarburants (biodiesel et bioéthanol) à partir du jatropha, du manioc et la canne à sucre.**

**Le biocarburant du jatropha est en train de devenir un substitut populaire aux combustibles fossiles importés. La nécessité d'étendre cette industrie a donné lieu à de nouvelles lacunes de compétences pour les pépiniéristes, les producteurs et les exploitants de moteurs à huile de jatropha, et pour développer son utilisation au niveau local. Il est également important de former les opérateurs de plates-formes multifonctionnelles et d'autres machines (agricoles, de transport, etc.) à adapter et à entretenir leurs équipements pour l'utilisation du biocarburant jatropha.**

**Dans le domaine de l'énergie, les plus grandes opportunités de création de nouveaux emplois verts sont l'électrification rurale, la production d'énergie à partir de résidus agricoles, l'efficacité énergétique et diverses applications de l'énergie solaire.**

**Au Mali, l'écologisation du marché du travail n'a pas encore été identifiée comme une priorité, c'est pourquoi les besoins en compétences n'ont pas été directement pris en compte par aucune agence ou programme. Cependant, diverses organisations pourraient s'attaquer à l'identification des besoins en compétences pour un marché du travail plus vert, par exemple le Département de l'Observatoire de l'Emploi et de la Formation de l'Agence Nationale pour l'Emploi et les comités de planification stratégique de différents ministères. Puisque les besoins en compétences pour le marché du travail des emplois verts n'avaient pas été identifiés au Mali avant cette étude, il n'y a pas encore eu de réponse intentionnelle en matière de compétences »(Strietska-Illina et al. 2011: 345).**



L'étude de cas du Mali illustre le potentiel d'emploi des sources d'énergie alternatives et des méthodes de production. En outre, il souligne également l'importance de réaliser le lien alimentation-énergie-eau de la durabilité. L'eau, l'énergie et la sécurité alimentaire sont tous liés et dépendants les uns des autres. Comme le montre le Mali, l'agro-industrie innovante pourrait contribuer à une meilleure sécurité alimentaire dans un pays et à l'écologisation de l'économie à l'échelle mondiale.

## QUE PROMOUVONS, INITIONS ET DEMANDONS NOUS?

- 01** En tant que syndicats, nous devons exiger:
  - L'élaboration d'un cadre de politique de fabrication et de politiques de contenu local. Ceux-ci doivent garantir l'emploi dans les industries de fabrication d'énergie renouvelable où les syndicats sont reconnus et où tous les travailleurs sont protégés.
  - La création d'incitations économiques telles que des zones économiques spéciales axées sur la technologie.
- 02** Nous devons exiger et, si possible, procéder à une évaluation du potentiel de contenu local des énergies renouvelables.
- 03** Nous devons exiger et nous assurer que toutes les approches et politiques de santé et de sécurité soient à jour avec les nouvelles professions et technologies.
- 04** Toutes les parties prenantes, y compris nous-mêmes, doivent
  - Reconnaître la réalité de l'Industrie 4.0, en particulier dans le secteur manufacturier. La technologie jouera de plus en plus un rôle et changera la façon dont les humains sont tenus de remplir certaines fonctions. Promouvoir le transfert de compétences avec les producteurs étrangers existants pour que certains composants d'énergie renouvelable soient fabriqués localement et appartiennent à la société.
  - Situer la sécurité énergétique dans un lien alimentation-eau-énergie. L'eau, l'énergie et la sécurité alimentaire sont tous liés et dépendants les uns des autres.
- 05** Seuls et au sein de nos réseaux plus larges de transition juste, nous devons battre campagne pour:
  - La standardisation des équipements et technologies des énergies renouvelables pour stimuler l'industrie locale et la création d'emplois.
  - Le développement de l'innovation technologique locale telle que la technologie des réseaux intelligents, des batteries et des véhicules électriques.
  - Le développement de sources d'énergie alternatives aux biocarburants produits localement.



## LES CHAINES DE VALEURS DES ENERGIES RENOUVELABLES NE DOIVENT PAS EXPLOITER LES RESSOURCES ET LES TRAVAILLEURS DU CONTINENT AFRICAIN

La transition énergétique juste est synonyme d'énergies propres alternatives et de produits associés tels que les voitures électriques et hybrides. Cette section a précédemment révélé comment une augmentation de la demande pour ces produits se traduirait par une augmentation de la demande pour certaines ressources telles que le cobalt utilisé dans les véhicules électriques. La demande sans précédent de panneaux solaires entraînera également une forte augmentation de la demande de ressources telles que le germanium et l'indium (Worral, Roberts et Whitley, 2018). Ce ne sont là que quelques exemples de ressources qui devront être exploitées avec une pression croissante pour répondre à la demande mondiale. Dans le système capitaliste existant et l'opportunité de réaliser des profits dans les énergies renouvelables, cela ouvre une fenêtre pour de graves violations des droits du travail et des droits de l'homme. Les exemples d'extraction de cobalt dans les déchets électroniques de la République démocratique du Congo (RDC) au Ghana illustrent comment les composants moins visibles d'une énergie à faible émission de carbone pourraient conduire à une transition plus injuste qu'on ne le savait auparavant.

Extraction de cobalt en République démocratique du Congo et déchets électroniques au Ghana: comment une transition sobre en carbone peut conduire à une violation des droits de l'homme, des inégalités entre les sexes et une dégradation de l'environnement

ETUDE DE CAS 14: Extraction de Cobalt en République Démocratique du Congo et déchets électroniques au Ghana: Comment une transition faible en carbone peut conduire à une violation des droits de l'Homme, des inégalités entre les sexes et une dégradation de l'environnement.

**“L'Agence internationale pour les énergies renouvelables (AIEA, 2018) rapporte dans ses dernières publications qu'entre 2015 et 2050, la part de l'électricité à faible émission de carbone dans la consommation totale d'énergie finale doit doubler à mesure que des technologies telles que les véhicules électriques (VE), le stockage par batteries, les pompes à chaleur et l'énergie solaire photovoltaïque deviennent monnaie courante.**

**Cependant, à la base de ces tendances tant annoncées, se trouve une croissance concomitante de la demande de matériaux critiques, de minéraux et de métaux. Le Panel International de Ressources (2019) a récemment noté que l'extraction des ressources avait plus que triplé depuis 1970, garantissant une multiplication par cinq de l'utilisation de minéraux non métalliques; et que d'ici 2060, l'utilisation mondiale de matières pourrait doubler pour atteindre 190 milliards de tonnes.**

**[Les] transitions en cours vers des sociétés à faibles émissions de carbone sont sous-tendues par de graves injustices sociales et écologiques (mais rarement reconnues) aux extrémités opposées de la chaîne d'approvisionnement - dans les mines artisanales fournissant du cobalt de la République démocratique du Congo (RDC), et dans les installations de traitement des flux de déchets électroniques au Ghana. En effet, comme nos résultats le montrent, sans une attention particulière, les transitions à faible émission de carbone peuvent paradoxalement contribuer à la destruction de l'environnement, à la pollution de l'air, à la contamination de l'eau et au risque sanitaire de cancer et de malformations congénitales. Ils peuvent aggraver les inégalités entre les sexes existantes. Ils dépendent de l'exploitation des enfants, dont certains sont exposés à des risques extrêmes de mort et de blessures lors de l'extraction du cobalt, noyés dans des fosses gorgées d'eau ou travaillant à mort dans les casses de déchets électroniques du Ghana. Les transitions sobres en carbone aggravent également l'assujettissement et l'exploitation des minorités ethniques et des réfugiés. De manière perverse, dans les deux cas, les communautés dépossédées de l'extraction du cobalt congolais et du traitement des déchets électroniques au Ghana en viennent à dépendre des activités mêmes qui leur nuisent..**

**Une conclusion fondamentale est que les modèles d'injustice et de domination sont ancrés dans les processus existants de décarbonisation, malgré l'hypothèse que les trajectoires à faible émission de carbone représentent une manière plus juste de produire de l'énergie. Alors que la décarbonisation peut ainsi contribuer à un air plus propre et à une production plus propre dans le Nord, une grande partie des dommages environnementaux et sociaux est simplement rendue invisible et déplacée, ou spatialement externalisée, vers le Sud.**

**Une «transition juste», guidée par des approches de justice énergétique plus multi-scalaires et réfléchies, envisagerait bien au-delà des emplois perdus dans les mines de charbon en Allemagne ou des marchés énergétiques perturbés aux États-Unis vers les segments de la main-d'œuvre formelle et informelle de l'Afrique (et au-delà), dont beaucoup sont à bas salaires, moins organisés et très à risque »(Benjamin, Sovacool, Hook, Martiskainen, Brock, Turnheim, 2020: 1-17).**



Ces études de cas et le niveau d'exploitation que peut entraîner la chaîne de valeur énergétique à faible émission de carbone méritent d'être examinés sérieusement par les syndicats. Les travailleurs informels et vulnérables ont besoin d'une protection urgente. Les syndicats, en tant que champions de la transition juste, devront construire leur campagne pour se concentrer non seulement sur les travailleurs du secteur de l'énergie, mais aussi sur les travailleurs et les communautés affectés par la course aux ressources renouvelables.

### QUE PROMOUVONS, INITIONS ET DEMANDONS NOUS?

01 En tant que syndicats, nous devons:

- Mener des exercices de cartographie des chaînes de valeur énergétiques à faible émission de carbone en se concentrant non seulement sur les opportunités d'emploi, mais aussi sur les pratiques d'exploitation existantes. Ces exercices de cartographie de la chaîne de valeur peuvent bénéficier des contributions et du soutien des parties prenantes au sein d'un réseau de transition juste plus large (par exemple, des institutions universitaires ou de recherche).
- Explorer les moyens par lesquels ils peuvent unir les travailleurs informels exploités au sein de chaînes de valeur énergétiques à faible émission de carbone. Ces travailleurs sont extrêmement vulnérables et ont besoin d'une protection urgente.
- Choisir ceux des travailleurs de la chaîne de valeur qui seront affiliés.



## LES PROGRAMMES D'AMELIORATION DES COMPETENCES DOIVENT ETRE BIEN CONCUS POUR REpondre AUX NOUVELLES DEMANDES

L'ensemble des compétences requises pour installer, entretenir et exploiter les énergies renouvelables diffèrera de celui des énergies fossiles traditionnelles. Des composants tels que les grids intelligents reposent sur «le traitement d'énormes quantités de données, ce qui met l'accent sur les compétences liées à la gestion de données complexes systématiquement liées» (Mbirimi, 2017: 56). De plus, la technologie et l'industrie 4.0 modifient le profil de compétences requis dans tous les secteurs. Si les pays veulent rester en avance sur ces changements et ces demandes de compétences, ils devront développer leurs programmes de formation et d'éducation en conséquence. La localisation des innovations manufacturières et technologiques ainsi que la mise en œuvre et la gestion des énergies renouvelables dépendront de la disponibilité des compétences nécessaires.

L'étude de cas ci-dessous nous montre comment les syndicats néo-zélandais mènent des évaluations communautaires pour identifier les opportunités futures possibles dans le cadre de l'élimination progressive du pétrole et du gaz.



ETUDE DE CAS 15: Elimination progressive du pétrole et du gaz en Nouvelle - Zélande: les syndicats et la Société Civile procèdent à une analyse des opportunités dans la région la plus touchée

**“Plus tôt cette année, il y avait un processus très profond mené par les syndicats, les investisseurs, les municipalités de Taranaki et les communautés autochtones pour trouver toutes les différentes opportunités pour Taranaki à l'avenir dans les domaines de l'énergie, de la nourriture, des fibres et du tourisme. Cela a abouti à un Sommet sur la transition juste en Mai organisé par le gouvernement. Lors de ce sommet, les résultats du processus de consultation communautaire ont été présentés, ainsi qu'un plan sur la manière de diversifier l'économie de la région. La deuxième étape sera sa mise en œuvre. - Il y aura de bons emplois, mais seulement tant que les syndicats veilleront à ce que nous y parvenions, dit Huggard. - Si nous laissons cela arriver au hasard, alors ce ne sera peut-être pas le cas” (Just Transition Center, 2019: 7-8).**

## QUE PROMOUVONS, INITIONS ET DEMANDONS NOUS?

01 En tant que syndicats, nous devons exiger:

- Les évaluations nationales des compétences afin d'aligner l'offre et la demande future de compétences. L'impact sur le marché du travail et les évaluations potentielles devraient guider une transition juste pour garantir que le profil changeant de l'emploi absorbe tous les travailleurs. Les syndicats peuvent jouer un rôle actif en initiant et en conduisant les compétences communautaires et les évaluations d'impact.
- L'alignement de toutes les politiques de développement des compétences, des systèmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels pour:
  - permettre la localisation des chaînes de valeur des énergies renouvelables (un accent particulier devrait être mis sur la fabrication de composants d'énergie renouvelable, la construction, l'installation, la maintenance, les compétences de service et l'innovation technologique)
  - Resorber l'impact de l'Industrie 4.0.
- Le renouvellement continu des approches pédagogiques en prévision de l'évolution des compétences.



02 Toutes les parties doivent promouvoir la formation interne, le transfert de compétences et l'apprentissage par les pairs.

## PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES ET ABANDONNER LES NORMES EN MATIÈRE DE GENRE

Pour faire face à la division du travail entre les sexes, des programmes nationaux de formation devraient être élaborés pour répondre aux besoins en compétences des femmes ainsi qu'à leurs besoins physiques tels que les structures de garde d'enfants. On estime que sur le nombre total d'employés travaillant dans le secteur de l'énergie sur le continent, seuls 20% sont des femmes (PNUE, 2017).

La technologie change le type d'emplois que les femmes peuvent exercer. L'amélioration de l'équipement a permis aux femmes d'accomplir des tâches pour lesquelles elles n'étaient auparavant pas considérées comme suffisamment fortes. ENERGIA (2019) explique comment offrir aux femmes des opportunités de formation améliore non seulement leurs opportunités d'emploi, mais leur donne le sentiment d'estime de soi et d'autonomisation. Les femmes dans le monde des affaires ou celles employées ont un meilleur accès aux réseaux sociaux qui leur fournissent un soutien, des opportunités ou même simplement une plate-forme pour partager leurs expériences. Étant donné que les femmes sont considérées comme plus exposées au risque que les hommes, le travail collectif réduit leurs préoccupations liées au risque (ibid.). Des politiques de l'emploi devraient être élaborées pour encourager l'emploi des femmes. L'entreprise "Utility Kenya Power" est citée comme un exemple de bonne pratique à cet égard:

*"La politique de recrutement tient compte des responsabilités familiales des femmes; par exemple, la volonté d'accepter des nuitées sur le terrain n'est pas spécifiée comme condition d'emploi. L'organisation répond à la demande et est prête à comprendre et à répondre aux préoccupations du personnel. Par exemple, ils ont installé des toilettes séparées pour les femmes et les hommes à la demande d'une femme membre du personnel" (ENERGIA, 2019: 32).*

Bien que cet exemple montre un changement positif, nous pensons que la sensibilisation au genre et l'intégration du genre dans l'élaboration des politiques devraient faire partie intégrante de toute planification. Les femmes ne devraient pas avoir à demander leurs propres toilettes, elles auraient déjà dû être fournies.

Dans le cadre de l'approche transformative d'une transition juste, le démantèlement des systèmes d'oppression interdépendants et l'élimination des divisions entre les sexes sont nécessaires. Si le développement des compétences et la formation offrent aux femmes la possibilité de s'améliorer, cela ne tient pas compte des normes sexistes spécifiquement profondément enracinées dans les sociétés. Cela pourrait être quelque chose d'aussi simple qu'un homme gêné que les voisins le voient faire la lessive et pensent que sa femme est paresseuse (ENERGIA, 2019). Ces croyances et normes interdisent la répartition égale du travail et de la liberté au sein de la société. Bien qu'il faille du temps pour dénouer ces croyances, la création d'un environnement propice à la participation économique des femmes commencera à ajuster les manières de penser.

Des interventions telles que la réduction des heures de travail permettront de consacrer plus de temps au travail non rémunéré à partager entre les hommes et les femmes (Asia Pacific Forum on Women, 2017). La technologie pourrait contribuer à de telles réductions des heures de travail. Une autre option consiste à rendre plus de financement disponible pour les travaux de soins et les travaux ménagers qui pourraient permettre aux femmes de recevoir une indemnisation ou de faire examiner professionnellement celles qui ont besoin de soins. Un revenu de base universel et une répartition égale des terres sont toutes des mesures qui donneront aux femmes l'autonomie de prendre leurs propres décisions et de réduire leur dépendance (ibid.). Les femmes doivent en outre être incluses dans les processus de prise de décision concernant la fourniture d'énergie et les solutions. Les femmes connaissent les défis auxquels elles sont confrontées avec la fourniture d'énergie non fiable existante ou l'absence totale de celle-ci. Les femmes connaîtront ainsi les meilleures solutions et leurs voix doivent être entendues (WoMin, 2016).

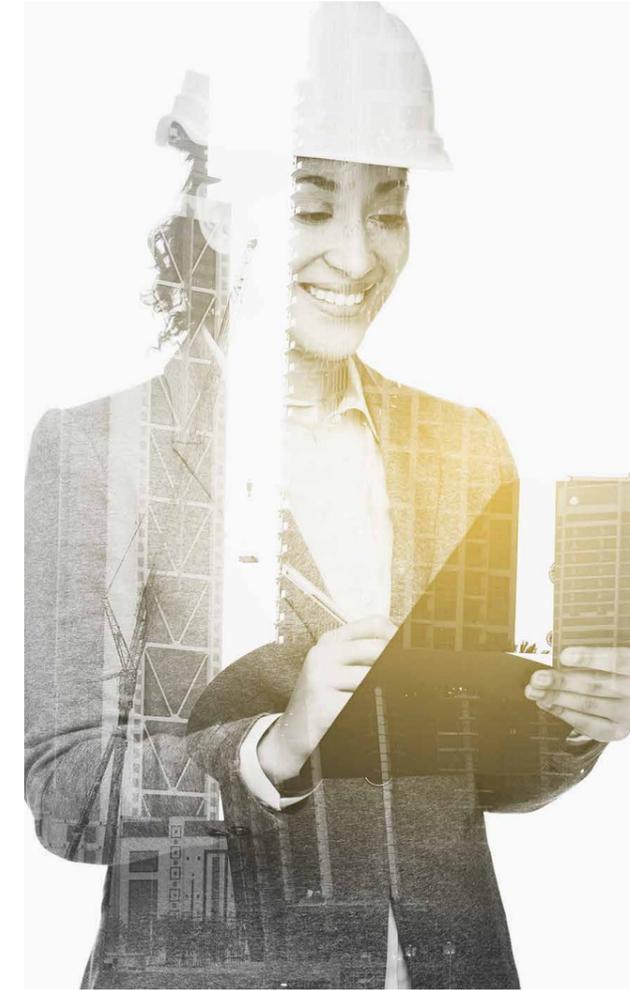
## QUE PROMOUVONS, INITIONS ET DEMANDONS NOUS?

01 • En tant que syndicats, nous devons exiger:

- 02 • L'alignement de toutes les politiques de développement des compétences pour répondre aux besoins éducatifs, de formation et besoins physiques des femmes (structures d'accueil des enfants, économies de transports, horaires adaptés, etc.).
- Accès universel à l'énergie pour tous. Il est essentiel de réduire le fardeau sanitaire, physique et émotionnel des femmes dans un contexte de pauvreté énergétique.
  - Réduction des heures de travail afin que le travail non rémunéré puisse être partagé plus équitablement entre les hommes et les femmes.
  - Le financement public des soins et des travaux ménagers.
  - Un salaire social et des politiques de protection sociale adéquates.
  - Pour une répartition égale des terres entre les hommes et les femmes.

- 03 • Toutes les parties prenantes impliquées, y compris nous-mêmes:
- Assurer l'intégration du genre dans tous les processus politiques et s'assurer que les besoins des hommes et des femmes sont satisfaits dans les politiques.
  - Réaliser des évaluations d'impact sur le genre.
  - Inclure les femmes dans les processus décisionnels (conception, mise en œuvre et suivi et évaluation) pour s'assurer que les procédures et solutions de planification répondent à leurs besoins.
  - Reconnaître les normes de genre et promouvoir des programmes qui confronteront et démanteleront les systèmes d'oppression.

- 04 • Les programmes d'ajustement du marché du travail doivent s'assurer que personne n'est laissé derrière.



## LES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL DOIVENT S'ASSURER DE NE LAISSER PERSONNE POUR COMPTE

Bien qu'associés à une approche réformatrice d'une transition juste, les programmes d'ajustement du marché du travail ont un rôle important à jouer dans la protection des travailleurs et des communautés dans une transition énergétique. Bien que tous les pays d'Afrique subsaharienne ne soient pas dépendants des combustibles fossiles, la région connaîtra toujours des transitions de combustibles fossiles dans certains pays alors que dans d'autres, elle pourrait être davantage axée sur la diversification du mix énergétique existant.

IndustriALL (2019A) explique comment une transition juste devrait inclure les éléments suivants following:

*“Les programmes d’ajustement du marché du travail devraient tenir compte des besoins et des désirs individuels, familiaux et communautaires. Des politiques du marché du travail créatives et axées sur les travailleurs devraient inclure un droit absolu à une éducation et une formation financièrement et physiquement accessibles, fondé sur les principes de l’apprentissage tout au long de la vie et du droit des travailleurs de choisir ce qui répond le mieux à leurs besoins et à leurs désirs. Cela comprendrait tout, depuis la formation professionnelle offerte par les syndicats, les employeurs et les établissements d’enseignement, les programmes d’apprentissage et l’enseignement secondaire et supérieur. Si un commis veut devenir apprenti mécanicien de chantier ou si un mineur souhaite étudier la musique, cela devrait être soutenu car, en fin de compte, la société en bénéficiera. Une transition juste coûtera de l’argent à mettre en œuvre, mais le retour sur investissement pour la société sera énorme” (IndustriALL, 2019A: 7).*

Le terme mot important dans cette citation est «créatif». Les programmes d’ajustement du marché doivent être abordés de manière créative en tenant compte du contexte unique d’un pays. Une transition vers les énergies renouvelables stimulera diverses nouvelles industries et le succès des programmes d’ajustement dépendra de la capacité d’un pays à aligner ces processus. Il y aura une augmentation de la demande de main-d’œuvre qui pourrait être satisfaite par les travailleurs en transition.

La Pologne représente l’une des principales études de cas relatives aux programmes d’ajustement du marché. Le pays a connu une transition charbonnière dans laquelle 75% des emplois ont été supprimés en 15 ans (Gass, non daté). Le paquet social minier (PSM) était le principal instrument d’ajustement du marché. L’une des principales réussites identifiées dans le PSM est l’inclusion des syndicats dans l’élaboration du programme (IISD, 2018B). Bien que le programme ait été un pas dans la bonne direction, il n’est pas considéré comme un succès mondial, car tous les travailleurs n’ont pas été absorbés par le marché du travail (ibid.). Les encadrés ci-dessous décrivent les différents instruments qui faisaient partie du PSM ainsi que leurs échecs et les leçons apprises

ETUDE DE CAS 16: Le succès des instruments mis en oeuvre pour une retraite anticipée en Pologne

**CONGE DES MINEURS:** “Le principal instrument« protecteur »était le congé des mineurs, sous forme de retraite anticipée. Pour être éligible à cet instrument, un mineur devait être dans les cinq ans suivant sa retraite en raison de son âge ou de son ancienneté professionnelle. Il était payé à hauteur de 75% du salaire mensuel. Après avoir acquis leurs droits à la retraite, les bénéficiaires ont commencé à recevoir des prestations de retraite complètes. Il est important de noter que les mineurs sont l’un des rares groupes professionnels qui bénéficient encore de privilèges spéciaux de retraite obtenus à l’époque communiste.

L’âge de la retraite généralement applicable - 65 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes - ne s’applique pas à ce groupe. Les mineurs souterrains sont éligibles à la retraite après seulement 25 ans d’expérience de travail, ce qui signifie que la majorité d’entre eux ont déjà atteint leurs droits à la pension à l’âge de 45 ans environ. des mineurs pourraient occuper un emploi en dehors de la mine (pendant les congés, mais le montant des congés serait alors réduit de moitié”.

**RAISON DU SUCCES:** “Les incitations à partir volontairement se sont avérées fructueuses - le nombre de mineurs qui ont bénéficié de l’offre s’est avéré même légèrement plus élevé que prévu. Près de 37 000 travailleurs ont bénéficié du congé des mineurs, et près de 30 000 ont opté pour l’indemnité de licenciement inconditionnelle. Dans l’ensemble, le PSM a réduit l’emploi de 67 000 travailleurs. La productivité du travail dans le secteur (tonnes de charbon / personne) a augmenté de 40 pour cent de 1998 à 2002 (figure 9) (Kaczorowski et Gajewski, 2008).” (IISD, 2018B: 14).



Les programmes de préretraite volontaire représentent donc un instrument efficace qui peut faire partie des programmes d’ajustement du marché. L’instrument suivant s’est avéré moins efficace et représente des indemnités de licenciement ponctuelles versées aux travailleurs avec l’idée que les travailleurs recherchent leurs propres opportunités d’emploi.

ETUDE DE CAS 17: Poignée de main en or de la Pologne n’a pas abouti à un recrutement nouveau pour tous!

**PAIEMENT DE REDONDANCE:** “Un paiement de licenciement unique et inconditionnel sous la forme d’une« poignée de main en or »était l’instrument« d’activation »le plus répandu. Cela représentait 24 mois de salaire moyen dans le secteur minier. L’indemnité de licenciement était limitée aux travailleurs non éligibles au congé de mineur et ne pouvait pas être combinée avec l’allocation sociale”.

**RAISON DE L’ECHEC:** “La politique active du marché du travail”sous forme d’indemnités de licenciement n’était que théoriquement« active ». L’idée derrière cette mesure était que les ex-mineurs investiraient dans leurs propres nouveaux entrepris ou du moins bénéficieraient d’un soutien financier pendant la période de recyclage. Cependant, mis à part un cours de recyclage facultatif, il n’y avait pas de soutien global des bénéficiaires dans le difficile processus de recherche d’emploi inclus comme composante intrinsèque de cet instrument. En conséquence, les indemnités de licenciement ont conduit à un retrait massif du marché du travail. L’enquête la plus récente sur le sort des anciens mineurs en 2004 (cinq à six ans après avoir quitté la mine) a montré que 35% des bénéficiaires de l’indemnité de licenciement n’étaient pas employés (Karbownik, 2005)(IISD, 2018B: 15).

Si les indemnités de licenciement se sont avérées très populaires mais pas efficaces, les allocations sociales ont été dès le départ peu appréciées, ce qui a contribué à son échec.

ETUDE DE CAS 18: Bienque les allocations sociales en Pologne aient été considérées comme très fructueuses, leur nature conditionnelle en a fait un échec

**ALLOCATIONS SOCIALES:** “Un autre instrument« d’activation »- une allocation sociale prenant la forme d’un licenciement volontaire - a été versé sur une base mensuelle pendant la période de reconversion et de recherche d’emploi, mais pas plus de deux ans. Il s’élève à 65% du salaire mensuel moyen. Après avoir trouvé un autre emploi en dehors du secteur minier, les bénéficiaires de l’allocation sociale ont reçu un versement unique d’un montant de 14,4 mois de salaire moyen. L’offre concernait les travailleurs qui ont obtenu un nouvel emploi dans les deux ans après avoir quitté une mine. (ISSD, 2018B: 15).

**RAISON DE L’ECHEC:** “ L’allocation d’aide sociale s’est avérée infructueuse, car elle n’a pas attiré l’attention des mineurs - au total, seules 419 personnes ont choisi cette option ... Cependant, la nécessité de trouver un nouvel emploi dans les deux ans a probablement été perçue par les travailleurs comme un risque excessif compte tenu de leur manque d’expérience en recherche d’emploi, de leur manque de compétences professionnelles (un faible niveau d’éducation est très fréquent chez les anciens mineurs) et des incertitudes sur le marché du travail local” (IISD, 2018B: 15).

En plus de ces trois instruments, un cours de recyclage a également été proposé. Cette option se présentait toutefois sous la forme d’un «cours de recyclage unique pour améliorer leur employabilité en dehors du secteur minier» (ISSD, 2018B: 15). Cela fait ressortir la principale leçon de l’étude de cas sur la Pologne. Dans le cadre des indemnités de licenciement et des aides sociales, les travailleurs ont été abandonnés à eux-mêmes pour rechercher leurs prochaines opportunités d’emploi.

Le fait de ne pas tenir compte du manque d’expérience et du besoin de recyclage des travailleurs a été un échec majeur du programme. À l’avenir, il est important que d’autres pays tirent les leçons de cet exemple et veillent à ce que tous les instruments de restructuration du travail incluent une reconversion professionnelle obligatoire. Ces programmes de recyclage doivent être élaborés sur la base d’une évaluation complète des compétences et d’études d’impact.

## QUE PROMOUVONS, INITIONS ET DEMANDONS NOUS?

### 01 En tant que syndicats, nous devons:

- Jouer un rôle actif dans l'élaboration de programmes d'ajustement du marché ainsi que dans la gestion des fonds et des ressources.
- Mener des négociations collectives au-delà des frontières nationales, régionales et mondiales, pour garantir des programmes d'ajustement appropriés.
- Développer des plans de formation à proposer aux organismes nationaux de formation (tels que les SETA en Afrique du Sud) pour conduire la requalification et la réabsorption des travailleurs dans une économie plus verte.

### 02 Nous devons exiger et lancer des évaluations complètes des compétences et des études d'impact.

### 03 Nous devons exiger:

- En tant que syndicats et travailleurs, nous devons être protégés tout au long de la période de transition. Des engagements devraient être pris, par exemple, pour ne pas licencier les travailleurs pendant la période de transition.
- Pendant une période de transition négociée, 100% des salaires des travailleurs devraient être garantis et payés mensuellement.
- Soutenir le redéploiement des travailleurs dans des emplois stables et bien rémunérés.
- La reconversion professionnelle polyvalente obligatoire devrait faire partie de tous les instruments de restructuration du travail (relocalisation, indemnités de licenciement, allocations sociales, retraite anticipée, etc.):

Nous devons exiger:

- La formation ne doit pas être limitée aux institutions formelles mais peut inclure l'apprentissage en milieu de travail ou d'autres initiatives des partenaires sociaux.
- Le recyclage ne doit pas se limiter au secteur de l'énergie ou aux compétences pertinentes. Les programmes de formation doivent accueillir ceux qui souhaitent changer leurs compétences et le secteur, l'entreprise ou la partie de l'entreprise dans laquelle ils travaillent.
- Les programmes de recyclage devraient avoir la priorité sur les paiements de licenciement ou les poignées de main en or uniquement dans des cas exceptionnels.
- Les programmes de recyclage devraient être un engagement à long terme pour s'assurer qu'aucun travailleur n'est laissé pour compte. Ceux qui luttent pour trouver de nouvelles opportunités d'emploi devraient bénéficier d'un soutien constant. Il pourrait être envisagé de transférer temporairement ces travailleurs vers des sites alternatifs de combustibles fossiles au sein d'une entreprise.
- Les programmes de retraite anticipée peuvent être inclus comme un instrument d'ajustement du marché efficace.
- Les programmes d'ajustement du marché doivent être abordés de manière créative en tenant compte du contexte unique de chaque pays. Il existe une possibilité d'aligner la nouvelle demande de compétences que la transition créera avec l'offre actuelle d'employés dans le secteur de l'énergie. Les emplois ne doivent pas seulement être créés directement dans le secteur de l'énergie, mais peuvent également l'être dans des industries connexes telles que la rénovation des maisons.
- Fournir des systèmes de sécurité sociale comprenant des allocations de chômage.

## LES COMMUNAUTÉS AFFECTÉES DOIVENT ÊTRE INCLUSES DANS LES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT DU MARCHÉ

Les programmes d'ajustement du marché doivent non seulement se concentrer sur les travailleurs, mais aussi sur les communautés touchées par la transition. C'est le cas de la communauté qui vit autour de zones minières qui sera fermée. Si des mesures proactives ne sont pas prises, beaucoup risquent de perdre leur emploi, leur famille leur revenu. Smith (2017) fournit une description adéquate de ce que ces communautés pourraient entraîner:

*“Premièrement, à partir des transitions industrielles précédentes, nous savons que les travailleurs et leurs familles ont besoin de nouveaux emplois là où ils vivent, pas de nouveaux emplois dans une autre partie du pays auxquels ils n'ont pas accès. Les liens sociaux, l'accession à la propriété, les parents vieillissants ou la pauvreté peuvent empêcher les gens de déménager lorsque l'employeur local ferme ses portes. Deuxièmement, la désindustrialisation peut déchirer le tissu économique et social des communautés, amorçant une spirale vicieuse où le revenu fiscal chute ce qui signifie moins de financement pour les services publics, plus d'employeurs et de travailleurs déménagent, et de moins en moins d'emplois” (Smith, 2017 : 7).*

Pour donner quelques exemples d'instruments qui peuvent être mis en œuvre pour protéger les communautés, nous nous référons au cas polonais.

ETUDE DE CAS 19: Les instruments d'ajustement du marché visant à protéger les communautés affectées la transition du charbon en Pologne

- **“Coopération mine- commune: les communes minières avaient le droit de créer une nouvelle entreprise avec la société minière afin de créer de nouveaux emplois en dehors du secteur charbonnier - une sorte de partenariat public-privé). Les sociétés minières étaient censées apporter aux sociétés nouvellement créées les biens immobiliers à titre de contribution.**
- **Acquisition de la propriété foncière: les mines qui réduisent le champ d'activité minière ou sont mises en liquidation peuvent céder leurs biens immobiliers superflus à la commune minière. Il pourrait alors être utilisé par la commune pour soutenir l'activité économique sur son territoire.**
- **Recettes fiscales supplémentaires: les communes minières recevaient un pourcentage légèrement plus élevé de l'impôt sur le revenu des personnes physiques par rapport aux autres communes (en Pologne, les revenus de l'impôt sur le revenu des personnes physiques sont répartis entre les communes et le budget national)**
- **Prêts préférentiels: Les communes minières pourraient demander un prêt préférentiel sur le budget du gouvernement pour augmenter l'activité économique de la commune. Le prêt pourrait couvrir jusqu'à 75% (80% après révision en 1999) de l'investissement prévu »(ISSD, 2018B: 15).**



Le principal succès des instruments d'ajustement du marché destinés aux communautés est qu'il y a une prise de conscience des impacts plus larges des transitions énergétiques. Si les communautés touchées ne faisaient pas partie de la transition, l'ensemble de l'économie régionale se détériorerait. La critique, cependant, est que les interventions sont arrivées trop tard, que les différences entre les régions n'ont pas été prises en compte et que les autorités locales n'avaient pas les connaissances nécessaires pour s'adapter à la transition (IISD, 2018B). Une telle négligence conduit non seulement à une dégradation physique des espaces physiques, mais aussi à un sentiment de communauté et d'appartenance qu'aucune ressource financière ne peut remplacer. Une augmentation de la toxicomanie, de la dépression et des taux de suicide sont associés à une telle dégradation (IISD, 2018A).

## QUE PROMOUVONS, INITIONS ET DEMANDONS NOUS?

01 En tant que syndicats, nous devons exiger que:

- Les programmes d'ajustement du marché devraient se concentrer au-delà de ceux qui sont directement touchés pour inclure les communautés et les économies dans lesquelles les activités sont situées. Il faut veiller à accueillir les femmes et à créer des chances égales pour tous.

02 Nous devons exiger mais aussi, si possible, initier ou mener:

- Dès les premières étapes de planification, des évaluations d'impact sur la communauté doivent être menées pour s'assurer que les impacts d'une transition sont absorbés. Des mesures d'atténuation doivent être mises en place dès le début.
- Les programmes d'ajustement du marché doivent être informés et façonnés par les communautés concernées à travers le dialogue social et la participation démocratique.
- Differences between economies should be taken into account. Strong existing economies would require a different approach to one with little comparative advantage outside of the previous energy or mining activities. In such situations linking the economy to regional activities could be more successful.
- Les différences entre les économies doivent être prises en compte. Les économies existantes fortes nécessiteraient une approche différente de celle avec peu d'avantages comparatifs en dehors des activités énergétiques ou minières précédentes. Dans de telles situations, relier l'économie aux activités régionales pourrait être plus efficace
- S'assurer que les compétences et les connaissances requises sont disponibles pour absorber les instruments mis en œuvre. Une formation dans les municipalités pourrait être nécessaire ou garantir l'existence de partenaires sociaux ou de prestataires de services éducatifs qualifiés pour aider les communautés en transition.

03 Nous-mêmes et toutes les parties prenantes impliquées doivent encourager les communautés à développer leurs propres plans d'action pour une transition juste identifiant les opportunités de développement de la production d'énergie renouvelable, etc. Une aide à l'élaboration de tels plans doit être fournie si nécessaire.



de l'avancement de la justice dans un système énergétique en évolution. Une transition juste d'une manière ou d'une autre aura un impact sur tous les secteurs de l'économie et nécessitera également une planification dans tous les secteurs de l'économie. Il est donc nécessaire d'intégrer une transition juste dans tous les ministères et les approches d'élaboration de politiques. Outre les politiques énergétiques, l'une des principales politiques qui ancreront une transition juste est une politique industrielle durable intégrée. IndustriALL (2019) décrit correctement ces politiques comme suit:

*“Les politiques industrielles durables traitent l'environnement, l'économie et la société de manière intégrée. L'objectif doit être un environnement véritablement durable avec une réduction des gaz à effet de serre, où les anciens sites miniers et industriels sont restaurés et régénérés de l'environnement, où les espèces et les espaces sont protégés, où l'énergie et les ressources sont utilisées de manière économe, responsable et circulaire, car il n'y a pas d'emplois sur une planète morte.*

*Les politiques industrielles durables doivent être économiquement viables, accroître l'efficacité et la productivité tout en créant de nouvelles opportunités, tout en liant cela à des garanties de création d'emplois. Les politiques doivent viser une société véritablement durable où le changement technologique profite à tous, les disparités de richesse et de revenus sont réduites, les droits de l'homme et du travail garantis, les faibles et les marginalisés de la société sont protégés et les individus, les familles, les communautés et les cultures ont la possibilité de croître et prospérer (IndustriALL, 2019: 5).*

C'est dans le cadre de ces politiques industrielles globales que doivent être stipulés les objectifs stratégiques d'une transition juste, le cadre financier et juridique nécessaire développé et la création d'emplois décentes priorisée (Federation Syndicate European, 2018).

Les politiques industrielles sont ce qui permet de favoriser certaines entreprises par rapport à d'autres grâce à des incitations telles que le financement, les infrastructures et les impôts (ibid.). Afin d'absorber les travailleurs susceptibles de perdre leur emploi et de créer de nouveaux emplois, la création d'emplois ne doit pas se limiter au secteur des énergies renouvelables. La création d'emplois dans différents secteurs et au sein des nouvelles technologies s'ajoutera à la demande d'emploi existante. Ce qui est assez important, c'est que les politiques industrielles dans lesquelles ces emplois sont décrits adhèrent aux objectifs de transition juste fixés pour l'économie.

## TOUTES LES DEMANDES DOIVENT ETRE INCLUSES DANS LES POLITIQUES INDUSTRIELLES DURABLES INTEGREES

L'ASS est confrontée à une crise énergétique. Cette crise, à son tour, crée un vide politique. Mbirimi (2017) explique que les vides politiques n'apparaissent pas souvent, mais lorsqu'ils le font, ils créent une opportunité d'influencer les processus politiques et de façonner les trajectoires de développement. Nous sommes donc actuellement confrontés à une telle opportunité dans la région. Tout en prônant une transition juste, les syndicats doivent être en mesure de formuler certaines revendications politiques en plus de celles liées à l'emploi. Une planification à long terme cohérente et holistique doit être le fondement de l'avancement de la justice dans un système énergétique en évolution.

Une transition juste d'une manière ou d'une autre aura un impact sur tous les secteurs de l'économie et nécessitera également une planification dans tous les secteurs de l'économie. Il est donc nécessaire d'intégrer une transition juste dans tous les ministères et les approches d'élaboration de politiques. Outre les politiques énergétiques, l'une des principales politiques qui ancreront une transition juste est une politique industrielle durable intégrée. IndustriALL (2019) décrit correctement ces politiques comme suit: L'ASS est confrontée à une crise énergétique. Cette crise, à son tour, crée un vide politique. Mbirimi (2017) explique que les vides politiques n'apparaissent pas souvent, mais lorsqu'ils le font, ils créent une opportunité d'influencer les processus politiques et de façonner les trajectoires de développement. Nous sommes donc actuellement confrontés à une telle opportunité dans la région. Tout en prônant une transition juste, les syndicats doivent être en mesure de formuler certaines revendications politiques en plus de celles liées à l'emploi. Une planification à long terme cohérente et holistique doit être le fondement



## QUE PROMOUVONS, INITIONS ET DEMANDONS NOUS?

### 01 Nous demandons que les gouvernements:

- Développement de politiques industrielles intégrées durables pour guider l'économie vers une transition juste. Le développement doit se faire de telle manière que les différentes régions se complètent plutôt que de se concurrencer et créent une course effrénée du profit.
- Développer l'industrie 4.0 et les politiques axées sur l'industriel.
- Évaluer les opportunités et les menaces au sein de chaque économie et se concentrer sur la diversification des économies locales.
- Les politiques industrielles doivent obliger les entreprises à fournir aux travailleurs des lieux de travail sûrs et sains.
- Veiller à ce que les politiques de transition juste soient appliquées au niveau de l'entreprise par les entreprises et les multinationales
- Accroître les investissements dans les infrastructures énergétiques pour améliorer l'accès à l'énergie.
- Effectuer les évaluations et les mises à niveau des infrastructures nécessaires. Les infrastructures doivent être adaptées pour que les énergies renouvelables deviennent un contributeur croissant à l'approvisionnement énergétique. L'expansion des solutions hors réseau devra faire partie des plans d'action.
- Développer des politiques énergétiques régionales de transition juste pour fournir un cadre dans lequel les pays peuvent situer leurs propres politiques.
- Promouvoir le commerce énergétique transfrontalier pour accroître la fourniture d'énergie et faire face aux niveaux élevés de pauvreté énergétique.
- Dans le cadre du commerce mondial, les pays d'Afrique subsaharienne doivent d'abord assurer un approvisionnement suffisant au niveau local avant de fixer les termes des accords commerciaux mondiaux, en garantissant des revenus adéquats et en évitant une dépendance excessive à l'égard de quelques acheteurs.
- Gérer les impacts d'une transition rapide vers les ressources énergétiques renouvelables sans accroître les inégalités et le chômage exige que les gouvernements, grâce à une planification participative inclusive, établissent des mandats clairs et explicites tels que toutes les parties prenantes (y compris le secteur financier). Toutes les parties doivent être liées par certains paramètres de base et encouragées à aligner toutes leurs activités sur les plans énergétiques nationaux. De tels plans ne peuvent être cohérents que s'ils précisent les résultats souhaités pour au moins deux décennies à venir et la localisation des industries des énergies renouvelables nécessite des plans de déploiement fiables et ambitieux.

### 02 En tant que syndicats, avec d'autres acteurs de la transition juste:

- Plaident pour une bonne gouvernance dans laquelle le patronat et les oligarchies sont confrontés

## LA PROPRIÉTÉ SOCIALE ET DEMOCRATIQUE DANS UNE TRANSITION JUSTE: EXPLORATION DES PARTENARIATS PUBLIC-COMMUNAUTÉ/TRAVAILLEURS

"La démocratie énergétique" est un terme complexe avec des interprétations différentes. Au fond, c'est la redistribution de l'énergie de la propriété d'un petit pourcentage de la population à la majorité de la population (Scholt, 2011). En Afrique subsaharienne, les modèles de fourniture d'énergie étaient historiquement destinés aux industries de service. Dans le cadre de la démocratie énergétique, l'énergie, par contre, la fourniture d'énergie aux communautés est une priorité. Les communautés, et en particulier les femmes, ont le choix en matière de propriété, d'exploitation, de production et de distribution d'énergie (Asia Pacific Forum on Women, 2017. & Skinner, 2015).

Il existe deux interprétations de la forme que peut prendre la démocratie énergétique. IndustriALL et cette recherche soutiennent fermement l'appropriation démocratique par le biais du foncier:

*"...L'énergie est un besoin fondamental et un bien public; et les pouvoirs publics doivent encadrer sa production et son utilisation avec des politiques publiques dans l'intérêt public, que ce soit dans l'extraction, la production, le transport et la distribution d'énergie, en particulier face aux changements rapides induits par les besoins environnementaux et les nouvelles technologies"(SSAEN, 2019: 2).*

Le TUED (2012), un autre syndicat mondial qui lutte et prône la démocratie énergétique, exige également que l'énergie soit transférée des mains privées aux mains publiques. Dans le processus, ils exigent que les entités publiques cessent de fonctionner comme des entreprises privées pour la démocratisation de l'énergie.

La seconde interprétation de la démocratie énergétique est liée à un manque de confiance dans les marchés mais aussi dans l'État. Dans l'enquête Définir une transition juste, les syndicats ont identifié la mauvaise gouvernance, la planification et la gestion comme certains des principaux facteurs contribuant à la crise énergétique dans la région. L'exemple au Sénégal ci-dessous montre comment les organismes gouvernementaux peuvent manquer des connaissances nécessaires, de la volonté d'approches participatives et du développement d'infrastructures durables et de qualité. Leur objectif principal est d'attirer le financement des bailleurs de fonds.

ETUDE DE CAS 20: les approches Gouvernement / Société Civile pour la création des villages écologiques au Sénégal

**"Lors d'un stage à l'Agence nationale de "village écologique (ANEV), j'ai observé comment les panneaux solaires viennent se substituer à des visions plus complexes de développement social et politique. Avec l'Agence nationale pour les énergies renouvelables (ANER), l'ANEV est l'une des deux organisations gouvernementales cherchant à mettre en œuvre des programmes d'énergie renouvelable au Sénégal. La mission déclarée de l'ANEV est de transformer «la moitié de tous les villages ruraux du Sénégal en villages écologiques». Dans la pratique, l'agence travaille en grande partie à l'installation de panneaux solaires et à la construction de pompes solaires pour les villages. Le Fonds pour l'environnement mondial du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a fourni un financement initial de 16 millions de dollars pour ce projet, ce qui montre l'importance de l'empreinte financière internationale.**

**L'ANEV a été critiquée pour son manque de connaissances au même titre que de nombreux organes gouvernementaux au Sénégal. Un jour, alors que j'étais assis autour d'un bol commun de yassa poulet avec des fonctionnaires du ministère de l'Environnement, on m'a dit qu'à l'ANEV «ils ne savent rien des villages écologiques» et «vous pourriez probablement leur dire bien plus que ils savent".**

**Certains ont souligné que l'ANEV n'est pas en mesure de mieux savoir car elle a été fondée par un acte résolutif du haut vers le bas et gérée par d'anciens militaires. Le président Abdoulaye Wade, comme l'ont raconté certains responsables de l'ANEV, s'était rendu en Allemagne et avait constaté que les gens construisaient des villages écologiques. En 2008, il a signé un projet de loi pour amener cette idée au Sénégal...**

**Si la communauté internationale veut assurer l'électrification rurale de chaque village, le projet de l'ANEV est une démonstration qui donne à réfléchir sur les dangers d'une telle solidarité imaginaire. En effet, l'apport de panneaux solaires et d'importants financements internationaux a détruit un réseau local d'ONG de villages coordonné par GEN Sénégal (GEN Sen) qui travaillait à la construction de villages écologiques au Sénégal depuis 2002. La vision de cette organisation était également de lutter pour la durabilité, mais a plutôt mis l'accent sur une «approche participative entre différents acteurs concernés par le développement des communautés» qui s'appuie sur la «synergie qui unit villageois, chercheurs, étudiants, experts et professionnels dans des domaines liés aux préoccupations générales des populations».**

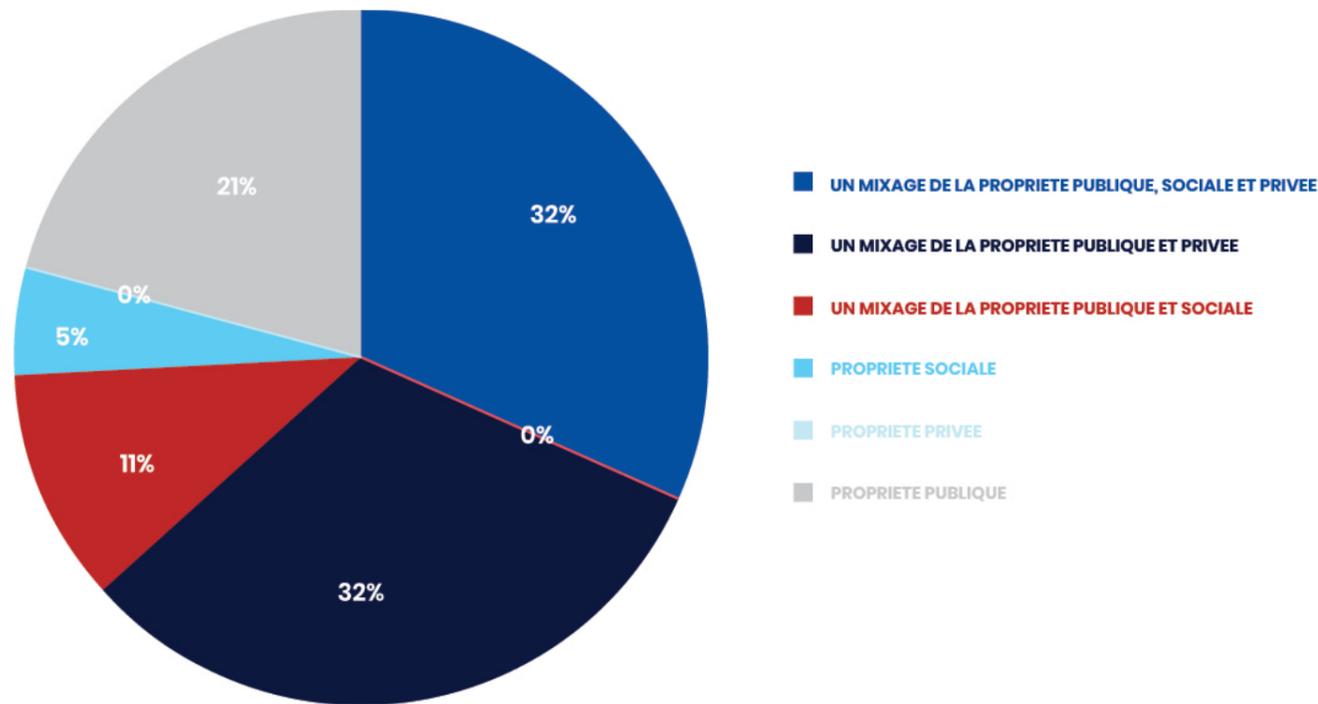
**GEN Sen a été contourné par un gouvernement avec d'autres plans: installer ses propres employés, dont beaucoup venaient de l'armée, et se concentrer en grande partie sur le travail technique de construction de systèmes de panneaux solaires communautaires. Le mandat de l'ANEV était de transformer le village écologique en une initiative technocratique pour obtenir des fonds internationaux sans égard aux communautés locales et à leurs visions de transformation sociale.**

**Le résultat fut que GEN Sen, qui rêvait d'obtenir des financements internationaux très convoités, fut témoin d'un programme gouvernemental qui n'engageait que ses propres bureaucrates et fonctionnaires de cesser toute autre consultation avec l'ONG. L'ONG elle-même, qui considérait les panneaux solaires comme une petite composante (et loin d'être la plus importante) du développement, s'est dissoute pendant que l'ANEV poursuivait son travail.**

L'exemple du Sénégal rappelle les réflexions de Mbirimi (2017) qui explique comment les services publics sont devenus des monopoles et que la distribution d'énergie aux populations n'est pas leur principale priorité (Mbirimi, 2017). Ces priorités devront changer à l'avenir et les syndicats ont un rôle de plus en plus important à jouer. Dans l'exemple du Sénégal, les syndicats auraient pu être la voix des travailleurs et des communautés pour garantir des approches démocratiques et de qualité. La restauration des biens et services publics profitera non seulement aux travailleurs mais aussi aux femmes qui pourraient travailler dans un environnement où les droits humains sont respectés (Asia Pacific Forum on Women, 2017).

Compte tenu de la nature géographique de la pauvreté énergétique en ASS et des défis de gouvernance existants, les systèmes énergétiques décentralisés appartenant à la communauté deviennent une composante importante de la démocratie énergétique qui mérite d'être examinée (Mbirimi, 2017). L'idée qui sous-tend l'appropriation communautaire et sociale n'est cependant pas encore bien connue et reçue. L'une des questions de l'enquête Définir une transition juste était de savoir quels modèles d'actionnariat, selon les syndicats, seraient les plus appropriés dans le cadre d'une transition juste dans leur pays. On peut voir que les syndicats favorisent les partenariats public-privé plutôt que les modèles de propriété public-communautaire.

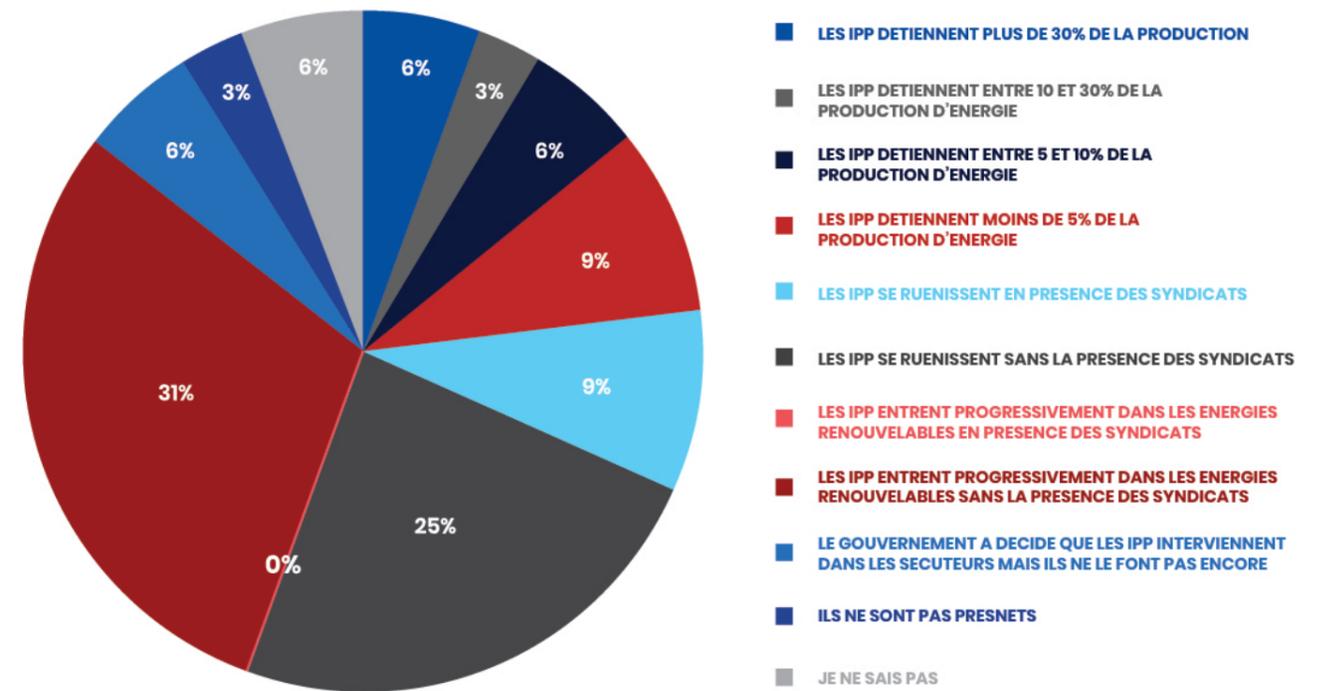
Figure 16: S'il existe un passage des combustibles fossiles aux énergies renouvelables dans votre pays, quel modèle de propriété pensez-vous être la plus appropriée?



Source: LRS Defining a Just Transition Survey (2019)

Le secteur privé par le biais des IPP joue un rôle de plus en plus important dans la région. On estime que 18 pays d'Afrique subsaharienne ont des IPP présents (Avila et al. 2017). La définition d'une transition juste en ASS a demandé aux affiliés d'IndustriALL d'identifier quelle est la situation actuelle en ce qui concerne les IPP dans le secteur des énergies renouvelables dans leurs pays. Leurs réponses sont illustrées ci-dessous.

Figure 17: Quelle est la situation courante concernant les IPP dans le secteur des Énergies Renouvelables dans votre pays?



Source: LRS Defining a Just Transition Survey (2019)

La présence et la connaissance du secteur privé pourraient expliquer pourquoi les syndicats préfèrent les partenariats public-privé aux modèles de propriété public-communautaire. Bien que cela puisse être vrai, 25% des syndicats ont indiqué que les PRI sont déjà établis sans aucune présence syndicale et 31% ont indiqué qu'ils entrent sans cette présence. L'impact négatif des fournisseurs d'énergie privés est connu dans le monde entier. Aux Philippines, par exemple, on dit que la création de fournisseurs d'énergie privés signifiait un passage à un monopole privé avec une augmentation de 100% des tarifs d'électricité (TUED, 2012). En ce qui concerne les impacts négatifs sur les travailleurs, les affiliés de REASS connaissent eux-mêmes le mépris des entreprises privées pour le travail. Lors de la dernière réunion du REASS tenue à Johannesburg, en Afrique du Sud, les syndicats ont partagé certaines de leurs expériences:

*“Les multinationales du secteur pétrolier et gazier sont les plus difficiles à reconnaître le droit des syndicats à la « liberté d'association », par exemple. à Schlumberger, ENI et Halliburton »(GTPCWU, 2019)*

*“La liberté d'association et le respect des conventions collectives par certaines multinationales au Nigéria restent très difficiles”.*

*“Les multinationales des secteurs pétrolier et gazier sont les plus difficiles à gérer, par exemple. Shell, Total, Halliburton, etc. Ils ont également tendance à ne pas tenir compte des GFA là où ils existent » (NUPENG, 2019).*

*“Le nombre de travailleurs syndiqués a diminué depuis la privatisation de la compagnie d'électricité au Nigeria. Cela a également entraîné une augmentation du nombre de travailleurs occasionnels - augmentant les insécurité dans l'emploi” (NUEE, 2019).*

Cette recherche voudrait par la suite suggérer que les partenariats public-communauté reçoivent plus d'attention au sein du REASS. Cela ne veut pas dire que les modèles de propriété des communautés ou des travailleurs n'ont pas leurs propres défis. Il est plutôt suggéré que ces défis devraient être explorés pour voir s'il n'y a pas un moyen pour que les modèles d'appropriation publique-communautaire avec la participation des syndicats puissent approfondir l'appropriation démocratique de l'énergie. COMMUNAUTÉ DÉCENTRALISÉE ET SYSTÈMES ÉNERGÉTIQUES PROPRES AUX TRAVAILLEURS: DES OPPORTUNITÉS DE DÉFI DANS UNE SEULE TRANSITION



## COMMUNAUTE DECENTRALISEE ET SYSTEME ENERGETIQUE PROPRE AUX TRAVAILLEURS, DEFIS A RELEVER DANS UNE TRANSITION JUSTE

Les solutions énergétiques locales sont de plus en plus prédominantes à travers le monde. Les mini-réseaux représentent une telle solution où la production d'énergie est éloignée d'une source centralisée pour produire de l'énergie localement. La figure ci-dessous illustre l'emplacement des mini-réseaux parmi les options de production d'énergie de plus en plus petites.

Figure 18: Les technologies renouvelables élargissent les options d'accès à l'électricité



Source: Corfee-Morlot et al. (2018)

Les systèmes énergétiques décentralisés peuvent être connectés au réseau électrique principal ou fonctionner indépendamment. Les systèmes énergétiques hors réseau offrent l'avantage de diversifier le profil énergétique d'un pays et d'offrir des options plus résilientes au climat. Le choix de celui à utiliser dépendra du contexte. L'AIE (2014) utilise l'exemple du Nigéria et de l'Éthiopie pour illustrer ces considérations contextuelles. Au Nigéria, avec une population de 200 millions d'habitants et une densité de population plus élevée, des mini-réseaux connectés au réseau existant peuvent être envisagés. D'un autre côté, dans un pays comme l'Éthiopie avec une densité plus faible et des populations rurales éloignées des infrastructures de réseau existantes, des solutions hors réseau seront plus appropriées. L'étude de cas ci-dessous fournit un exemple de système décentralisé existant en Éthiopie.

ETUDE DE CAS 21: Système électrique hybride hors réseau des villages enclavés en Éthiopie

**"The Grand Ethiopian Renaissance Dam (GERD), which is currently under construction, is expected to be the largest hydroelectric dam in Africa and to generate 6,450 MW of electricity at full capacity. In 2018, the Federal Government of Ethiopia launched the National Electrification Program (NEP), a comprehensive plan to reach universal access to electricity by 2025. The GE off-grid hybrid power system is ideal for remote villages and hard-to-reach operations but can also provide increased reliability when grid supply is inadequate. In Ethiopia, the scalable microgrid system powered by a Hybrid Distributed Power unit provides reliable, sustainable and cost-effective power to 1,500 inhabitants of Digo Village, powering a health clinic, school, administrative offices and homes. GE's Hybrid Distributed Power combines PV solar panels, batteries, and a diesel generator to provide reliable, cost-effective power to a mini-grid system." (General Electric Company, 2019:14).**

Le défi de ces systèmes décentralisés est qu'ils sont souvent gérés par le secteur privé. Il existe néanmoins de solides arguments en faveur de modèles d'appropriation communautaire en ASS. Les réseaux d'énergie décentralisés offrent une opportunité d'atteindre des communautés rurales qui étaient auparavant hors de portée du réseau énergétique. Mbirimi (2017) partage son optimisme concernant les systèmes énergétiques décentralisés dans la déclaration suivante:

**"Par exemple, la fourniture d'électricité décentralisée est souvent considérée comme une mesure à court terme à exploiter uniquement lorsqu'il y a des lacunes dans le système énergétique, au lieu d'une option viable pour étendre la fourniture d'électricité aux populations dispersées dans les communautés rurales à travers le pays» (Mbirimi, 2017: 11).**

Diverses études ont illustré les avantages que les systèmes énergétiques des mini-réseaux peuvent apporter à une communauté. L'exemple d'une telle étude menée au Kenya est donné ci-dessous.

ETUDE DE CAS 22: L'impact positif d'un micro réseau électrique lié à la communauté dans le Kenya profond (Village Mpeketoni)

**"Grâce à une analyse détaillée d'une étude de cas d'un micro-réseau électrique communautaire dans les zones rurales du Kenya [Village Mpeketoni réalisé de juin à août 2005], nous démontrons que l'accès à l'électricité permet l'utilisation d'équipements et d'outils électriques par les petites et microentreprises, se traduisant par une amélioration significative de la productivité par travailleur (100 à 200% selon la tâche à accomplir) et par une croissance correspondante des niveaux de revenu de l'ordre de 20 à 70%, selon le produit fabriqué. L'accès à l'électricité permet et améliore simultanément la fourniture de services sociaux et commerciaux à partir d'un large éventail d'infrastructures au niveau du village (par exemple, écoles, marchés et pompes à eau) tout en améliorant la productivité des activités agricoles. Nous constatons qu'une productivité accrue et une croissance des revenus dans le contexte d'une meilleure prestation de services de soutien social et commercial contribuent à obtenir des avantages sociaux et économiques plus élevés en faveur des communautés rurales. Nous démontrons également que lorsque les utilisateurs locaux d'électricité ont la capacité de facturer et d'appliquer des tarifs reflétant les coûts et que la consommation d'électricité est étroitement liée à des utilisations productives qui génèrent des revenus, le recouvrement des coûts est possible" (Kirubi, Jacobson, Kammen & Mills, 2009: 1208 -21).**

S'il est avantageux de mettre en évidence les divers impacts positifs que les systèmes énergétiques des mini-réseaux peuvent apporter à une communauté, il est dangereux de ne pas reconnaître les défis associés à ces approches et systèmes.

La plate-forme multifonctionnelle du Mali (PMM) est un très bon exemple de projet d'énergie hors réseau en ASS. Bien que basé sur une énergie hors réseau alimentée au diesel, le projet a atteint des centaines de villages et des milliers de personnes. L'étude de cas ci-dessous fournit des leçons extrêmement précieuses en ce qui concerne les partenariats public-communauté similaires.

ETUDE DE CAS 23: Une plate-forme d'énergie Diesel gérée par les femmes a atteint des centaines de villages au Mali : Défis et réalisations

**"La plate-forme multifonctionnelle du Mali (PMM), un programme énergétique géré par le gouvernement et parrainé au niveau multilatéral qui a distribué un petit moteur diesel relié à divers équipements d'utilisation finale, a élargi l'accès aux services énergétiques modernes et augmenté les revenus des villages de 1999 à 2004. Au cours de cette période, il a distribué avec succès plus de 500 PM à travers le Mali et, ce faisant, a autonomisé les femmes, amélioré les opportunités éducatives et renforcé la sécurité alimentaire et la cohésion communautaire. Le PMM a également incité le gouvernement à installer 1800 plates-formes de ce type d'ici la fin de 2012.**

Pourtant, un certain nombre de facteurs ont limité les tentatives du gouvernement de fournir des services énergétiques. En 2010, AMADER a signé des concessions avec 80 opérateurs du secteur privé, mais ces opérateurs n'ont atteint que 180 villages sur des milliers.

Au moins quatre éléments, mis à part la fonctionnalité de la plateforme, distinguent le PMM des autres projets de développement énergétique. Premièrement, le gouvernement a adopté une approche «en douceur», minimisant la participation du public et comptant sur les communautés et les groupes de femmes locaux pour prendre en charge la mise en œuvre. Deuxièmement, le modèle financier du PMM était basé sur le partage des coûts: le projet accordait des subventions allant jusqu'à 2 500 dollars pour les plates-formes et jusqu'à 10 500 dollars pour les mini-réseaux électriques ou les réseaux d'eau. Cependant, les groupements de femmes et les communautés devaient financer de 40 à 60% des coûts d'équipement des plates-formes et assumer la responsabilité de l'amortissement, de l'entretien, des salaires et du fonctionnement.

Troisièmement, le PMM cibait les femmes. Au lieu de demander aux communautés de demander des PMM, la stratégie consistait à rechercher des associations de femmes et à inclure leur participation comme condition d'appropriation. Quatrièmement, et surtout, le PM a adopté un modèle séquentiel en huit étapes qui impliquait des études de faisabilité, une formation, un suivi et une évaluation...

En 1999, pendant les premières années de fonctionnement du PM à travers le pays, le gouvernement a installé 48 plattes formes et formé 240 personnes sur son fonctionnement. Le programme a aussi formé 47 artisans dans l'installation électrique et mécanique et la maintenance. A partir de Juin 2001, le programme a installé 149 plattes formes, et près de 100,000 femmes en ont bénéficié. En ce moment, le programme s'achevait en Decembre 2004, 514 plattes formes ont été installées excédant ainsi la cible que le programme s'était donné. Ces plates forms ont couté une rondolette somme de \$10 millions de dollars d'investment et a servi près d'un démi million de femmes ou 5% de la population rurale entire plus principalement dans les regions sud du pays ...

Lorsqu'on se base sur les PM au Mali, d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, à l'instar du Burkina Faso, du Ghana, du Senegal, de la Guinée, du Niger, et du Togo ont tous entamé leur proper programme national pour collectivement fournir de l'énergie à plus de 3 millions de personnes. Les PM au Mali ont autonomies les femmes pour aléger leur charge des travaux, amélioré leur efficacité de collecte d'eau, et leur a permis de participer à l'économie locale. La platte forme a également donné aux femmes plusieurs manières d'user de leur temps. Ceci a souvent un impact sur la façon don't elles voient les choses par rapport aux hommes, leur permettant de gagner en reconnaissance et en statut social.

Les femmes deviennent plus letrées et améliorent leur connaissance dans les processus de négociation et apprennent aussi à monter et mettre en oeuvre des projets grace à l'approche des PM. A la conclusion de l'étude, "la création d'une entreprise énergétique décentralisée et gérée par les femmes peut générer un dynamism solide pour la transformation structurelle dans un environnement où les atouts basés sur la terre et l'agriculture sont la propriété des homes et la preparation des sols, l'apanage des femmes". Nonobstant les cinq avantages cités plus haut, cette section présente cinq défis interconnectés identifiés par nos répondants et la littérature: politique de coordination, pauvreté et financement, dépendance sur le carburant importé, la technology et le patriarcat.

Les PM sont plus compliqués et plus difficiles à exploiter que les générateurs diesel ordinaires, les systèmes solaires domestiques ou les micro-barrages hydroélectriques. La plupart des moteurs AnilRhino et Lion sont suffisamment «robustes» pour continuer à fonctionner malgré ce mauvais entretien, mais l'évaluation a conclu que «très peu de villages pratiquent une maintenance préventive». Les pièces ne sont souvent remplacées qu'après leur rupture et, dans certains cas, les coûts de réparation de systèmes mal gérés peuvent compenser les gains de revenus. Une équipe d'évaluation indépendante a visité les 514 PM du Mali un an après la fin du projet et a noté qu'environ un quart n'étaient pas fonctionnels. La nature endémique et généralisée de la pauvreté au Mali fait qu'il est difficile pour les plateformes de générer des revenus. La plupart des marchés locaux, par exemple, ont «des possibilités limitées de croissance des revenus» étant donné que leurs clients sont «extrêmement pauvres».

Un de nos participants a également fait remarquer qu'«il est dif ficile pour certains villages de s'offrir une PM même s'ils pourraient en bénéficier». Le générateur diesel et le carburant diesel qui alimente la plupart des PM au Mali doivent être importés par les générateurs souvent d'Inde et le carburant des voisins du Mali. La leçon sous-jacente ici est que les projets d'accès à l'énergie fonctionnent mieux lorsqu'ils associent cet accès à des utilisations productives, à la génération de revenus et à l'élévation du statut social et économique des groupes défavorisés. Même si la technologie dans certains cas peut avoir été «fausse» puisque les PM dépendent principalement du carburant diesel fossile, l'approche pour la fournir, et se concentrer sur des choses comme le partage des coûts, la gouvernance, le genre et l'autonomisation, était «juste».

Le PMF démontre l'utilité de commencer par des études de faisabilité et des phases de pilotage avant de passer à l'échelle nationale. Comme l'a expliqué une évaluation, «l'étude participative et de faisabilité aide chaque village à définir les composantes de sa plate-forme sur la base de ses priorités et de ses capacités techniques et financières. Il aide également le projet à identifier des indicateurs spécifiques de base (économiques, techniques et sociaux) pour chaque communauté". L'un de nos autres répondants a fait remarquer que le PMF a connu un tel succès parce qu'il a été mis en oeuvre avec un «programme éducatif complémentaire afin que les gens puissent à la fois en apprendre davantage sur le PMF et comment le maintenir, mais également sur les modèles commerciaux et comment les gains économiques dérivés du Le PMF peut améliorer leur vie."

Une autre implication du PMF est qu'il y a un nombre inquiétant de plates-formes non fonctionnelles au Mali, environ un quart en 2005. Cela peut impliquer que l'un des défis les plus suprêmes dans la décentralisation de l'accès à l'énergie des services publics nationaux et des entreprises privées vers les villages est le processus de décentralisation lui-même. Pour que les PMF fonctionnent, les groupes de femmes doivent effectuer un entretien préventif et user de la perspicacité nécessaire pour savoir quand des réparations sont nécessaires; les mécaniciens doivent pouvoir entretenir les plates-formes; les pièces de rechange doivent être disponibles; et les clients locaux doivent exiger des services énergétiques. Un pli dans l'une de ces chaînes pourrait entraîner une plate-forme non fonctionnelle... (Sovacool, Clarke, Johnson, Crafton, Eldsness & Zoppo, 2013: 115-125).

L'exemple de la PMF au Mali est basé sur un système d'énergie hors réseau alimenté au diesel. Des projets d'énergie renouvelable similaires permettront de surmonter automatiquement certains des défis identifiés tels que le coût du diesel. Dans cet exemple, des opérateurs du secteur privé ont été utilisés pour fournir les systèmes énergétiques mais n'ont pas atteint leurs objectifs. Les coopératives de travailleurs pourraient être envisagées pour remplir ce rôle dans d'autres modèles. L'étude de cas a également illustré de manière cruciale comment la propriété sociale et la propriété féminine peuvent surmonter les déséquilibres entre les sexes. En tant qu'objectif d'une transition juste, il s'agit d'un point central à prendre en considération. Les femmes et les communautés devaient financer 40 à 60% du coût de l'équipement. Compte tenu des niveaux élevés de pauvreté, les syndicats avec pour tâche principale l'investissement peuvent jouer un rôle et garantir leur implication dans de tels projets. Alors que le but de ce projet était de décentraliser l'énergie des services publics nationaux, nous soutenons qu'une approche plus combinée avec la participation de l'Etat et de la communauté peut être envisagée.

Un autre exemple plus orienté vers un partenariat public-communauté est donné dans l'exemple de la mini-hydroélectricité hors réseau en Tanzanie. Dans ce cas, un service public communautaire a été développé pour faire fonctionner le système énergétique, mais les autorités ont été invitées à siéger au conseil d'administration et à investir dans le service public d'électricité. Cet exemple fournit également des informations sur la façon dont les coopératives de travailleurs pourraient éventuellement fonctionner.

ETUDE DE CAS 24: Mini hydroélectricité hors réseau dans le District de Ludewa, Tanzania en Tanzanie géré par une société d'Etat à base communautaire LUMAMA

“Dans cet article, nous nous intéressons à l'accès à l'électricité en faveur des pauvres en Afrique de l'Est et étudions spécifiquement un cas d'électrification rurale à l'aide de mini-hydroélectricité hors réseau en Tanzanie. Le système hydroélectrique de 300 kilowatts (kW) a été construit par une organisation non gouvernementale italienne (ONG) en partenariat avec l'église locale et financé par des donateurs internationaux et nationaux. Nous concentrons notre discussion sur quelques aspects que les recherches précédentes ont soulignés comme conditions préalables à des systèmes énergétiques durables à petite échelle dans les zones rurales pauvres: atteindre la viabilité économique, un degré élevé de participation locale et le développement de l'expertise locale. Les facteurs généraux les plus importants qui rendent ces objectifs difficiles à atteindre sont la pauvreté rurale et les économies et marchés ruraux peu développés. Ces facteurs se traduisent par une faible demande de services d'électricité, un développement lent de l'utilisation de l'électricité économiquement productive et une faible clientèle. Pour les entités privées et commerciales, la viabilité économique comprend le recouvrement des coûts d'investissement et la réalisation de bénéfices. Pour les initiatives non commerciales financées par des donateurs, le recouvrement des coûts n'est pas nécessaire et la viabilité économique est définie comme couvrant les coûts d'exploitation, de maintenance et, dans ce cas, les réinvestissements futurs.

Notre objectif est d'explorer le processus par lequel un projet d'électrification hors réseau financé par des donateurs utilisant des énergies renouvelables, mis en oeuvre par une ONG internationale, se traduit par un service public local viable sur le plan organisationnel et économique et une économie locale en croissance. Une critique importante adressée au développement dirigé par les ONG ces dernières années est liée à la dépendance des ONG vis-à-vis des donateurs. La littérature soutient que cette dépendance risque de placer les ONG dans une relation patron-client avec les donateurs, où les activités et les interventions sont plus ou moins dictées par les donateurs.

Le débat sur le rôle des ONG dans le développement s'inscrit également dans un débat général sur les questions d'appropriation et de gestion axée sur les résultats. Alors que l'appropriation par les États de leurs programmes de développement nationaux est largement encouragée dans la nouvelle architecture de l'aide mondiale, on craint de plus en plus que les acteurs étrangers déterminent encore une grande partie du programme de développement. Autrement dit, l'accent mis sur l'appropriation s'est avéré dans certains cas difficile à combiner avec les priorités des donateurs, d'autant plus que les donateurs sont confrontés à des demandes de plus en plus strictes de la part de leurs propres gouvernements ou bailleurs de fonds.

Electrification rurale dans le district de Ludewa en Tanzanie, les hauts plateaux du sud de la Tanzanie ont un climat tempéré et des conditions hydrologiques propices au développement de systèmes hydroélectriques à petite



échelle. Il existe de nombreuses installations hydroélectriques à but non lucratif, dans des zones où le réseau national n'atteint pas, détenues et exploitées par des églises locales ou des organisations communautaires. Il existe également des installations pico-hydroélectriques développées par des entrepreneurs locaux. L'initiative de construire un mini système hydroélectrique dans le bassin de la rivière Kisongo dans le district de Ludewa est venue de l'église locale, au diocèse de la région voisine de Njombe, en Tanzanie. Le diocèse a contacté l'organisation internationale de coopération au développement basée en Italie ACRA-CCS (à l'époque ACRA – Cooperazione Rurale en Afrique Amérique Latine) et leur a demandé d'aider à trouver des financements et à mener à bien la mise en œuvre.

... L'ACRA-CCS voulait que la centrale hydroélectrique appartienne aux communautés elles-mêmes. Par conséquent, en 2009, un service public communautaire a été créé dans le cadre juridique tanzanien pour les ONG. Le service public a été nommé LUMAMA d'après les initiales des trois villages connectés; la propriété du système électrique a été transférée à LUMAMA en 2010

Vers la fin de la première phase du projet, l'ACRA-CCS a identifié un certain nombre de menaces pour la durabilité de la centrale: la construction n'a pas été entièrement achevée comme prévu et la consommation moyenne n'était que d'environ 40 kW; Les revenus de LUMAMA n'étaient pas suffisants pour couvrir les coûts d'exploitation et de maintenance, ou les coûts d'amortissement.

Sur le plan organisationnel, LUMAMA n'avait pas la capacité suffisante pour gérer le service de manière efficace et indépendante.

Ces défis ont été abordés dans la deuxième phase du projet. La «logique» dans laquelle ACRA-CCS a travaillé pendant la deuxième phase était de s'appuyer sur ce qui avait été réalisé lors de la première phase et de l'étendre. ACRA-CCS a levé de nouveaux financements auprès de multiples donateurs, ce qui a permis d'entreprendre une série d'activités en parallèle. Ainsi, l'ONG pourrait finaliser la construction prévue, puis étendre le réseau pour atteindre plus de clients et de communautés. Il pourrait également renforcer la capacité de gestion locale et travailler avec les communautés pour trouver des solutions aux défis. Le programme d'électrification s'est élargi pour inclure des activités dans l'éducation et la santé, car l'ONG a estimé que le raccordement électrique pour les services publics tels que les écoles et les établissements de santé aurait un impact positif à long terme sur la qualité de vie dans la région. Autres composantes sont axées sur la gestion des ressources naturelles, l'agriculture, le développement des entreprises et l'approvisionnement en eau.

Ce n'est qu'en travaillant avec les villageois, les groupes communautaires et LUMAMA, ainsi qu'avec les autorités gouvernementales à plusieurs niveaux, que l'ACRA-CCS pourrait conduire le projet dans la direction souhaitée. Pour y parvenir, la première priorité était de finaliser la construction et d'établir suffisamment de connexions pour atteindre un certain niveau de revenu pour LUMAMA à partir des redevances d'électricité. Afin de mobiliser des capitaux pour de futurs investissements, un certain nombre de parcelles pour la plantation d'arbres destinées à la production de bois ont été créées en tant que propriété de LUMAMA.

... Les frais de connexion représentent un obstacle important pour la plupart des clients ruraux, on leur a demandé de couvrir uniquement le coût du câblage interne. Le coût typique de raccordement est de 180000 shillings tanzaniens (TZS) (environ 80 euros) et cet investissement a été facilité par un système de crédit pour les clients, mis en place dans la première phase. L'autre grande priorité de la phase II était de renforcer la capacité de gestion et d'organisation de LUMAMA, afin de créer une réelle appropriation et un sens de responsabilité locale ... Pour renforcer LUMAMA, l'ACRA-CCS a mis à disposition un expert en gestion pour travailler en étroite collaboration avec les sociétés locales et de siéger à des réunions hebdomadaires avec le personnel.

L'ONG a également dispensé des formations, par exemple sur la gestion et l'administration, la comptabilité et la bonne gouvernance (en mettant l'accent sur les principes de transparence et de non-corrupcion). Les techniciens, le gérant et le comptable sont tous des villageois qui vivent dans la région. Ils ont été recrutés et formés et sont nommés par le conseil d'administration du LUMAMA. Au fil du temps, ils ont développé les compétences nécessaires pour gérer le système au quotidien. ACRA-CCS a aidé LUMAMA à développer la structure organisationnelle et à adapter la réglementation de l'organisation pour répondre au nombre croissant de clients. Le règlement garantit la prise de décision démocratique et empêche les dirigeants politiques d'accéder à des postes de direction au LUMAMA. Tous les clients sont membres de LUMAMA et sont perçus par le personnel et le conseil d'administration comme des actionnaires de la centrale hydroélectrique et du réseau de distribution. En outre, ACRA-CCS a travaillé pour assurer le soutien du gouvernement du district et du partenaire de l'église en leur donnant des postes au sein du conseil des services publics. Cela peut être considéré comme une tentative délibérée d'encourager les institutions puissantes à investir dans la pérennité du système énergétique et la survie du service public local.

En termes de coût, le projet a été onéreux. Le coût total s'élève à environ 6 millions de dinars, pour un système d'une capacité de 300 kW. L'électrification hors réseau des zones les plus pauvres nécessite des investissements publics ou des fonds de donateurs; le retour sur investissement n'est pas une option à moins que le système ne puisse vendre l'électricité excédentaire à un gros client - de préférence le réseau national. Mais le cas de Mawengi montre que même les systèmes hors réseau peuvent devenir économiquement viables en termes de couverture des coûts d'exploitation et de maintenance après quelques années. (Ahlborg et Sjøstedt, 2015: 20-33).

Un bref aperçu donné dans l'exemple tanzanien est le niveau élevé d'investissement nécessaire pour lancer des projets décentralisés. Dans ce cas, le financement des donateurs a été assuré par une ONG italienne. Dans le contexte de l'Afrique subsaharienne caractérisé par des niveaux élevés de pauvreté, couvrir les frais de fonctionnement après l'installation peut poser un défi. Les exemples donnés montrent que dans les communautés pauvres dépendantes de revenus saisonniers, les revenus initiaux ne sont pas suffisamment élevés pour rendre les projets autosuffisants. Mbirimi (2017.) soutient ces arguments et déclare qu'au sein des communautés rurales, elles ne seront probablement pas en mesure de payer les coûts de connexion nécessaires aux réseaux d'énergie renouvelable. Dans l'exemple de la Tanzanie, la production de bois a été lancée pour un revenu supplémentaire et il a été constaté qu'avec le temps, les projets hors réseau peuvent, en fait, devenir économiquement viables.

Un autre facteur important à prendre en compte dans cet exemple est qu'il faut du temps et des ressources pour développer l'expertise locale nécessaire pour gérer un système hors réseau de manière efficace et indépendante. Elle pose par conséquent des questions sur la volonté des communautés de conduire de tels projets. Dans l'exemple du parc éolien de Hvide Sande au Danemark, le passage à la propriété communautaire a en fait été motivé par la communauté qui s'est opposée à la privatisation des énergies renouvelables.

ETUDE DE CAS 25: Parc éolien de Hvide Sande au Danemark: un projet énergétique appartenant à une coopérative communautaire à but non lucratif

“Le parc éolien de Hvide Sande au Danemark est un bon exemple de projet énergétique communautaire à but non lucratif. Le projet est détenu à 80% par la Hvide Sande Community Foundation, une fondation caritative, tandis que les 20% restants appartiennent à 400 investisseurs coopératifs locaux, comme l'exige la loi danoise. Tous les bénéfices tirés du développement (qui sont estimés à environ 18 millions de ZAR par an) sont conservés et investis dans des projets locaux décidés démocratiquement par les résidents locaux. Ce qui est important à propos du projet Hvide Sande, c'est qu'il est né de la résistance aux projets privés, dirigés par les développeurs, comme exprimé dans les autres formes de propriété décrites ci-dessus. Les analystes ont décrit un «esprit de résistance» au sein de la communauté locale qui se préoccupe davantage des principes du «bien-être et du bien commun» que du rendement des profits

Les municipalités ont également joué un rôle en investissant directement dans des projets énergétiques communautaires, réduisant ainsi la nécessité pour les projets de rechercher une aide financière privée. Par exemple, le parc éolien de Middelgrunden au Danemark est détenu à 50% par la municipalité de Copenhague et à 50% par une coopérative locale” (Overy, 2018: 11).



Faire fonctionner des centrales électriques indépendantes prend du temps et de l'énergie et les communautés qui luttent pour survivre auront des besoins plus pressants qu'une communauté au Danemark. Les communautés en ASS ne voudraient pas nécessairement être impliquées dans la gestion de systèmes énergétiques complexes. Les processus de dialogue social et de participation aideraient à prédéterminer le niveau de volonté. Les niveaux élevés de chômage et les contraintes physiques de vivre sans énergie pourraient motiver les communautés à s'impliquer. Des campagnes de sensibilisation pourraient aider à cet égard.

Ce qui est encore plus frappant dans l'exemple du Danemark, c'est que la municipalité locale détient 50% du parc éolien et la coopérative locale les 50% restants. L'une des préoccupations des projets communautaires décentralisés est leur effet sur les revenus municipaux. Il y a un argument selon lequel les énergies renouvelables pourraient entraîner des coupes budgétaires municipales. En Afrique du Sud, la vente d'électricité achetée à Eskom peut représenter jusqu'à 25% des revenus municipaux (Overy, 2018). Divers arguments doivent être considérés dans ce contexte.

Le premier est que les communautés disposant de mini-réseaux à portée du réseau national voudraient vendre leur électricité à la municipalité. La commune pourrait ainsi encore tirer des revenus de l'électricité. La source auprès de laquelle ils achètent pourrait tout simplement changer (Overy, 2018). Le deuxième argument concerne directement le contexte d'ASS. Dans le cadre de l'un de nos dix arguments de transition juste, nous avons discuté de la mesure dans laquelle les individus sont passés à utiliser des générateurs d'électricité plutôt que d'être dépendants de l'approvisionnement national en électricité peu fiable. ENERGIA (2019) explique qu'en raison du grand nombre de clients qui ont déjà abandonné le réseau pour des ressources alternatives fiables, le passage aux énergies renouvelables sera moins sévère. D'autres estiment que les systèmes énergétiques décentralisés soulageraient en fait les municipalités et rendraient des ressources disponibles pour d'autres domaines indispensables:

***“Les municipalités ont une solide analyse de rentabilisation pour le développement de mini-réseaux. Les municipalités d'Afrique du Sud ont un mandat pour la fourniture de services, y compris la fourniture d'énergie et l'électrification pour les populations entre 75 000 et 5 millions. Les mini-réseaux soulagent la pression budgétaire des municipalités en permettant le développement des industries locales et la création d'emplois, ainsi que la réduction de la pauvreté et le développement sociologique. Où et quand un mini-réseau est finalement connecté au réseau, il sera le principal fournisseur d'électricité localement. Cela réduira la demande locale d'électricité sur le réseau et diminuera la pression budgétaire sur les municipalités pour subventionner les ménages à faible revenu au-delà de 50 kWh / ménage / mois. Cela réduira également la quantité d'infrastructures de réseau que la municipalité doit construire pour connecter de nouveaux clients” (Curnier et al. 2017).***

Bien que ces arguments puissent être convaincants, Skinner (2015) est plus prudent quant à l'impact des clients quittant le réseau. L'auteur écrit dans un contexte mondial et soutient que si davantage de personnes quittent le réseau, le coût de maintenance du réseau existant augmentera pour les fournisseurs de services et les clients restants devront supporter les coûts croissants. Bien que cela puisse être vrai, le contexte sera encore une fois le facteur déterminant. En ASS, les systèmes énergétiques décentralisés apporteront une solution aux zones auparavant hors réseau. IL n'y aura aucun revenu existant à perdre pour les municipalités. Dans d'autres cas, des modèles tels que l'exemple du Danemark sont pertinents lorsque les municipalités s'engagent dans un partenariat avec des coopératives.

## COOPERATIVES, PROPRIETES COMMUNAUTAIRES: PROPRIETES DEMOCRATISEES OU FORMES DE PROPRIETE PRIVEE DISTRIBUEE?

Dans de nombreux cas, la propriété communautaire prendrait la forme de coopératives ou de fiducies communautaires. Angel (2016) décrit les coopératives énergétiques comme suit:

***“Les coopératives énergétiques sont des entreprises gouvernées par leurs membres: des personnes qui investissent dans la coopérative pour financer une nouvelle production d'énergie renouvelable ou (moins fréquemment) des consommateurs qui achètent de l'électricité à la coopérative. L'énergie produite est généralement revendue au réseau national, bien que la possibilité pour les marchés locaux de l'énergie s'ouvre maintenant. Dans les pays où l'énergie communautaire a prospéré, cela est en grande partie dû aux «Feed in Tariffs» (FIT): subventions pour offrir aux coopératives un tarif généreux pour l'énergie qu'elles vendent au réseau ... Les coopératives énergétiques se multiplient rapidement à travers le monde, permettant à des millions de personnes de devenir des producteurs actifs de l'énergie qu'ils utilisent” (Angel, 2016: 13).***

Les coopératives pourraient également fonctionner séparément du réseau national. Quel que soit leur emplacement physique, divers défis sont associés à la propriété coopérative. L'adhésion est limitée à ceux qui peuvent se le permettre et ils fonctionnent pour le profit et les avantages. Les deux ont tendance à rester au sein des membres comme décrit ci-dessous:

***“En réalité, de nombreux modèles communautaires, même lorsqu'ils sont lancés par les communautés elles-mêmes, ne répondent pas aux exigences d'un transformateur JET [juste transition énergétique]. Par exemple, alors qu'il existe environ 1 000 coopératives d'énergies renouvelables en Allemagne, la majorité retourne simplement les bénéfices des développements aux investisseurs au sein des communautés. C'est également le modèle dominant au Royaume-Uni et au Danemark, qui abrite plus de 6 300 éoliennes appartenant à des coopératives. Les avantages de la propriété ne sont généralement pas largement partagés entre les membres de la communauté, mais appréciés par les membres de la coopérative, principalement sous forme de paiements ou de réduction des coûts énergétiques” (Overy, 2018: 11).***



L'auteur propose des points de vue similaires sur la propriété communautaire en général:

***“De nombreux projets de développements appartenant à la communauté ne représentent guère plus que des formes distribuées de propriété privée avec l'adhésion limitée à ceux qui peuvent se permettre d'acheter des actions. L'IRENA soutient qu'une définition «trop fluide» de l'énergie communautaire contribue à ce problème, permettant aux promoteurs commerciaux et aux particuliers souhaitant investir de faire de fausses déclarations sur l'implication de la communauté pour donner une légitimité à de nouveaux projets. Cela parle directement de la façon dont les communautés sont définies. Il est clair que de nombreux projets génèrent des revenus locaux pour certains individus et groupes, mais c'est un résultat très différent des projets qui génèrent des revenus en faveur des communautés locales ” (Overy, 2018: 12).***

La taille des coopératives et de leurs membres peut être immense. En Allemagne, par exemple, il y a plus de 800 coopératives d'énergie renouvelable fonctionnant avec 200 000 membres. Le projet CRELUZ au Brésil compte également jusqu'à 20 000 membres coopératifs comme décrit ci-dessous.

ETUDE DE CAS 26: Coopérative dirigée par des membres de CRELUZ dans l'État de Rio Grande do Sol au Brésil

***“Un autre exemple de la coopérative dirigée par des membres du CRELUZ dans l'État de Rio Grande do Sol au Brésil. Cette coopérative, créée en 1999, compte 20 000 membres et exploite six petites centrales hydroélectriques (4 MW au total). Elle déclare que son objectif premier est de fournir de l'électricité à tous ceux qui en ont besoin. La coopérative produit et vend sa propre électricité à ses membres et retourne tous ses profits dans la construction de plus de capacité de production, des projets de développement économique local et pour fournir de l'électricité gratuite à ceux qui n'ont pas les moyens de payer. La coopérative fournit gratuitement de l'électricité à 600 familles et emploie 87 personnes qui bénéficient d'une assurance maladie, du transport, de la nourriture et de nombreuses possibilités de formation. En outre, il a une échelle tarifaire dégressive grâce à laquelle les utilisateurs plus riches subventionnent les familles les plus pauvres” (Overy, 2018: 11).***

L'exemple de CRELUZ montre comment les avantages peuvent être équitablement répartis, par exemple grâce à une distribution gratuite aux familles pauvres. Le fait que les coopératives puissent essayer de garder les avantages pour elles-mêmes combiné avec le nombre élevé de membres nécessite un organe de régulation ou de représentation comme les syndicats. Les coopératives ne sont pas élues démocratiquement, mais il existe une fenêtre pour explorer la présence et la participation des syndicats (Benton-Connell, 2015). Ce sont des dynamiques qui devraient être approfondies. Les syndicats pourraient être menacés de perdre leur adhésion en passant aux énergies renouvelables. Il est donc nécessaire de trouver des moyens d'assurer leur participation et d'être la voix de ceux qui pourraient être non protégés dans de nouvelles formes d'appropriation.

# LA VOIE A SUIVRE: RECHERCHE SUPPLEMENTAIRE, INDICATEURS DE DEVELOPPEMENT ET FORMATION SYNDICALE

## DOMAINES DE RECHERCHE SUPPLEMENTAIRES

La recherche a identifié les deux domaines clés suivants pour une recherche plus approfondie afin de renforcer l'approche du REASS pour une transition juste en ASS:

### IMPLICATION DES SYNDICATS DANS LES PROJETS COMMUNAUTAIRES, LES COOPERATIVES DES TRAVAILLEURS

Les systèmes énergétiques appartenant à la société peuvent être incorporés dans différents formats. Le COSATU en Afrique du Sud a exigé que «le secteur des énergies renouvelables (ER) soit» détenu par l'État » et que l'État finance la création de coopératives énergétiques appartenant aux travailleurs» (Overy, 2018: 19). Le fait que les coopératives appartiendront à la communauté ou aux travailleurs dépendra du contexte. Les systèmes d'énergie hors réseau dans les zones rurales seront mieux adaptés à l'appropriation communautaire. L'expertise locale et les capacités de maintenance devront cependant être développées pour combler le fossé spatial. Les coopératives de travailleurs pourraient, par exemple, mieux assumer le rôle des IPP dans le secteur de l'énergie. Les bénéfices seront donc partagés également entre les travailleurs. Nous aimerions suggérer que des recherches supplémentaires soient menées sur la manière dont une combinaison de coopératives de travailleurs et communautaires peut être développée avec la présence des syndicats. Les syndicats peuvent avoir une présence accrue dans le secteur de l'énergie, par exemple en investissant dans des coopératives ou en accédant au financement au nom des communautés ou des travailleurs. Ce sont tous des dynamiques qui méritent plus d'attention et de recherche.

### LE FINANCEMENT D'UNE TRANSITION JUSTE

Le financement d'une transition juste est un domaine complexe mais d'une importance cruciale. En 2015, le coût de l'accès universel à l'énergie était estimé à environ 20 milliards USD (APP, 2015). En termes de financement d'une transition juste, les taxes sur le carbone, les réformes des subventions aux combustibles fossiles et un fonds de transition juste sont quelques exemples qui doivent être approfondis. On estime que les gouvernements dépensent jusqu'à 1,3% des budgets nationaux pour subventionner les services publics d'énergie dans la région (APP, 2015). Dans l'enquête Définir une transition juste (2019), 23% des syndicats ont déclaré que les énergies fossiles étaient subventionnées dans leur pays, tandis que 18% ont déclaré que le gouvernement souhaiterait supprimer ces subventions. Une réforme des subventions basées sur les combustibles fossiles rendra disponibles des ressources qui pourraient être allouées à d'autres domaines indispensables:

*“En réformant les subventions aux combustibles fossiles, il y a un double avantage en ce que les soutiens financiers économiquement et écologiquement non durables sont supprimés, tandis que l'espace budgétaire est créé qui peut ensuite être investi dans les domaines qui soutiennent la transition. Cela peut inclure des investissements dans les communautés ou les infrastructures, ainsi que des soutiens financiers directs en faveur des travailleurs. L'espace budgétaire peut également être utilisé pour investir dans le filet de sécurité sociale, qui sera essentiel pour les personnes confrontées au chômage à la suite de la transition” (IISD, 2018: 15).*

Des études de cas menées au Ghana, en Égypte et au Sénégal montrent cependant que les subventions aux combustibles fossiles devront être abordées avec précaution pour éviter les soulèvements civils (IISD, 2018A & GSI, 2010). Communiquer et illustrer les effets positifs de la réforme proposée sera essentiel à son succès.

Conformément aux revendications d'IndustriALL, les syndicats devraient également plaider pour le développement d'un Fonds pour une transition juste dans leurs pays respectifs:

*“En outre, IndustriALL demande que les entreprises et les gouvernements s'engagent à créer un Fonds pour une transition juste adéquat, qui sera codirigé par des représentants des organisations syndicales compétentes, et utilisé pour la préservation et la création d'emplois industriels durables, et pour compléter des programmes de protection avec des programmes d'adaptation de la main-d'œuvre complets et créatifs pour les travailleurs concernés, afin de préserver la capacité industrielle d'aujourd'hui et de construire celle de demain” (Note conceptuelle SSAEN, 2019: 2).*

Le fonds peut être cantonné pour assurer la mise en œuvre de programmes d'ajustement du marché, la protection des communautés, la fourniture de protection sociale, le financement de projets communautaires décentralisés et la diversification économique (Smith, 2017). La Chine, par exemple, a consacré 15 milliards USD pour faire face aux pertes d'emplois dans l'industrie du charbon (IISD, 2018A). On ne sait pas encore si ce montant sera suffisant pour couvrir le coût de la transition.

Il est donc suggéré que d'autres recherches soient menées sur les modèles commerciaux possibles dans le cadre d'une transition juste, car la recherche a montré les coûts élevés associés. La participation directe des syndicats, y compris de leurs branches d'investissement, dans le secteur de l'énergie devrait également être étudiée plus avant.

## DEVELOPPER LES INDICATEURS D'UNE TRANSITION JUSTE

L'élaboration d'indicateurs de progrès dépendra du statu quo existant dans chaque pays d'Afrique subsaharienne. Les indicateurs négociés donnent aux syndicats quelque chose dont le gouvernement et le secteur privé peuvent être tenus responsables. Un exemple d'indicateur est que seulement 20% de la population à l'époque avaient accès à des installations de cuisson propres, un objectif peut être fixé pour atteindre 100% à un moment donné. Par exemple, 50% de la population doit avoir accès à des installations de cuisson propres d'ici 2030 et 100% d'ici 2040.

**Compte tenu des résultats de la recherche, les indicateurs mondiaux dans tout pays devraient être les suivants:**

- Objectifs à long terme pour atteindre une économie zéro carbone
- Mettre en place un système énergétique public
- Élargir l'accès à l'énergie ou à l'énergie universelle pour un accès pour tous

**Un autre indicateur concerne la collecte de données et la réalisation d'analyses d'impact approfondies pour planifier une transition juste.**

**Pour en souligner quelques-uns, des analyses d'impact et des données sont nécessaires dans les domaines suivants:**

- Potentiel énergétique (potentiel d'énergie renouvelable, localisation, production décentralisée etc.)
- Évaluer la dépendance aux combustibles fossiles et la préparation à la transition
- Infrastructure (besoins actuels et futurs)
- Emplois (profil actuel et demande future)
- Besoins des communautés et opportunités de diversification économique
- Genre
- Potentiel de fabrication local

**D'un point de vue socio-économique, les éléments suivants peuvent être inclus comme indicateurs de progrès:**

- Fourniture de logements
- Services de santé
- Des installations de cuisson propres
- Education
- Accès aux services
- Loisirs et bien-être
- Sécurité sociale

**Les indicateurs socio-économiques peuvent être guidés par des cadres plus larges tels que les objectifs de développement durable. En ce qui concerne la protection et le développement d'emplois décents, les indicateurs tels que les suivants seront applicables:**

- Reconnaissance syndicale
- Pourcentage d'emplois permanents par rapport aux emplois temporaires et précaires
- Nombre de licenciements abusifs (l'objectif doit être à zéro)
- Développement de programmes d'ajustement du marché
- Emplois perdus pendant la transition (l'objectif doit être à zéro)
- Nombre de nouveaux emplois créés
- Nombre de travailleurs formés
- Nombre de travailleurs reclassés
- Pour garantir un dialogue social adéquat, les indicateurs concernant la création d'une équipe spéciale / conseil / forum pour une transition juste et le développement de plateformes de dialogue social participatif seront nécessaires.

**Les plans et politiques suivants sont d'une grande importance:**

- Risques d'emploi et plans de transition juste
- Gestion des évaluations et politiques des risques climatiques
- Plans de décarbonisation
- Politiques d'intégration du genre

Les syndicats devraient également développer des indicateurs internes grâce auxquels ils peuvent suivre leurs propres progrès. Quelques exemples de tels indicateurs sont les suivants:

PHASE 1: Développement des connaissances internes:

- Familiarisation avec la définition et les justifications de la transition juste
- Développer une base solide de connaissances concernant une transition énergétique bas carbone, la transition technologique et les besoins des femmes
- Appliquer les connaissances dans le contexte dans lequel vous vous trouvez

PHASE 2: Participation des membres et élaboration de politiques

- Engager les membres et faciliter le partage des connaissances
- Finaliser l'approche interne de transition juste ou le document de politique

PHASE 3: Développement d'un réseau de solidarité:

- Développer une stratégie de communication pour une transition juste axée sur l'emploi mais aussi sur des questions plus larges telles que l'approvisionnement énergétique universel, la réduction de la pauvreté et les besoins des personnes vulnérables
- Mener des exercices de cartographie des parties prenantes
- Approcher les parties prenantes identifiées
- Mettre en place des réseaux de solidarité pour une transition juste
- Identifier les champions de la transition juste

PHASE 4: Faire des demandes

- Finaliser et faire des demandes de transition juste
- Inclusion dans l'élaboration des politiques gouvernementales

PHASE 5: Marche à suivre:

Adaptation, suivi et évaluation continus

Bien que les indicateurs puissent sembler trop ambitieux, ils donnent à toutes les parties prenantes quelque chose sur quoi travailler. Ce qui est essentiel, c'est que chaque syndicat développe des indicateurs en fonction du contexte et des besoins de son pays.

## RECHERCHE SYNDICALE, FORMATION ET RENFORCEMENT DES CONNAISSANCES

Le renforcement continu des capacités et la formation des syndicats sont essentiels. Un exemple tiré de l'élimination progressive du pétrole et du gaz en Nouvelle-Zélande montre comment les syndicats placent une transition juste à l'ordre du jour politique en renforçant les capacités des membres et des dirigeants syndicaux. Ce qui était essentiel pour y parvenir, c'est de permettre «aux travailleurs, aux délégués et aux délégués syndicaux de conduire le débat sur la

transition juste. Les syndicats devraient avoir une position claire sur la manière dont la transition juste devrait être mise en œuvre dans nos sociétés et pour les travailleurs. Si les travailleurs ont la capacité de diriger ce débat, cela ne donne pas seulement une voix aux travailleurs. Nous développerons également un cadre de leadership composé de travailleurs capables de soutenir leurs collègues tout au long de la transition» (Just Transition Center,

ETUDE DE CAS 27: Élimination du pétrole et du gaz en Nouvelle Zélande: les syndicats placent une transition juste à l'ordre du jour politique en renforçant les capacités des membres et des dirigeants syndicaux

“Récemment, le gouvernement de coalition en Nouvelle-Zélande a franchi une étape importante pour lutter contre le changement climatique et créer un avenir propre, vert et durable. Ils ont annoncé qu'ils cesseraient de délivrer de nouvelles licences pour l'exploration pétrolière et gazière offshore, ce qui entraînerait une élimination progressive du secteur d'ici 2050.

Alors qu'un rapport publié plus tôt cette année par l'Institut néo-zélandais de recherche économique (NZIER) prévoyait des pertes d'emplois, des revenus plus faibles pour les travailleurs qualifiés et une baisse du niveau de vie, le gouvernement, les syndicats et les communautés ont répondu avec un plan national et un plan pour une transition juste pour les régions les plus touchées.

Sam Huggard, secrétaire général du Conseil des syndicats néo-zélandais (NZCTU), déclare que l'objectif premier des syndicats a été de mettre la transition juste à l'ordre du jour politique. Et en particulier en s'assurant qu'il existe un plan pour soutenir les travailleurs à travers le changement collectivement, plutôt que des personnes traitées individuellement. Comme le dit Huggard, après avoir fait campagne pour obtenir le soutien de la transition juste de la part des partis politiques, des entreprises, des ONG et du gouvernement, ils ont maintenant un fort soutien public pour une transition juste comme réponse clé au changement climatique. Le gouvernement s'est engagé à une transition juste au niveau politique et a formé une unité de transition juste. L'objectif principal de l'unité est désormais de soutenir la région de Taranaki en Nouvelle-Zélande, où une grande partie de l'industrie pétrolière et gazière néo-zélandaise est traditionnellement basée. Par conséquent, la région de Taranaki est la région qui sera probablement la plus touchée par la décision du gouvernement d'éliminer progressivement le pétrole et le gaz offshore. La tâche principale du gouvernement est donc de proposer un plan de transition pour soutenir les travailleurs alors que la région et le pays se diversifient loin de l'industrie pétrolière et gazière.

Dans le cadre de ce processus, l'agence de développement économique du conseil municipal de Taranaki a identifié des opportunités futures pour de nouveaux emplois dans des industries telles que l'énergie propre, l'alimentation et le tourisme. La transition vers cet avenir devra, selon Huggard, être rapide - puisque le gouvernement a déjà pris la décision de mettre fin aux futurs permis d'exploitation pétrolière et gazière offshore.

Contrairement à d'autres pays, la Nouvelle-Zélande a un très mauvais bilan en matière de politiques actives du marché du travail et de politiques pour soutenir les travailleurs qui traversent le changement. - C'est très bien que vous vous rendiez seul au bureau local de la protection sociale et que vous inscriviez votre nom sur le tableau d'emploi, dit Huggard. Un rapport de l'OCDE de l'année dernière a révélé que les travailleurs néo-zélandais supportent beaucoup plus le coût économique du changement que les travailleurs d'autres pays. La politique de transition juste est bien sûr très éloignée de cette approche. Et l'approche des syndicats consiste à soutenir collectivement les travailleurs dans le processus de transition juste et à faire en sorte que les charges et les avantages soient partagés de manière juste. Étant donné le point de départ en Nouvelle-Zélande, les syndicats doivent maintenant travailler très dur pour faire en sorte que la nécessité de garantir un plan de soutien aux travailleurs à travers le changement soit en tête de l'agenda politique.

Nous devrions cartographier les compétences et l'expertise de la main-d'œuvre existante, et soutenir le transfert de ces compétences et expertise vers de nouvelles industries avec de bonnes conditions de rémunération et de bonnes conditions sur une base collective, dit Huggard. Dans le même temps, les syndicats s'efforcent d'assurer le leadership des travailleurs. Le syndicat travaille d'arrache-pied pour renforcer les capacités des dirigeants membres, des délégués et des délégués syndicaux dans le secteur pétrolier et gazier.

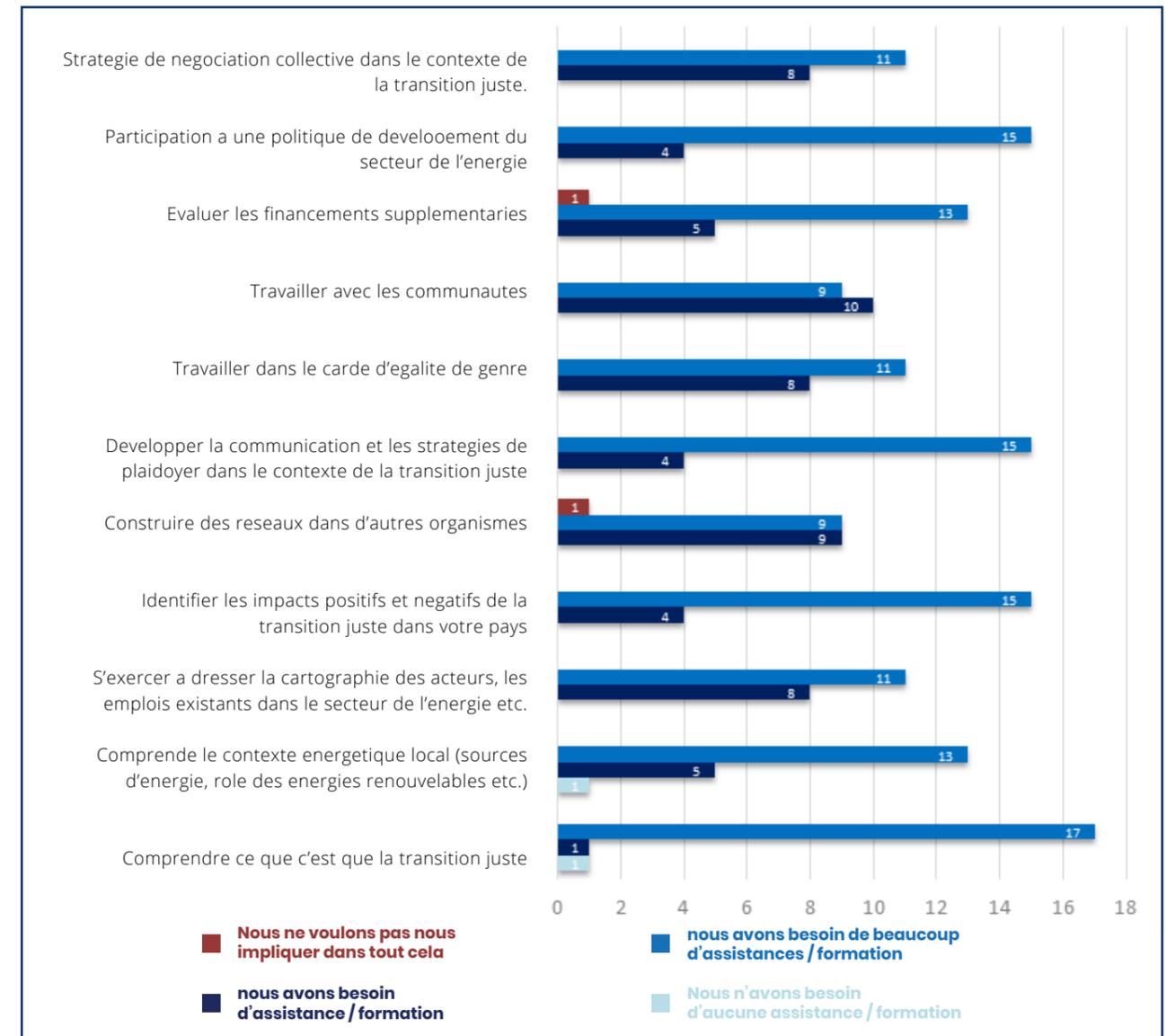
Alors, comment auriez-vous une conversation sur la transition juste et les travailleurs avec un responsable de l'énergie, ou le conseil municipal ou le maire, ou avec un leader communautaire? Huggard pose cette question comme exemple de ce qu'un délégué syndical du secteur pétrolier doit savoir lorsqu'il aborde la question de la transition juste au nom de ses membres. Renforcer la capacité des délégués à diriger la question de la lutte contre le changement climatique et à être fiers du rôle du syndicat dans la création d'un avenir propre, vert et durable grâce à une transition juste a été essentiel. Le NZCTU encourage donc les syndicats non seulement à soutenir ces discussions dans les ateliers, mais aussi à renforcer les compétences en direction des syndicats, en particulier les syndicats couvrant les travailleurs de l'industrie à haute teneur en carbone. L'objectif est de s'assurer que les leaders sont bien soutenus et formés pour assumer ce nouveau rôle de leadership avec leurs membres » (Just Transition Center, 2019: 7-8).

Lors de l'enquête Définir une transition juste, 48% des syndicats ont indiqué ne pas avoir de politique énergétique au sein de leur syndicat. Seuls 8% déclarent avoir une bonne politique énergétique interne basée sur une vision à long terme. La raison de ce manque de politique interne pourrait être des connaissances ou des ressources. Mbirimi (2017: 6) explique à plusieurs reprises comment les syndicats doivent «construire une base solide de connaissances et de compréhension des problèmes liés au changement climatique et à la transition vers des

systèmes énergétiques à faible émission de carbone». Cette recherche représente une étape dans un processus continu de recherche et de formation visant à développer une base solide de connaissances liées à la transition juste.

L'enquête Définir une transition juste a demandé aux syndicats dans quels domaines ils auraient besoin d'aide et de formation. Les résultats sont illustrés ci-dessous.

Figure 19: Dans lequel des domaines suivants votre syndicat a-t-il besoin d'aide et de formation?



Source: LRS Defining a Just Transition Survey (2019)

Les résultats de l'enquête confirment la nécessité d'études de recherche comme celles-ci. Bien que cette étude ait donné aux syndicats un vaste cadre de transition juste répondant à certains de leurs besoins de formation, la prochaine étape consistera à appliquer ces connaissances dans leur propre contexte et à lancer des discussions stimulantes.



La recherche et la formation nécessitent beaucoup de ressources tant physiques que financières. Les syndicats sont encouragés à investir dans la constitution de leur propre base de connaissances. Outre les ressources internes des syndicats, plusieurs options sont disponibles. Le premier est de continuer à participer au REASS d'IndustriALL- et d'en être un membre actif. Les syndicats ont différents niveaux d'expérience et de connaissances. Le partage des réussites et des échecs de l'autre offre une occasion en or aux syndicats de se renseigner sur la mise en œuvre d'une transition juste dans la région. Le projet de transition juste du REASS s'étend sur plusieurs années et ce rapport représente l'une des premières étapes. Au cours de ce processus, il est important que les membres et le réseau continuent de se soutenir mutuellement grâce au partage d'informations. Cela est particulièrement pertinent lorsque les fournisseurs d'énergie du secteur privé sont déjà entrés dans l'espace énergétique. Les syndicats doivent continuer à défendre et à exiger ce qui suit:

- Exigez la présence syndicale.
- Négocier des conventions collectives favorables aux travailleurs.
- Faire pression sur le gouvernement pour imposer des exigences et des réglementations fixes à tout prestataire de services privé souhaitant entrer dans le secteur.
- Attention en ce qui concerne les petites centrales électriques décentralisées. De telles usines pourraient également être rachetées par de grandes entreprises, ce qui leur enlèverait toute propriété démocratique de la source d'énergie.
- Sensibiliser tous les affiliés aux GFA existants et s'assurer qu'ils surveillent leur mise en œuvre en conséquence.

La région est unique et posera des défis uniques que les syndicats pourront surmonter s'ils s'unissent. L'investissement dans des voyages d'étude, par exemple, pourrait avoir divers résultats positifs. Le second est lié au renforcement des connaissances spécifiques au pays et à l'application des principes de transition juste dans un contexte unique. Les institutions universitaires existantes, les ONG ou les mouvements de la société civile doivent être contactés pour former des réseaux d'information et de recherche. Il existe une grande quantité de connaissances dans chaque pays. Étant donné le besoin urgent d'une transition à faible émission de carbone, diverses organisations internationales développent des cours, des formations ou des portails d'information en ligne sur la transition juste. Les syndicats peuvent utiliser ces portails pour augmenter leur niveau de connaissances. Les syndicats peuvent s'adresser à des organisations telles que la Fédération internationale des associations d'éducation ouvrière (IFWEA) pour développer des cours de formation en fonction de leurs propres besoins. Une autre option consiste à puiser dans des financements locaux ou internationaux pour soutenir les besoins de formation et de recherche. Les syndicats devraient aborder les organisations avec une indication claire de leurs besoins humains, organisationnels et financiers.

Quelle que soit la voie empruntée par les syndicats, la valeur des connaissances et des informations dans une transition juste doit toujours être rappelée. Une transition juste est un concept large et peut au premier abord être très intimidant. En le divisant en petites étapes, une meilleure compréhension arrivera avec le temps. Les syndicats ne sont pas seuls face à ces problèmes et défis. Tendre la main aux autres avec les mêmes préoccupations facilitera le voyage. Certains jours seront plus faciles que d'autres, mais ensemble, nous pouvons nous entraider dans les moments difficiles et faire ce travail.

## CONCLURE AVEC UNE DEFINITION DE LA TRANSITION ENERGETIQUE JUSTE EN FAVEUR DES SYNDICATS EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Ce rapport de recherche a fourni aux syndicats un cadre global de transition juste. Nous espérons qu'il fournira aux syndicats des outils pratiques et des informations qu'ils pourront appliquer pour développer une meilleure compréhension du terme et comment l'aborder dans leur propre pays.

Une transition juste implique non seulement les travailleurs au sein d'une transition énergétique, mais aussi les communautés et la confrontation au statu quo. Sur la base des résultats de la recherche et du processus de consultation, nous souhaitons conclure le rapport avec la définition de travail suivante d'une transition juste pour les syndicats du secteur de l'énergie en ASS:

*Une transition juste en Afrique subsaharienne créera un accès universel à des énergies propres et fiables et améliorera la vie de millions de personnes. Le dialogue social fera partie de chaque étape et aucun travailleur ou communauté ne sera laissé pour compte. Les travailleurs auront des emplois protégés décentes avec accès à des opportunités de formation et de requalification. La protection sociale sera accessible à tous les citoyens tandis que les communautés opéreront dans des économies diversifiées et viables. L'énergie sera démocratisée grâce à l'appropriation publique et sociale avec des principes de bonne gouvernance. Une transition juste démantèlera les systèmes d'oppression interdépendants. Elle reconnaîtra le rôle que le travail non rémunéré et mal rémunéré des femmes a contribué à maintenir le statu quo et leur offrira de meilleures opportunités. Dans une transition juste, les défis mais aussi les ressources et les opportunités seront également partagés pour que nous prenions soin de nous mêmes.*

Une transition juste peut devenir un outil de plaidoyer que les gouvernements, les syndicats et les communautés peuvent utiliser pour exiger un monde juste et égal pour tous. Bien que la portée du terme puisse être accablante au début, il devient plus facile à comprendre et à utiliser s'il est divisé en plus petits morceaux. Cette recherche a représenté la première de ces pièces en fournissant une justification pour une transition juste dans le contexte de l'ASS. Nous espérons que les syndicats pourront utiliser cette information et familiariser leurs dirigeants, leurs membres, leurs travailleurs, leurs communautés et leurs femmes avec la notion d'une transition juste. Tout au long de ce processus, les syndicats ne devraient jamais avoir le sentiment de ne pas pouvoir soulever les questions difficiles et inconfortables. Des thèmes tels que l'élargissement des formes de propriété sociale sont des questions complexes rarement mises en œuvre dans la région. Ce n'est que par des discussions ouvertes et honnêtes que la véritable viabilité des suggestions formulées sera connue. Il n'existe pas quelque chose comme la mauvaise question. Les syndicats sont ceux qui connaissent le mieux la situation dans leur pays et seront en mesure de fournir le meilleur aperçu de ce qui pourrait éventuellement fonctionner et de ce qui exigerait des ressources qui ne sont tout simplement pas disponibles. Le REASS et le partage continu d'expériences et de leçons joueront un rôle central dans une transition juste pour les travailleurs du secteur de l'énergie en ASS.

## BIBLIOGRAPHIE

1. Ahlborg H, Sjöstedt M. 2015. Small-scale hydropower in Africa: Socio-technical designs for renewable energy in Tanzanian villages. *Energy Research & Social Science* 5: 20–33. file:///C:/Users/Mari/Downloads/1-s2.0-S2214629614001510-main%20(3).pdf Date of access: 1 Feb 2020.
2. AIDC. 2017. One million climate change jobs: moving South Africa forward on a low-carbon, wage led and sustainable path. <http://aidc.org.za/download/climate-change/OMCJ-booklet-AIDC-electronic-version.pdf> Date of access: 11 Oct 2019.
3. Angel, J. 2016. Strategies of Energy Democracy. [https://www.rosalux.de/fileadmin/rls\\_uploads/pdfs/sonst\\_publicationen/strategies\\_of\\_energy\\_democracy\\_Angel\\_engl.pdf](https://www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/sonst_publicationen/strategies_of_energy_democracy_Angel_engl.pdf) Date of access: 23 Oct 2019.
4. APP. 2015. Power, People, Planet – Seizing Africa's Energy and Climate Opportunities: Africa Progress Report 2015. [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/APP\\_REPORT\\_2015\\_FINAL\\_low1.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/APP_REPORT_2015_FINAL_low1.pdf) Date of access: 25 Oct 2019.
5. AREI. 2016. Transforming Africa towards a renewable energy powered future with access for all: Summary Report. file:///C:/Users/Mari/Downloads/arei\_-\_framework%20(1).pdf Date of access: 2 Oct 2019.
6. Asia Pacific Forum on Women. 2017. A Feminist Interpretation of Just and Equitable Transitions in the Context of Climate Change [http://apwld.org/wp-content/uploads/2018/10/2018\\_Just\\_and-Equitable\\_Transitions\\_briefer.pdf](http://apwld.org/wp-content/uploads/2018/10/2018_Just_and-Equitable_Transitions_briefer.pdf) Date of access: 2 Oct 2019.
7. Avila, N., Carvallo, J. P., Kammen, D. M. & Shaw, B. 2017. The energy challenge in sub-Saharan Africa: A guide for advocates and policy makers <https://www.oxfamamerica.org/static/media/files/oxfam-RAEL-energySSA-pt1.pdf> Date of access: 2 Oct 2019.
8. Bacon, R. & Kojima, M. 2011. Issues in estimating the employment generated by energy sector activities [http://siteresources.worldbank.org/INTOGMC/Resources/Measuring\\_the\\_employment\\_impact\\_of\\_energy\\_sector1.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTOGMC/Resources/Measuring_the_employment_impact_of_energy_sector1.pdf) Date of access: 2 Oct 2019.
9. Benjamin K., Sovacool B.K., Hook, A., Martiskainen, M., Brock, A. & Turnheim, B. 2020. The decarbonisation divide: Contextualizing landscapes of low-carbon exploitation and toxicity in Africa. *Global Environmental Change* 60, 102028 <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0959378019305886> Date of access: 1 Feb 2020.
10. 1Benton-Connell, K. 2015. Energy Cooperatives. Published in: POWER TO THE PEOPLE: Toward Democratic Control of Electricity Generation (TUED) <http://unionsforenergydemocracy.org/wp-content/uploads/2015/06/TUED-Power-to-the-Peoplefinal.pdf> Date of access: 23 Oct 2019.
11. Bischof-Niemz, T. 2019A. Opinion: Are there really more jobs in coal than in renewables? *ENGINEERING NEWS* [https://www.engineeringnews.co.za/article/opinion-are-there-really-more-jobs-in-coal-than-in-renewables-2019-02-12/rep\\_id:4136](https://www.engineeringnews.co.za/article/opinion-are-there-really-more-jobs-in-coal-than-in-renewables-2019-02-12/rep_id:4136) Date of access: 9 Sept 2019
12. Bischof-Niemz, T. 2019B. Opinion: If there are more jobs in renewables, why are coal miners so unhappy? <https://www.engineeringnews.co.za/article/if-there-are-more-jobs-in-renewables-why-are-coal-miners-so-unhappy-2019-03-08-1> Date of access: 9 Sept 2019
13. Bruederle, A. & Hodler, H. 2019. Effect of oil spills on infant mortality in Nigeria. *PNAS*, 116 (12) 5467-5471 <https://doi.org/10.1073/pnas.1818303116> Date of access: 1 Feb 2020.
14. COBENEFITS. 2019A. Economic prosperity for marginalised communities through renewable energy in South Africa: Assessing the co-benefits of decarbonising the power sector <https://www.cobenefits.info/resources/cobenefits-south-africa-prosperity/> Date of access: 14 Oct 2019.
15. COBENEFITS. 2019B. Future skills and job creation through renewable energy in South Africa: Assessing the co-benefits of decarbonising the power sector. [https://www.cobenefits.info/wp-content/uploads/2019/03/COBENEFITS\\_SA\\_Jobs\\_Skills\\_Executive-Report\\_190322.pdf](https://www.cobenefits.info/wp-content/uploads/2019/03/COBENEFITS_SA_Jobs_Skills_Executive-Report_190322.pdf) Date of access: 14 Oct 2019.
16. Corfee-Morlot, J., Parks, P., Ogunleye, J. & Ayeni, F. 2018. Achieving clean energy access in sub-Saharan Africa: A case study for the OECD, UNEP, World Bank project: "Financing Climate Futures: Rethinking Infrastructure" <https://www.oecd.org/environment/cc/climate-futures/Achieving-clean-energy-access-Sub-Saharan-Africa.pdf> Date of access: 9 Oct 2019.
17. COSATU. 2011. A just transition to a low-carbon and climate resilient economy: COSATU policy on climate change: A call to action [https://www.sagreenfund.org.za/wordpress/wp-content/uploads/2017/05/Naledi\\_A-just-transition-to-a-climate-resilient-economy.pdf](https://www.sagreenfund.org.za/wordpress/wp-content/uploads/2017/05/Naledi_A-just-transition-to-a-climate-resilient-economy.pdf) Date of access: 23 Oct 2019.
18. Creamer, T. 2019. Initial 'just energy transition' work points to need to cushion coal regions *ENGINEERING NEWS* <https://www.engineeringnews.co.za/article/initial-just-energy-transition-work-points-to-need-to-cushion-coal-regions-2019-07-03> Date of access: 9 Sept 2019
19. Curnier, B., Lane, J., Szewczuk, S., Walley, L. & Walley, L. 2017. Integrating off-grid solutions into South Africa's electrification programme: Carbon Trust and CSIR [http://www.cityenergy.org.za/uploads/resource\\_426.pdf](http://www.cityenergy.org.za/uploads/resource_426.pdf) Date of access: 26 Oct 2019.
20. Elliott, C. 2019. WORLD RESOURCE INSTITUTE: Planning for a "Just Transition": Leaving No Worker Behind in Shifting to a Low Carbon Future <https://www.wri.org/blog/2019/03/planning-just-transition-leaving-no-worker-behind-shifting-low-carbon-future> Date of access: 9 Sept 2019.
21. ENERGIA. 2019. Gender in the transition to sustainable energy for all: From evidence to inclusive policies [https://www.energia.org/cm2/wp-content/uploads/2019/04/Gender-in-the-transition-to-sustainable-energy-for-all-From-evidence-to-inclusive-policies\\_FINAL.pdf](https://www.energia.org/cm2/wp-content/uploads/2019/04/Gender-in-the-transition-to-sustainable-energy-for-all-From-evidence-to-inclusive-policies_FINAL.pdf) Date of access: 29 Oct 2019.
22. Energy Research Centre. 2019. Socio-economic considerations for a Paris agreement-compatible coal transition in South Africa: University of Cape Town [https://www.google.com/search?q=Socio-economic+considerations+for+a+Paris+agreement-compatible+coal+transition+in+South+Africa&rlz=1C1AVFB\\_enZA779ZA780&oq=Socio-economic+considerations+for+a+Paris+agreement-compatible+coal+transition+in+South+Africa&aqs=chrome..69i57.372j0j7&sourceid=chrome&ie=UTF-8](https://www.google.com/search?q=Socio-economic+considerations+for+a+Paris+agreement-compatible+coal+transition+in+South+Africa&rlz=1C1AVFB_enZA779ZA780&oq=Socio-economic+considerations+for+a+Paris+agreement-compatible+coal+transition+in+South+Africa&aqs=chrome..69i57.372j0j7&sourceid=chrome&ie=UTF-8) Date of access: 14 Oct 2019.
23. Fakir, S., Bole-Rentel, T. & Chireshe, F. 2019. <https://www.dailymaverick.co.za/article/2019-10-16-future-fuels-and-the-coming-ethanol-revolution-is-sasol-facing-technological-redundancy/> Date of access: 23 Oct 2019.

24. Federation Syndicate European. 2018. A GUIDE FOR TRADE UNION: Involving trade unions in climate action to build a just transition [https://www.etic.org/sites/default/files/publication/file/2018-09/Final%20FUPA%20Guide\\_EN.pdf](https://www.etic.org/sites/default/files/publication/file/2018-09/Final%20FUPA%20Guide_EN.pdf) Date of access: 14 Oct 2019.
25. Gass, P. undated. In Search of Just Transition: Examples From Around the World <https://iisd.org/library/just-transition-examples> Date of access: 9 Sept 2019.
26. Gass, P. undated. In Search of Just Transition: Examples From Around the World <https://iisd.org/library/just-transition-examples> Date of access: 14 Oct 2019.
27. General Electric Company. 2019. Re-imagining the future of power in Sub-Saharan Africa [https://www.ge.com/content/dam/gepower-pw/global/en\\_US/documents/regions/africa/Re-imagining%20the%20future%20of%20power%20in%20Sub-Saharan%20Africa\\_Digital.pdf](https://www.ge.com/content/dam/gepower-pw/global/en_US/documents/regions/africa/Re-imagining%20the%20future%20of%20power%20in%20Sub-Saharan%20Africa_Digital.pdf) Date of access: 9 Oct 2019.
28. Groundwork. 2018. Coal Kills: Research and dialogue for a just transition. [http://www.groundwork.org.za/specialreports/Coal\\_Kills.pdf](http://www.groundwork.org.za/specialreports/Coal_Kills.pdf) Date of access: 10 Oct 2019.
29. GSI. 2010. The global subsidies initiative untold billions: fossil-fuel subsidies, their impacts and the path to reform: Strategies for reforming Fossil-Fuel Subsidies: Practical lessons from Ghana, France and Senegal.
30. Halsey, R. 2018. REFLECTION PAPER - JUST ENERGY TRANSITION: Community ownership, Jobs and the future of Renewable Energy systems [www.90by2030.org.za](http://www.90by2030.org.za) Date of access: 26 Oct 2019.
31. [https://www.iisd.org/gsi/sites/default/files/strategies\\_ffs.pdf](https://www.iisd.org/gsi/sites/default/files/strategies_ffs.pdf) Date of access: 21 Oct 2019.
32. IEA. 2014. Africa Energy Outlook <https://wzestore.iea.org/weo-2014-special-report-africa-energy-outlook> Date of access: 9 Oct 2019.
33. IISD. 2018A. Real people, real change: Strategies for just energy transitions. <https://www.iisd.org/sites/default/files/publications/real-people-change-strategies-just-energy-transitions.pdf> Date of access: 2 Oct 2019.
34. IISD. 2018B. The Transformation of the Polish Coal Sector: GSI REPORT <https://www.iisd.org/sites/default/files/publications/transformation-polish-coal-sector.pdf> Date of access: 2 Oct 2019.
35. ILO. 2017. Third item on the agenda - Addressing the impact of climate change on labour: Governing Body 329th Session, Geneva, 9–24 March 2017 [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms\\_543701.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms_543701.pdf) Date of access: 11 Nov 2019.
36. ILO. 2018. Employment and the role of workers and employers in a green economy [https://www.ilo.org/weso-greening/documents/WESO\\_Greening\\_EN\\_chap2\\_web.pdf](https://www.ilo.org/weso-greening/documents/WESO_Greening_EN_chap2_web.pdf) Date of access: 11 Nov 2019.
37. IndustriALL, 2019B Unions can shape the future of work in the Fourth Industrial Revolution. Fourth Industrial Revolution 4IR Global Labour University (GLU): Johannesburg, South Africa <http://www.industrialall-union.org/unions-can-shape-the-future-of-work-in-the-fourth-industrial-revolution> Date of access: 20 Nov 2019.
38. IndustriALL. 2019A. A trade union guide to a Just Transition for workers. <http://www.industrialall-union.org/a-just-transition-for-workers> Date of access: 11 Nov 2019.
39. IRENA. 2018. Renewable Energy and Jobs - Annual Review <https://www.irena.org/publications/2019/Jun/Renewable-Energy-and-Jobs-Annual-Review-2019> Date of access: 11 Nov 2019.
40. International Finance Corporation, 2018. Unlocking Private Investment: A Roadmap to achieve Côte d'Ivoire's 42 percent renewable energy target by 2030. <http://documents.worldbank.org/curated/en/566921532638485663/Unlocking-private-investment-A-Roadmap-to-achieve-C%C3%B4te-d-ivoire-s-42-percent-renewable-energy-target-by-2030> Date of access: 1 Feb 2020.
41. Just Transition Centre, 2019. Just Transition in action: Union experiences and lessons from Canada, Germany, New Zealand, Norway, Nigeria and Spain [https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/191120\\_-\\_just\\_transition\\_case\\_studies.pdf](https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/191120_-_just_transition_case_studies.pdf) Date of access: 1 Feb 2020.
42. Kirubi C., Jacobson A., Kammen D.M. & Mills A. 2009. Community-based electric micro-grids can contribute to rural development: Evidence from Kenya. *World Development* 37:1208–21. <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0305750X08003288> Date of access: 1 Feb 2020.
43. Mbirimi, I. 2017. Future energy policy in Southern Africa: What role for trade unions? <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/festucc/13750.pdf> Date of access: 2 Oct 2019.
44. Mustapha, H. 2019. Just transition and development: The role of trade unions in Nigeria. A presentation to the TU-OECD-DAC Forum Paris, 9 April 2019. Climate Change Coordinator, Nigeria Labour Congress. [https://www.google.com/search?q=Just+transition+and+development%3A+The+role+of+trade+unions+in+Nigeria.&rlz=1C1AVFB\\_nstition+and+development%3A+The+role+of+trade+unions+in+Nigeria.&aq=chrome..69i57.158j0j4&sourceid=chrome&ie=UTF-8](https://www.google.com/search?q=Just+transition+and+development%3A+The+role+of+trade+unions+in+Nigeria.&rlz=1C1AVFB_nstition+and+development%3A+The+role+of+trade+unions+in+Nigeria.&aq=chrome..69i57.158j0j4&sourceid=chrome&ie=UTF-8) Date of access: 1 Feb 2020.
45. Ngwenya, P., Halsley, R., Davids, I. & Schubert, T. 2017. Southern African Catholic Bishops' Conference: Parliamentary Liaison Office: Briefing Paper 444: Ownership and a Just Energy Transition. <http://www.cplo.org.za/wp-content/uploads/2017/12/BP-444-Ownership-and-a-Just-Energy-Transition-Nov-2017.pdf> Date of access: 23 Oct 2019.
46. Overy, N. 2018. PROJECT 90 BY 2030: The Role of Ownership in a Just Energy Transition <https://90by2030.org.za/wp-content/uploads/2018/04/Just-Energy-Transition-The-Role-of-Ownership-in-a-Just-Energy-Transition.compressed.pdf> Date of access: 26 Oct 2019.
47. Pelz, D. & Bello, M. 2017. Nigeria: Oil spills lead to increased newborn mortality in the Niger Delta <https://www.dw.com/en/nigeria-oil-spills-lead-to-increased-newborn-mortality-in-the-niger-delta/a-41052670> Date of access: 1 Feb 2020.
48. Ranjan, R. 2019. Japan's Univergy to Invest \$200 Million in Zambian Solar Projects <https://mercomindia.com/japan-univergy-invest-zambian-solar-projects/> Date of access: 9 Nov 2019.
49. Rennkamp, B., Haunss, S., Wonga, K., Ortega, A., Casamadrid, E. 2017. Competing coalitions: The politics of renewable energy and fossil fuels in Mexico, South Africa and Thailand. *Energy Research & Social Science* 34 (2017) 214–223 <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2214629617302360> Date of access: 14 Oct 2019.
50. Rodriguez Acha, M. 2016. DISCUSSION PAPER Gender Equality & Just Transition: WEDO. <https://unfccc.int/sites/default/files/728.pdf> Date of access: 25 Oct 2019.
51. Scholtz, A. 2011. Living Planet Unit, WWF: A Discussion of systemic challenges for a just transition towards a low carbon economy [http://awsassets.wwf.org.za/downloads/just\\_transitions\\_paper\\_with\\_refs.pdf](http://awsassets.wwf.org.za/downloads/just_transitions_paper_with_refs.pdf) Date of access: 21 Oct 2019.
52. Simmet, H. 2018. "Lighting a dark continent": Imaginaries of energy transition in Senegal. *Energy Research & Social Science* 40 (2018) 71–81. <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S2214629617304371> Date of access: 1 Feb 2020.
53. Skinner, L. 2015. Remunicipalization and Public Renewable Power. Published in: POWER TO THE PEOPLE: Toward Democratic Control of Electricity Generation (TUED) <http://unionsforenergydemocracy.org/wp-content/uploads/2015/06/TUED-.Power-to-the-Peoplefinal.pdf> Date of access: 23 Oct 2019.
54. Smith, S. 2017. Just Transition: A Report for the OECD. <https://www.oecd.org/environment/cc/g20-climate/collapsecontents/Just-Transition-Centre-report-just-transition.pdf> Date of access: 21 Oct 2019.
55. Sovacool B.K., Clarke S., Johnson K., Crafton M., Eidsness J. & Zoppo D. 2013. The energy-enterprise-gender nexus: lessons from the Multifunctional Platform (MFP) in Mali. *Renew Energy* 50: 115–25. <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0960148112003758> Date of access: 1 Feb 2020.
56. SSAEN. 2019. Project Proposal IndustriALL SSA Regional Office Programme.
57. Strietska-Ilina, O., Hofmann, C., Haro, M. D. & Jeon, S. 2011. Skills for green jobs: A global view. Synthesis report based on 21 Country Studies. International Labour Office, Geneva. [https://www.ilo.org/global/publications/ilo-bookstore/order-online/books/WCMS\\_159585/lang--en/index.htm](https://www.ilo.org/global/publications/ilo-bookstore/order-online/books/WCMS_159585/lang--en/index.htm) Date of access: 1 Feb 2020.
58. Sweeney, S. 2015. Public Goods and Public Works Approaches to Energy Transition and Climate Protection. Published in: POWER TO THE PEOPLE: Toward Democratic Control of Electricity Generation (TUED) <http://unionsforenergydemocracy.org/wp-content/uploads/2015/06/TUED-.Power-to-the-Peoplefinal.pdf> Date of access: 23 Oct 2019.
59. TUED. 2012. Resist, Reclaim, Restructure: Unions and the Struggle for Energy Democracy <http://unionsforenergydemocracy.org/wp-content/uploads/2013/12/Resist-Reclaim-Restructure.pdf> Date of access: 10 Oct 2019.
60. TUED. 2016. UP FROM DEVELOPMENT: A Framework for Energy Transition in India <http://www.energy-democracy.net/?p=990> Date of access: 21 Oct 2019.
61. UNEP. 2017. Atlas of Africa Energy Resources. [https://www.icafrica.org/fileadmin/documents/Publications/Africa\\_Energy\\_Atlas.pdf](https://www.icafrica.org/fileadmin/documents/Publications/Africa_Energy_Atlas.pdf) Date of access: 2 Oct 2019.
62. UNRISD. 2018. Mapping Just Transition(s) to a Low-Carbon World [http://www.rosalux-nyc.org/wp-content/files\\_mf/reportjtrc2018\\_1129.pdf](http://www.rosalux-nyc.org/wp-content/files_mf/reportjtrc2018_1129.pdf) Date of access: 21 Oct 2019.
63. WoMin African Gender and Extractives Alliance. 2016. Women Building Power Towards Climate and Energy Justice for Women in Africa <https://womin.org.za/images/women-building-power/Women%20Building%20Power%20Paper%20Towards%20Climate%20and%20Energy%20Justice.pdf> Date of access: 25 Oct 2019.
64. World Bank. 2010. Biomass: Meeting Sub Saharan Africa's Energy Needs <https://www.worldbank.org/en/news/feature/2010/12/22/biomass-meeting-sub-saharan-africas-energy-needs> Date of access: 2 Oct 2019.
65. Worrall, L. Roberts, L. & Whitley, L. 2018. Enabling a just transition to a low-carbon economy in the energy sector Progress and lessons in Emerging Markets. HSBC Centre of Sustainable Finance by the Overseas Development Institute. <https://www.sustainablefinance.hsbc.com/reports/enabling-a-just-transition-to-a-low-carbon-economy-in-the-energy-sector> Date of access: 1 Feb 2020.

The research was initiated and supported by

**INDUTRIALL-SUB-SAHARAN AFRICA** and the **FES TRADE UNION COMPETENCE CENTRE (FES TUCC)**

